Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION

QUARANTE-CINQUIÈME ANNÉE – N° 13377 – 6 F | Fondateur : Hubert Beuve-Méry | Directeur : André Fontaine | DIMANCHE 31 JANVIER-LUNDI 1er FÉVRIER 1988

Reprise en main en RDA

Les récents succès diplomatiques du numéro un est-allemand, M. Erich Honecker, reçu avec égards ces derniers mois en Allemagne fédérale puis en France, n'ont en rien modifié le peu de cas que font les autorités est-allemandes de la politique de « glasnost » chère à M. Gorbatchev. Bien au contraire.

Délivré de la nécessité de ménager les sensibilités occidentales, Berlin-Est a saisi la première occasion pour sévir à l'égard des groupes d'écologistes et de défenseurs des droits de l'homme qui s'étaient multipliés depuis un an sous la protection de l'Eglise évangélique.

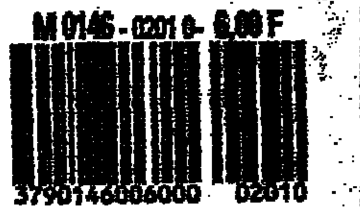
Le 17 janvier, plusieurs dizaines de ces contestataires avaient tenté de participer, avec leurs propres banderoles, au défilé traditionnel organisé chaque année à la mémoire de Karl Liebknecht et de Rosa Luxemburg, deux des fondateurs du Parti communiste allemand. Ils avaient poussé le « sacrilège » – pour citer « Neues Deutschland », organe du PC est-allemand – jusqu'à reprendre à leur compte une citation de Rosa Luxemburg : « La liberté ne va pas sans la tolérance de l'opinion de l'autre. »

Il n'en a pas fallu plus pour mettre en branle l'appareil répressif. Une soixantaine de participants, qui avaient peu auparavant déposé des demandes d'émigration, ont été aussitôt expulsés vers la RFA. Et les tribunaux multiplient les procédures d'urgence contre les autres.

Ce durcissement met à rude épreuve l'Eglise évangélique, qui avait cautionné bon nombre des activités des contestataires tout en s'efforçant de maintenir des relations correctes avec le gouvernement. Elle a ouvert ses temples, vendredi soir, à Berlin-Est comme dans d'autres grandes villes, à des réunions en faveur des détenus. Rien n'indique cependant qu'elle soit prête à affronter l'Etat ouvertement.

En RFA, les réactions gouvernementales sont restées prudentes. L'essentiel demeure, pour le chancelier Kohl et son gouvernement, de mettre en œuvre des décisions prises en septembre dernier, lors de la visite de M. Honecker, pour approfondir la coopération dans tous les domaines, et de s'assurer que les autorités est-allemandes ne remettent pas en cause la libéralisation constatée ces derniers mois dans le domaine des autorisations de voyages. S'il y a bien eu une note de protestation indignée du ministre des relations interallemandes, Mme Wilms, aucune menace concrète n'a été formulée. Il en est de même au Parti social-démocrate, où seul l'ancien chancelier Willy Brandt s'est élevé avec vigueur contre les arrestations.

La politique de bon voisinage de Bonn avec Berlin-Est a souvent été justifiée par l'accroissement du bien-être des Allemands de l'Est. Cette politique ne saurait manifestement pas être sacrifiée à une poignée de « trublions », même s'ils représentent la seule forme de contestation du régime communiste.


M 0146 - 0201 8 - 6,00 F
3790146006000 02010

Les entretiens de Mme Thatcher avec MM. Mitterrand et Chirac

Les maigres résultats du sommet de Londres augurent mal du conseil européen de Bruxelles

Les maigres résultats du sommet franco-britannique, qui s'est réuni vendredi 29 janvier à Londres, ont encore accru le pessimisme, quelques jours avant la réunion du conseil européen de Bruxelles, les 11 et 12 février. Les entretiens franco-britanniques ont confirmé, en particulier, le refus de Mme Thatcher d'accepter la solution de compromis mise au point par la RFA en ce qui concerne les questions agricoles. Les discussions sur ce sujet seront « rudes » à Bruxelles, a prédit M. Mitterrand. Le même jour, à La Haye, le premier ministre néerlandais, M. Lubbers, a réitéré son rejet de la proposition de compromis ouest-allemand.

Le bilan du sommet franco-britannique est également décevant en ce qui concerne la coopération militaire ; aucun progrès n'a été accompli, notamment pour la construction en commun d'un missile nucléaire lancé à partir d'un avion.

LONDRES
de nos envoyés spéciaux

Le bilan du douzième sommet franco-britannique est plutôt maigre. Mise à part l'acceptation par Mme Thatcher du régime fiscal privilégié dont bénéficie en France métropolitaine la vente du rhum brun dit « traditionnel » produit en Martinique et en Guadeloupe et l'annonce que les échanges de jeunes entre les deux pays vont être encouragés, on chercherait en vain les mesures concrètes décidées à l'issue de cette rencontre.

Le contraste est presque caricatural entre ces modestes résultats et l'ampleur de la délégation française présente, le vendredi 29 janvier à Londres, pour l'unique journée de ce sommet. Outre MM. Mitterrand et Chirac, pas moins de cinq ministres s'étaient en effet déplacés.

Aucun des deux dossiers de cette rencontre, la défense et la politique agricole communautaire, n'a avancé. M. Mitterrand en a été réduit à rendre hommage à la « politesse » de la « dame de fer », une façon comme une autre de dire que cette dernière n'avait pas changé d'un iota sa position.

Les affinités personnelles jouent leur rôle dans ce genre de réunion. Si le président de la République a pu faire état de la courtoisie du premier ministre britannique, il n'en est pas tout à fait de même pour M. Chirac.

DOMINIQUE DHOMBRES et CLAIRE TRÉAN.

(Lire la suite page 5.)

Entre les grandes surfaces et les pharmacies

La bataille des crèmes de beauté

La cour d'appel de Paris, dans un arrêt rendu le 28 janvier, a interdit aux fabricants et distributeurs de parapharmacie (crèmes de beauté, shampooings, dentifrices...) de ne distribuer leurs produits qu'aux seules pharmacies. Après les tests de grossesse et les sucres de synthèse, c'est un nouveau marché ouvert aux magasins de grande surface et une nouvelle bataille qui commence.

La « *vente exclusive en pharmacie* » pour les produits d'hygiène et de beauté, c'est fini. Mais la notion de distribution sélective, qui suppose le « *conseil d'une personne compétente* » dans un cadre respectant des normes de qualité définies par le fabricant est confortée.

L'arrêt de la cour d'appel de Paris (*le Monde* du 30 janvier) donne en partie satisfaction à tout le monde : aux grandes surfaces à qui les laboratoires ne pourront plus opposer un refus de vente sec et méprisant ; aux laboratoires qui conservent la maîtrise de leur marketing, *via* la distribution sélective ; aux pharmaciens d'officine qui se réjouissent que la cour d'appel n'ait pas remis en cause le monopole pharmaceutique et qui comptent sur les laboratoires pour mettre en place le réseau de « distributeurs agréés » dont ils comptent bien faire partie.

En fait, le paysage va changer, et l'arrêt de la cour d'appel donne le branle d'une redistribution des cartes et des parts de marché.

JOSÉ DOYÈRE.

(Lire la suite page 17.)

La préparation des XVes Jeux olympiques d'hiver

Calgary stocke sa neige

Les XVes Jeux olympiques d'hiver auront lieu du 13 au 28 février à Calgary. A deux semaines de la cérémonie d'ouverture, la neige et le froid ne sont toujours pas au rendez-vous, mais les Canadiens ont tout prévu. Et le succès économique de la manifestation est d'ores et déjà assuré.

MONTREAL
de notre correspondante

Tout au bout de vastes plaines canadiennes, Calgary, modeste métropole-champignon de 650 000 habitants, deviendra dans trois semaines la ville de la démesure. Oubliant l'inactivité relative des derricks qui ont fait sa bonne fortune, la « Dallas du Nord » jongle allègrement avec les anneaux olympiques en se grisant de superlatifs.

Les Jeux d'hiver qui s'y tiendront du 13 au 28 février prochain connaîtront la plus grosse participation de toute l'histoire (plus de 1 700 athlètes représentant 59 pays, 10 de plus qu'à Sarajevo) ; ils laisseront sur place le plus bel héritage post-olympique (des installations sportives de 350 millions de dollars canadiens, l'équivalent de 1,5 milliard de francs) et, surtout, ils seront les Jeux d'hiver les plus chers jamais organisés. Près de 1 milliard de dollars canadiens (1), le double de ce qui avait été initialement prévu.

Les organisateurs s'en excuseraient presque. Ce record involontaire n'est à leur yeux que la simple rançon de leurs trop grands succès commerciaux. « *Nos recettes ont tellement dépassé ce que nous avions imaginé de plus fou que nous avons pu embellir les Jeux* », s'empresse d'expliquer Robert Niven, vice-président du comité organisateur. A ceux qui voient immédiatement planer le douloureux souvenir des Jeux d'été de Montréal en 1976 (une dette de 1,5 milliard de dollars canadiens que les Québecois n'ont toujours pas fini de payer), on refait inlassablement la même démonstration.

Si les Montréalais se sont retrouvés au bord d'un tel gouffre financier, c'est uniquement à cause du coût de construction des sites olympiques, qui a grimpé en flèche quand les retards se sont ajoutés aux grèves puis aux problèmes techniques survenus notamment dans la réalisation du stade olympique. Son toit amovible, clou de cette ambitieuse œuvre architecturale du Français Roger Taillibert, n'est en place que depuis... avril 1987.

Devant cet exemple à ne pas imiter, on pourrait presque penser que les gens de l'Ouest, les hommes du pétrole (Frank King, grand manitou des Jeux de Calgary, en est un), les fils et petits-fils de pionniers se sont fait un point d'honneur de montrer ce que pouvait être, chez eux, l'efficacité canadienne. Les installations olympiques sont toutes fin prêtes, qu'il s'agisse du stade en forme de selle de cheval pour les compétitions de hockey et de patinage artistique, de l'anneau couvert (une première) pour le patinage de vitesse, du parc olympique pour le saut à ski, le bobsleigh et la luge, du centre nordique de Canmore pour le ski de fond, du site de Nakiska sur le Mont Allan pour le ski alpin ou du vieux stade Mac-Mahon rafraîchi pour les cérémonies d'ouverture et de clôture des jeux. Pas de retards, pas de dépassements budgétaires, et toutes les factures en voie d'être complètement réglées. A ce chapitre, ce sont les pouvoirs publics qui payent les notes. Le gouvernement fédéral canadien a versé 200 millions de dollars, la province de l'Alberta, 129 millions, et la ville de Calgary, 66 millions.

MARTINE JACOT.

(Lire la suite page 16.)

(1) Un dollar candanien vaut 4,4 F et 0,75 dollar américain.

A L'ÉTRANGER : Algérie, 3 DA ; Maroc, 6 dir. ; Tunisie, 700 m. ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 20 sch. ; Belgique, 40 fr. ; Canada, 2 $; Côte-d'Ivoire, 315 F CFA ; Danemark, 10 kr. ; Espagne, 175 pes. ; G.-B., 60 p. ; Grèce, 160 dr. ; Irlande, 80 p. ; Italie, 2 000 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 40 f. ; Norvège, 13 kr. ; Pays-Bas, 2,50 fl. ; Portugal, 130 esc. ; Sénégal, 335 F CFA ; Suède, 14 cr. ; Suisse, 1,80 f. ; USA, 1,50 $; USA (West Coast), 1,75 $.

Dates

RENDEZ-VOUS

Dimanche 31 janvier. – *Equateur :* élections législatives et présidentielle.
Finlande : élection présidentielle.

Lundi 1er février. – *Paris :* visite du président égyptien, M. Hosni Moubarak.
Italie : visite du roi Hussein de Jordanie.
Philippines : élections locales dans les provinces de Lanao et les villes d'Iligan et Marawi.

Mercredi 3 février. – *Paris :* visite du chancelier autrichien, M. Vranitsky (jusqu'au 4 février).
Sénégal : réunion au sommet du comité de l'OUA sur le conflit tchado-libyen (jusqu'au 5).

Jeudi 4 février. – *Inde :* comparution de l'ancien président d'Union Carbide, M. Warren Anderson, devant le tribunal de Bophal.

Vendredi 5 février. – *Vatican :* le pape Jean-Paul II reçoit le président égyptien, M. Moubarak.

Dimanche 7 février. – *Haïti :* prestation de serment du président élu, à l'occasion du deuxième anniversaire du départ en exil de Jean-Claude Duvalier.

Le Monde
7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-97-27
Télex MONDPAR 650 572 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-81

Edité par la SARL *le Monde*

Gérant :
André Fontaine,
directeur de la publication

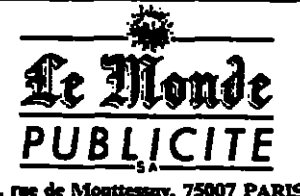
Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les rédacteurs du *Monde* »,
Société anonyme
des lecteurs du *Monde*,
Le Monde-Entreprises,
MM. André Fontaine, *gérant*,
et Hubert Beuve-Méry, *fondateur*.

Administrateur général :
Bernard Wouts.
Rédacteur en chef :
Daniel Vernet.
Corédacteur en chef :
Claude Sales.



Le Monde PUBLICITE S.A.
5, rue de Monttessuy, 75007 PARIS
Tél : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Télex MONDPUB 206 136 F



Commission paritaire des journaux et publications, no 57 437
ISSN : 0395 - 2037

Le Monde
TÉLÉMATIQUE
Composez 36-15 - Tapez *LEMONDE*

ABONNEMENTS
BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-98-72

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE	354 F	672 F	954 F	1 200 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE	687 F	1 337 F	1 952 F	2 530 F
ÉTRANGER (par messageries) I. – BELGIQUE-LUXEMBOURG, PAYS-BAS	399 F	762 F	1 089 F	1 380 F
II. – SUISSE, TUNISIE	504 F	972 F	1 404 F	1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.
Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

ABONNEMENTS
PAR MINITEL
36-15 – Tapez LEMONDE
code d'accès ABO
365 jours par an. 24 heures sur 24

Il y a quarante ans

L'assassinat de Gandhi

« *NAMASTE Gandhiji* » : dans un mouvement sincère de respect, Nathuram Godsé s'inclina puis, se redressant brusquement, brandit son pistolet et tira trois balles dans la poitrine du vieil homme souriant. Il était 17 h 17. Comme il en avait fait le vœu, Gandhi mourut ce 30 janvier 1948 en prononçant le nom de « Rama » (Vichnou, l'une des principales incarnations de Dieu), condition indispensable selon lui pour mériter l'appellation de *mahatma* (la grande âme »).

Depuis dix jours, les responsables du gouvernement indien, Gandhi lui-même, savaient qu'un complot était organisé. Le 20 janvier à Delhi, une première tentative pour l'assassiner avait eu lieu à Birla House, où il tenait ses réunions de prières publiques. Dès ce moment, grâce aux aveux de l'homme qui avait été arrêté, la police avait assez d'éléments pour remonter la filière et mettre hors d'état de nuire tous les comploteurs. Quand ceux-ci furent jugés, les minutes du procès ainsi que l'enquête qui fut rouverte en 1967 montrèrent qu'une série incroyable de négligences policières, aggravées par une étrange absence de décision de la part de l'autorité gouvernementale, furent commises. Robert Payne (1) écrit à ce sujet : « *Beaucoup de gens haut placés avaient agi comme s'ils ne souhaitaient nullement contrarier une conspiration qui devait suivre son cours.* » « *C'était*, ajoute-t-il, *un nouveau type de meurtre, l'assassinat toléré.* »

Ce que laisse suggérer cette thèse est grave, et rien de concret n'a jamais permis de l'étayer. Dominique Lapierre et Larry Collins (2) avancent une autre explication qui, sans être plus satisfaisante, a le mérite de la rationalité : « *La police*, écrivent-ils, *avait peut-être la conviction qu'après leur échec du 20 janvier les assassins ne reviendraient pas sur les lieux de leur crime.* » Les mobiles de ceux-ci de toute façon étaient parfaitement clairs : tous partageaient les positions de l'Hindu Mahasabha, un parti hindouiste extrémiste qui combattait la doctrine de la non-violence. La conviction de l'homme très intelligent qu'était Nathuram Godsé, les lettres qu'il échangea peu avant d'être exécuté avec l'un des fils du Mahatma, Ramdas, devaient permettre de comprendre que, aux yeux d'une part grandissante de la société indienne, Gandhi, au moment de sa disparition, avait en quelque sorte dépassé les limites de sa mission historique.

Une autorité naturelle et implacable

Le Mahatma, lui-même, ne se dissimulait pas cette évolution inéluctable, et celle-ci explique la lassitude et la désespérance accrues qui marquèrent la fin de sa vie. Celui que Churchill décrivait comme « *un fakir demi-nu* » avait forgé le nationalisme de tout un peuple, obligé par ses méthodes rudimentaires le dernier des grands empires mondiaux, le « Raj britannique », à battre en retraite, mais aussi formé une génération d'hommes politiques indiens qui, une fois l'indépendance obtenue, réclamaient leur émancipation. Déjà déifié de son vivant, Gandhi devenait, une fois mort, une conscience morale beaucoup trop haute et envahissante pour les nouveaux maîtres de l'Inde, qui avaient leur propre conception de la conduite des affaires du pays.

A la fin de sa vie, Gandhi voulait obliger le Parti du Congrès à se dissoudre, estimant que celui-ci était devenu une formation élitiste et corrompue. L'avenir ne lui donna pas tort : après sa mort, le Congrès devint un parti où la lutte pour le pouvoir mobilisa beaucoup les énergies.

Il est difficile d'imaginer à quarante ans de distance l'immense tristesse que causa à des millions d'Indiens la disparition du Mahatma. L'Inde, en état de choc, se retrouvait orpheline, désemparée. Il était l'ultime recours, le « Père » compatissant dont les pouvoirs pour rétablir le droit et la justice étaient infinis.

Placé à jamais sur un piédestal qui peu à peu effaça sinon son souvenir, du moins son message, le petit homme aux idées si simples qu'elles étaient dévastatrices pour l'ordre établi, qui avait passé sa vie à errer sur les routes poussiéreuses de l'Inde et dans ses prisons, était désormais hors d'atteinte. Plus personne ne se risqua à suivre son exemple, ce qui simplifia beaucoup la tâche des gouvernements successifs de New-Delhi.

Mohandas Karamchand Gandhi était né le 2 octobre 1869, à Porbandar, dans la péninsule de Kathiawar (Etat indien du Guparat), une petite principauté dont son père était le *dewan* (premier ministre). Il acquit de celui-ci une autorité naturelle (qui, plus tard, s'exercera de façon souvent implacable sur ses proches) et de sa mère, de confession Pranami, une foi inébranlable. Cette religion enseignait la tolérance (notamment vis-à-vis des autres cultes), la charité, la chasteté, une vie de tempérance où la consommation de la viande et de l'alcool était bannie, bref un ensemble de règles qui devinrent l'un des fondements de la doctrine gandhienne. Marié à l'âge de treize ans, il eut quatre fils, mais n'assuma que très médiocrement son rôle de père. Harilal, son fils aîné, devait sombrer dans l'alcoolisme et s'ingénia à nuire à son père par de multiples provocations.



ROUIL

Juriste pointilleux

La vie publique de Gandhi ne commence réellement qu'en 1893 lorsqu'à l'âge de vingt-quatre ans il part pour l'Afrique du Sud. Ce voyage avait été précédé d'un séjour de deux ans et demi en Angleterre, où il acquit son diplôme d'avocat. Juriste pointilleux et intraitable, il eut plus d'une fois l'occasion de démontrer en Afrique du Sud, puis en Inde, la nullité des accusations dont il était l'objet et le caractère scélérat des législations en place ou en préparation.

Très vite, Gandhi prit en charge la défense des intérêts des Indiens d'Afrique du Sud. Il fonda le Congrès indien du Nathal et devint non moins rapidement, aux yeux des autorités, un dangereux trublion. Dans toutes les luttes qu'il mena contre les lois discriminatoires sud-africaines, Gandhi à aucun moment ne remit en question les autorités, alors coloniales, d'Afrique du Sud, comme d'ailleurs, une fois rentré en Inde et pendant plusieurs années, il évita de contester la domination des Britanniques. Plus tard, il expliqua cette attitude : « *Je croyais alors que l'Empire britannique existait pour le bien de la planète.* »

Devenu un avocat riche et célèbre de Johannesburg – et aussi un prisonnier récidiviste, – Gandhi, durant les vingt et une année qu'il passa en Afrique du Sud, fit l'apprentissage des modes d'action qui, inséparables des valeurs morales et religieuses, allaient le faire connaître au monde. Certaines lectures ont eu sur lui une influence déterminante : *Jusqu'au dernier*, du philosophe John Ruskin, dont il retint la glorification du travail manuel et la nécessité de renoncer aux richesses ; *la Désobéissance civile*, de Henry Thoreau, et *Le royaume de Dieu est en vous-même*, de Léon Tolstoï. C'est aussi en Afrique du Sud qu'il fit le vœu de chasteté Brahmacharya, et que les militants de la non-coopération, le *Satyagraha*, c'est-à-dire la « force de la vérité », remportèrent leur premier succès.

Les jeûnes et le rouet

En janvier 1915, lorsque Gandhi rentre aux Indes, il y est accueilli en héros. Son audience s'accroît encore, mais davantage – du moins dans les premières années – par son action de réformateur social que par son rôle de « révolutionnaire pacifique ».

En prenant la défense des paysans qui travaillaient dans les champs d'indigo du Bihar, puis celle des ouvriers et paysans victimes de l'exploitation des industriels d'Ahmerabad, Gandhi remportait ses premières victoires sur le sol indien. Ce faisant, il avait eu recours à l'un de ses premiers jeûnes politiques, une arme qu'il utilisa à quatorze reprises jusqu'à la fin de sa vie. Entre ces expériences, Gandhi multiplie les voyages à travers le pays, revenant de temps à autre à son ashram d'Ahmerabad. Il apprend à cette époque à se servir d'un objet qui deviendra symbolique, et dont l'utilisation contribuera à affaiblir la puissance économique et la domination de l'Empire britannique (par la réduction des importations de tissus anglais) : un rouet. Le mouvement Khadi était lancé, fournissant un symbole à tous ceux qui se réclamaient du Mahatma. Le premier affrontement direct avec la Couronne britannique a lieu en 1919, peu avant la date de la promulgation du Rowlat Act, une législation qui restreignait considérablement les droits fondamentaux des Indiens. Annonçant qu'il allait entreprendre un jeûne, il appela simultanément au *hartal* (grève générale). Ce mot d'ordre, ainsi qu'une rumeur à propos de son arrestation, déchaînèrent de violentes émeutes à travers le pays.

Par la suite, Gandhi fit son autocritique : pour la première fois aussi nettement, il avait mesuré la puissance, mais aussi les conséquences, parfois dévastatrices, de la non-violence. Jusqu'à la fin de sa vie, le Mahatma ne cessa d'approfondir sa réflexion sur l'idée de *satyagraha* – la non-violence, la force et la recherche de la vérité – philosophie dynamique en constante évolution. Gandhi savait que la non-violence risque de susciter de la part de ceux contre lesquels elle est appliquée une réaction violente. Il l'admettait et en vint parfois à légitimer une certaine forme de violence, qualifiant, par exemple, la résistance armée des Polonais contre les Allemands au début de la seconde guerre mondiale de « *presque non-violence* ». Le massacre d'Amritsar, en avril 1919, au cours duquel un officier britannique, le général Dyer, fit froidement abattre trois cent soixante-dix-neuf civils désarmés, choqua profondément l'Inde tout entière. C'est à peu près à cette époque que Gandhi changea de certitude quant au bien-fondé de la présence britannique en Inde.

Les « excès du gandhisme »

Emprisonné à de nombreuses reprises, le Mahatma eut souvent recours à des « jeûnes à mort », dont l'objet, au fur et à mesure que la date de l'indépendance se rapprochait, fut moins d'arracher des concessions à l'Angleterre que de mettre fin aux affrontements sanglants entre communautés religieuses, et de prendre la défense des « intouchables », ceux qu'il appelait « *les Enfants de Dieu* ». La tristesse qui marqua la fin de sa vie s'explique aussi par ces brusques explosions de haine entre hindous et musulmans, qui se multiplièrent au moment même où l'Inde obtenait la liberté, et dans les semaines qui suivirent la partition. Hindou militant, Gandhi n'a jamais cessé de veiller au sort de la minorité musulmane, ce qui lui attira des haines tenaces. Au cours de son procès, Nathuram Godsé expliqua : « *Ce qui m'a déterminé, c'était sa complaisance constante envers les musulmans.* » Il ajoutait : « *Je mettais en garde mon pays contre les excès du gandhisme ; cela signifierait non seulement le règne des musulmans sur tout le pays, mais l'extinction de l'hindouisme lui-même.* »

Quarante ans après la disparition de Gandhi, dans un pays où la violence fait partie de l'actualité quotidienne, force est de constater que l'Inde ne souffre guère des « excès du gandhisme ». Le Mahatma a laissé aux Indiens le souvenir de son exemple, il a allumé une petite lumière, qui n'a pu s'éteindre, celle de la dignité humaine et des droits de l'homme. Le reste est oublié. Gandhi, personnage hors du commun, ne pouvait sans doute pas avoir d'héritier.

LAURENT ZECCHINI.

(1) *Gandhi*, de Robert Payne. Editions du Seuil.
(2) *Cette nuit la liberté*, de Dominique Lapierre et Larry Collins. Editions Robert Laffont.

ESPAGNE : les offres de trêve de l'ETA

« Il nous faut saisir la balle au bond »,

nous déclare le président du gouvernement autonome basque

La première réaction officielle du gouvernement de Madrid à l'offre de trêve de l'ETA militaire a été marquée par une grande circonspection. Interrogé à l'issue du conseil des ministres du vendredi 29 janvier, le porte-parole de l'exécutif, M. Javier Solana, a certes réitéré que le gouvernement était disposé à maintenir des contacts avec l'ETA à condition qu'il soit mis fin à la violence. Mais il a ajouté que l'important était les « faits » et non les communiqués. Il a signalé à ce sujet que, le matin même, les artificiers avaient désamorcé une charge explosive placée sous le véhicule d'un policier à Bilbao et que, la veille, deux voitures piégées prêtes à être utilisées *avaient été découvertes dans la province de Guipuzcoa.* Les réticences des socialistes à Madrid face à l'offre de l'ETA contrastent avec l'approche, plus positive, des formations nationalistes modérées au Pays basque.

VITORIA
de notre envoyé spécial

« Je crois qu'il s'agit d'une nouvelle positive, et qu'il faut saisir la balle au bond. Ce serait une erreur pour le gouvernement de Madrid d'avoir une réaction triomphaliste, de penser que l'ETA est acculée et de ne pas saisir l'occasion. »

Le président du gouvernement autonome basque et dirigeant du PNV (Parti nationaliste basque), M. José Antonio Ardanza est optimiste. Il ne partage pas les réserves des socialistes et, dans l'entretien qu'il nous a accordé au palais d'Ajuria Enea à Vitoria, souligne l'importance de la proposition de trêve que vient de formuler l'ETA militaire. *« D'autant que cette offre s'inscrit dans le cadre d'une longue évolution,* souligne-t-il. *Il y a un an et demi déjà que l'ETA sait qu'elle a perdu la guerre. C'est pourquoi elle base, depuis, sa stratégie sur l'idée d'une négociation. »*

Il poursuit : *« Dès le début, nous avons pressé les socialistes de profiter de l'occasion et de prendre l'ETA au mot. On nous a alors accusés de chercher à encourager une négociation pour obtenir davantage de prérogatives pour notre région. Il a fallu un an pour que le gouvernement de Madrid nous donne raison en reconnaissant publiquement, en août dernier, qu'il négociait avec l'ETA. »* M. Ardanza reconnaît que, si les socialistes ont eu tendance à sous-estimer l'aspect politique de la lutte contre l'ETA, les nationalistes, eux, ont parfois sous-estimé son aspect policier. *Depuis, chacun a nuancé ses positions.* Même si subsiste une divergence de fond : celle du lien entre terrorisme et autonomie. *« On ne peut totalement dissocier ces deux problèmes comme veut le faire Madrid,* estime M. Ardanza. *C'est parce que l'ETA utilise le levier du nationalisme que ses partisans obtiennent deux cent mille voix à chaque élection. Il faut donc combattre l'ETA sur son propre terrain, expliquer et démontrer à ceux qui l'appuient encore que l'on peut lutter efficacement pour l'autonomie dans le cadre des institutions. »*

Pas d'indépendance imposée par les bombes

Rappeler cette évidence, poursuit notre interlocuteur, ne signifie nullement se *montrer ambigu* face au terrorisme. Bien au contraire, le président du gouvernement basque proclame aujourd'hui sans équivoque ce que la plupart des nationalistes basques hésitaient encore à affirmer hier : *« Ce qui nous sépare de l'ETA, ce ne sont pas seulement les méthodes : c'est l'objectif. Je peux parfaitement souhaiter que le Pays basque soit indépendant un jour, mais je n'admettrai jamais que ce Pays basque indépendant soit totalitaire et militariste, et que cette indépendance soit viciée à la base parce qu'elle a été imposée par les bombes, sans consulter les Basques eux-mêmes. »*

Si M. Ardanza tient à ce propos un langage plus direct que certains autres dirigeants de son parti, c'est qu'il fait figure, au sein du PNV, de *leader du clan des « pragmatiques »* : ceux qui pensent que, pour faire avancer l'autonomie basque, il faut résolument couper les ponts avec le nationalisme radical et chercher un terrain d'entente avec Madrid. Une politique qu'il a suivie depuis son arrivée à Ajuria-Enea, il y a trois ans, et, plus encore, depuis que, en mars 1987, après un recul électoral, le PNV a dû s'unir aux socialistes pour former un gouvernement stable à Vitoria : une expérience de coalition, sous sa présidence, sans précédent au Pays basque depuis la guerre civile.

Cette expérience permettra-t-elle de ressouder cette société basque fracturée entre « basquistes » et « espagnolistes » ? M. Ardanza se veut prudent : *« Le problème de fond subsiste dans notre société : celui de l'affrontement entre nationalisme basque et nationalisme espagnol. Mais nous commençons à démontrer que ce clivage ne nous empêche pas de nous entendre sur des règles du jeu communes. »*

L'aggiornamento du nationalisme basque suppose-t-il l'abandon de la notion d'indépendance ? *« Notre combat,* répond notre interlocuteur, *c'est la reconnaissance de la nation basque, ce qui ne se traduit pas forcément par un Etat basque. Tout dépend des circonstances historiques. Dans le passé, face à la dictature, nous réclamions un Etat basque parce qu'il s'agissait là de la seule manière de garantir notre survie comme nation. Aujourd'hui, les choses ont changé, le Pays basque n'est plus menacé de mort, le nationalisme peut devenir plus serein : l'indépendance est devenue un concept plus culturel que politique. »*

Il conclut : *« Notre lutte passe désormais par l'Europe. Une Europe où les Etats, malgré leurs résistances, se dessaisissent progressivement de leurs prérogatives, et où les frontières héritées du dix-neuvième siècle ne constituent plus des barrières infranchissables. Une Europe des peuples et non des Etats. Et si les Basques luttent contre les Etats existants, pourquoi voulez-vous qu'ils cherchent absolument à former le leur ? »*

THIERRY MALINIAK.

AUTRICHE

M. Androsch démissionne de la Creditanstalt

VIENNE
de notre correspondante

Le conseil d'administration de la Creditanstalt, la plus grande banque nationalisée d'Autriche, a accepté, vendredi, la démission de son directeur général, M. Hannes Androsch, qui avait été condamné à une amende de 500 000 F français le 20 janvier pour avoir *menti sur ses finances* personnelles devant la commission parlementaire enquêtant sur les activités financières douteuses de l'hôpital général de Vienne dans les années 70.

A trente-deux ans, M. Androsch avait été nommé, en 1970, ministre des finances, puis, en 1976, vice-chancelier, vice-président du Parti socialiste. Il est passé pendant des années pour le successeur logique du chancelier Kreisky. Après son implication dans le scandale de l'hôpital de Vienne, l'ancien chancelier lui avait demandé, en 1981, de démissionner de *toutes ses fonctions politiques* et lui avait offert la direction de la plus grande banque d'Autriche. — W. B.

BELGIQUE : deux crises qui se prolongent

La saga de « la Générale » et le ballet politique

BRUXELLES
de notre correspondant

Faisons un rêve, ou plutôt un cauchemar : dans la même semaine, les Français apprennent : 1) que la moitié des cinquante premières entreprises de l'Hexagone va peut-être passer sous contrôle étranger ; 2) qu'il y a un lien entre des tueries sanglantes commises *par une bande de fous dans des supermarchés* et des milieux liés à la gendarmerie, à l'extrême droite et peut-être même à la sûreté de l'Etat ; 3) qu'ils n'auront peut-être pas de « vrai » gouvernement avant plusieurs semaines, sinon plusieurs mois. On imagine aisément les réactions que cette série malheureuse provoquerait en France et dans le monde.

Or c'est exactement ce qui se passe en Belgique depuis quelques semaines. Une fois n'est pas coutume : les Belges semblent intéressés, voire concernés par l'évolution de leur pays. Certes, il en faudrait encore plus pour traumatiser un peuple qui jouit d'une extraordinaire propension à nier toute conscience collective. Grâce soit rendue sur ce point à M. Carlo De Benedetti, qui n'en demandait sûrement pas tant : il a en quelque sorte réveillé le pays !

Car tout le monde ici *en* parle et tout le monde prend parti. Entre Carlo De Benedetti, l'Italien charmeur et décidé qui va même jusqu'à prononcer quelques mots de flamand, M. René Lamy, le « gouverneur » — c'est tout dire — de la Société générale de Belgique, qui donne l'impression de découvrir l'univers im-pi-to-ya-ble de la finance internationale, et M. André Leysen, le Flamand combatif et brillant, la partie est ouverte et chacun choisit son camp. Comme ce petit employé rencontré aux guichets d'une banque, qui achetait une action de la Société générale, *« car Monsieur, il faut la défendre, « notre » Générale » ;* ou bien ces francophones bruxellois qui jurent par tous leurs dieux qu'ils *« préfèrent mille fois un Italien à un Flamand ! »* Ou encore cet éditorialiste célèbre, Manu Ruys, qui conclut : *« Au moment où le capital flamand pourrait prendre une partie du contrôle du premier holding du pays, les hommes politiques flamands peuvent-ils encore capituler devant les exigences des hommes politiques francophones ? »*

La saga de « la Générale », quelle que soit son issue économique, aura considérablement modifié l'équilibre déjà instable du royaume en concrétisant la domination du nord du pays. Cette domination, qui était déjà politique (à quelques exceptions près, le premier ministre est toujours, depuis la fin de la deuxième guerre, un social-chrétien flamand), démographique (il y a environ six millions de Flamands pour quatre millions de francophones), économique (la croissance du nord du pays est plus rapide que celle du sud), cette domination, donc, est en passe de devenir aussi financière. Même si elle échoue pour des raisons juridiques, la tentative d'André Leysen, patron du holding flamand Gevaert, aura montré en tout état de cause qu'il existait en Flandre des groupes assez puissants pour prendre le contrôle de la Générale, qui n'a en revanche jusqu'ici pu trouver dans les milieux francophones l'appui qu'elle recherchait.

Complot ?

Cette OPA a rappelé une deuxième caractéristique du pays : la faiblesse, voire l'inexistence, de l'Etat. Les pas de clerc du ministre des finances, M. Mark Eyskens, la démontrent. Déclarant dans un premier temps illégale l'opération de Carlo De Benedetti, n'a-t-il pas, dès le lendemain, donné l'impression d'accueillir favorablement l'homme d'affaires de la péninsule, pour, de nouveau, s'opposer quelques *jours après à son entreprise* ? L'homme n'est pas en cause : M. Eyskens a du talent et du bon sens, mais il ne peut s'appuyer sur aucune législation ni aucune stratégie pour gérer une telle affaire. Il avait ainsi souhaité faire passer une loi destinée, à l'instar des autres pays européens, à rendre un peu plus transparentes les opérations financières. *Las !* La crise politique l'a obligé à remiser cette proposition. Si le gouvernement de Wilfried Martens a pu mener une politique économique d'ensemble cohérente, il n'a pas su, en revanche, influencer ou encadrer les alliances et les regroupements d'entreprises, comme cela a été fait dans de nombreux pays européens, quelle que soit d'ailleurs leur « idéologie ». La lenteur avec laquelle le gouvernement a décidé, en août 1987, l'ouverture du « contrat du siècle » — le renouvellement en matériel de la régie des téléphones — est à cet égard significatif. Cette lacune risque fort d'affaiblir considérablement la Belgique dans le combat que se livrent les entreprises européennes dans la perspective de 1992.

Certains veulent faire un lien entre cette faiblesse de l'Etat belge et la vague de tueries qui a déferlé sur la Belgique de 1982 à 1985. Pour ceux-là, un *« complot »* aurait été ourdi en vue de déstabiliser le pays, dans un premier temps, et provoquer ainsi une contre-offensive musclée. Rien, pour le moment, ne permet d'étayer sérieusement cette thèse. Aucun responsable tant soit peu important du monde politique, financier, militaire ou policier n'a été compromis dans ces affaires. Il n'en reste pas moins vrai que l'appareil d'Etat a *laissé* se développer à un échelon subalterne un cancer qui aurait pu être éradiqué plus rapidement. Il y a trop d'anciens policiers, d'anciens gendarmes, d'anciens membres de la sûreté dans toutes ces affaires ! Trop de liens plus ou moins avoués entre l'extrême droite la plus radicale et les services de sécurité ! Trop de connivences entre malfrats de première ou de seconde zone et ceux chargés de les empêcher de nuire ! Trop de mystère, enfin, et trop de morts surtout.

Pendant ce temps, les hommes politiques belges jouent une pièce — la formation d'une nouvelle coalition — si complexe qu'elle découragerait même les *plus fins analystes* de la politique italienne ! Depuis les élections du 13 décembre, les Belges assistent, sans s'y intéresser le moins du monde, à un étrange ballet : un « informateur », puis un « négociateur » et de nouveau un « informateur » rencontrent tour à tour les présidents des six principaux partis politiques, pour les sonder sur leurs intentions, font un rapport au roi et disparaissent. Le jeu, paraît-il, pourrait durer jusqu'à Pâques... L'essentiel semble être non de gagner mais de faire trébucher l'adversaire, comme dans ces courses de vitesse où celui qui part le dernier est assuré de l'emporter.

La partie en ce moment est tellement *complexe* que les grandes formations, comme les sociaux-chrétiens flamands ou les socialistes francophones, refusent apparemment d'assumer la charge de premier ministre, trop exposée. Après vous, cher ami !

L'« a-réalité »

« Tout cela me fait penser, déclare M. Herman de Croo, l'actuel ministre libéral des transports, *au médecin qui gribouille des choses pour le pharmacien, que les patients ne peuvent pas lire. »* Les hommes politiques s'envoient des messages que plus personne ne lit ni ne comprend... A l'heure où les hommes et les femmes jouent leur argent et leur situation, les hommes politiques, leurs cabinets et leur administration ne connaissent pas l'angoisse du risque, les défis. Ils ne savent plus très bien ce qui se passe dans le pays. Trop de parlementaires vivent dans l'« a-réalité ».

Dans de telles conditions, même les meilleurs perdraient leur âme et useraient leur talent — ce qui explique sans doute la faiblesse de la classe politique et le désintérêt, au mieux, *qu'elle provoque dans le pays.*

Rassurons-nous : la Belgique, tel le bateau ivre, n'est pas en perdition. Le talent des citoyens de ce pays réside incontestablement dans leur capacité à bien travailler dans de mauvaises structures. Les résultats économiques atteints en 1987 ont été dans l'ensemble satisfaisants. Les soubresauts actuels ont aussi mis en exergue le fonctionnement exemplaire de la justice : le président du tribunal de commerce de Bruxelles, comme celui de la cour d'assises de Mons ont montré leur indépendance. *« Le malaise belge,* explique un professeur bruxellois, *est inhérent à la Belgique. De temps en temps nous parvenons à l'oublier. Disons qu'en ce moment nous faisons une rechute. »*

JOSÉ-ALAIN FRALON.

(Lire page 20 l'article sur la Société générale.)

FINLANDE : première élection présidentielle au suffrage direct

M. Koïvisto espère être réélu dès le premier tour

Pour la première fois depuis l'indépendance, en 1917, les Finlandais ont l'occasion cette année d'élire leur président de la République au suffrage universel direct. Si l'un des cinq candidats en présence obtient au premier tour des 31 janvier et 1er février la majorité absolue, il sera automatiquement élu. Mais, si aucun d'entre eux ne recueille 50 % des suffrages, c'est à un collège de 301 « grands électeurs » que reviendra, comme par le passé, la tâche, le 15 février, de désigner le nouveau chef de l'Etat.

HELSINKI
de notre envoyé spécial

Autrement dit, dimanche et lundi, les Finlandais vont déposer deux bulletins dans l'urne, un pour leur candidat préféré et un autre pour la composition du collège. Cette réforme du mode de scrutin est le fruit d'un compromis entre les défenseurs de l'ancien système, jugé démodé parce qu'il permettait par exemple au conclave des « grands électeurs » de choisir à la dernière heure un président qui ne figurait pas initialement sur la liste des « possibles », et les partisans du modèle français. Aux yeux des Finlandais, celui-ci comporte toutefois des inconvénients. Le second tour mettant aux prises les deux candidats les mieux placés risque de provoquer une nouvelle polarisation gauche-droite de la vie politique que l'on s'est efforcé d'estomper au cours des vingt dernières années au profit d'un consensus pragmatique établi par de grandes coalitions gouvernementales majoritaires.

Le système hybride finalement retenu a été longuement discuté, mais, mis à part ces débats constitutionnels plutôt théoriques, la campagne n'a pas donné lieu à des escarmouches spectaculaires. *« Koïvisto direct »*, peut-on lire sur les affiches électorales du président-candidat, présenté sur des cartes postales soit en tenue de soirée, soit en bûcheron distingué, souriant et apparemment heureux de retrouver ses forêts. Personne ne doute en Finlande que, dans tous les cas de figure, il sera réélu puisque les sondages le créditent de 49 % à 55 % des intentions de vote, et que ses rivaux ont du mal à dépasser 15 %. Mais M. Koïvisto, âgé de soixante-quatre ans, ne cache pas qu'il serait *« quelque peu déçu »* s'il n'obtenait pas la majorité absolue au premier tour.

Les Finlandais n'ont aucune peine à *s'identifier à cet homme qui inspire* confiance et qui, comme eux, réfléchit longtemps avant de parler et pèse le pour et le contre avant de décider. Au cours des six années de son premier mandat, il a montré une étonnante discrétion que certains lui reprochent d'ailleurs mais qui correspondait sans doute à un besoin politique après vingt-cinq ans de régime Kekkonen, pour le moins autoritaire.

Depuis quelques semaines, M. Koïvisto est un peu plus prolixe. Mais ses discours n'enthousiasment pas particulièrement les foules. Heureusement, il se fait accompagner dans ses meetings par des chanteurs de tango et de ballades caréliennes mélancoliques. Au Palais des sports de Porvoo, petite ville à une cinquantaine de kilomètres d'Helsinki, il parle, par exemple, devant trois mille spectateurs, des bonnes relations avec les pays nordiques et l'URSS, de l'entrée prochaine de la Finlande au Conseil de l'Europe, des efforts à consentir en faveur des régions pauvres, du consensus économique et du rôle du chef de l'Etat.

Les jeux semblant faits, l'objectif des autres candidats est de terminer... second. Et de mesurer leurs forces respectives. M. Harri Holkeri, cinquante et un ans, le premier ministre conservateur, à la tête depuis le printemps dernier d'une coalition gauche-droite, inédite en Finlande, fait apparemment tout pour éviter qu'une *« feuille de papier à cigarette »* puisse se glisser entre le président et lui-même. L'explication est simple : la droite finlandaise revenue enfin au pouvoir après vingt-cinq années dans l'opposition ne tient pas à être de nouveau mise à l'écart. Une campagne trop *marquée contre la gauche risquerait* de détériorer le climat de travail avec les sociaux-démocrates au sein du gouvernement avant des négociations qui s'annoncent épineuses sur la réforme du système fiscal. Pour bien souligner qu'il ne souhaite aucune dispute, M. Holkeri vient d'ailleurs de déclarer que ses grands électeurs voteraient pour M. Koïvisto en cas de second tour.

L'objectif de 1994

A gauche, M. Kalevi Kivistoï n'est pas un inconnu puisqu'il était déjà sur les rangs en 1982. Socialiste proche de notre PSU, il est soutenu par le Parti communiste rénovateur, majoritaire en Finlande, une fraction des Verts et des mouvements alternatifs, des pacifistes aux féministes. Cet intellectuel de quarante-six ans reproche très poliment au président de ne s'intéresser qu'aux questions économiques et à la politique étrangère. Il aimerait que l'on parlât davantage de culture, de faits de *société* et de *l'indépendance* nationale face à l'intégration européenne et aux multinationales.

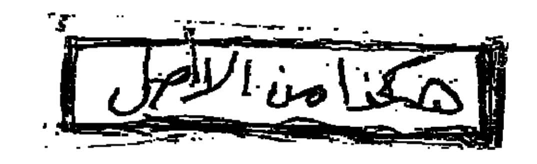
A l'extrême gauche, M. Jouko Kajonaja est un pur représentant du communisme orthodoxe. Si tout va bien, il recueillera 2 % des suffrages.

Dans cette campagne d'une dignité un peu triste, M. Paavo Väyrynen, quarante et un ans, ancien ministre des affaires étrangères, apparaît comme le seul véritable « contestataire » et se comporte en chef de l'opposition. Le Parti du centre (ex-agrarien), dont il est le leader, a participé à la plupart des gouvernements de coalition que la Finlande a connus depuis la guerre. *Après les législatives de mars 1987,* il fut écarté du pouvoir avec la mise en place de ce fameux cabinet « rouge-noir » (conservateur, social-démocrate plus deux autres petits partis) voulu par le président. C'était, pour les centristes, un camouflet. Mais M. Väyrynen est une « bête politique » et entend bien remonter la pente. Plus libre aujourd'hui dans ses propos que lorsqu'il siégeait au gouvernement, il réclame une neutralité plus active, *de meilleures relations commerciales* avec l'URSS et estime que la Finlande peut faire davantage entendre sa voix sur la scène internationale.

M. Väyrynen s'est lancé le premier dans la campagne. Il donne l'impression de représenter la Finlande profonde sur un ton un tantinet nationaliste et avec un certain succès.

En fait, le débat électoral qui se termine a mis aux prises non pas la *droite et la gauche, qui sont des* conceptions diffuses aujourd'hui dans un pays de consensus, mais plutôt les *« campagnes contre les villes »*. L'objectif de M. Väyrynen, qui se pose en porte-parole des petits contre les grands, est, bien entendu, de battre M. Holkeri, le candidat conservateur. Pour ces deux personnalités qui briguent la succession de M. Koïvisto en 1994, la « médaille d'argent » est importante. En Finlande, mieux vaut commencer tôt...

ALAIN DEBOVE.





URSS

La fin des « beriozkas » ?

BULGARIE

Le PC est invité à se « libérer des gens passifs »

Afrique

AFRIQUE DU SUD

Des affrontements entre Noirs font cinq morts au Cap

Europe

URSS

La fin des « beriozkas » ?

MOSCOU
de notre envoyée spéciale

La rumeur courait déjà depuis un certain temps, accompagnée de signes précurseurs ; quelques articles, par exemple, savamment distillés dans la presse... Il n'en a guère fallu plus aux Soviétiques pour comprendre que la fin des « beriozkas » approchait. Un entrefilet des *Izvestia*, le 28 janvier, est venu confirmer leur prémonition.

Spécialité des pays de l'Est, les « beriozkas » sont des magasins qui, fermés au grand public, offrent à des acheteurs disposant de devises occidentales des biens d'importation ou des produits locaux introuvables sur le marché.

Il existe actuellement trois sortes de « beriozkas » en Union soviétique : les magasins accessibles à tous les étrangers, résidents et touristes, où la marchandise se paie en devises liquides ou par cartes de crédit ; les « beriozkas » diplomatiques réservés aux seuls diplomates étrangers qui paient leurs achats à l'aide de « coupons diplomatiques » échangés par l'Etat soviétique contre des devises, et les « beriozkas » réservés aux Soviétiques qui, ayant travaillé à l'étranger, disposent d'un pécule en devises.

La loi interdisant aux citoyens soviétiques d'utiliser des devises occidentales en URSS, la banque leur fournit en échange des « certificats » ou bons de paiement pour « beriozkas ». C'est cette dernière catégorie de « beriozkas » qui est visée, celle qui fait que, pour un danseur du Bolchoï, un employé de l'Aeroflot ou un fonctionnaire soviétique, une mission à l'étranger présente davantage qu'un attrait professionnel ou touristique. Selon les *Izvestia*, les « beriozkas » pour Soviétiques devraient cesser d'exister à partir du 1er juillet. Les magasins pour étrangers, eux, ne sont pas menacés, pas plus que les magasins en roubles réservés à la nomenklatura, dont le secret est beaucoup plus jalousement gardé que celui des « beriozkas ».

Un responsable économique soviétique expliquait cette semaine qu'une éventuelle décision de fermer les « beriozkas » s'inscrirait dans le cadre de *« la redistribution des ressources »*, allusion à l'injustice du système des « beriozkas » sur le plan social. Mais il semble que la principale raison qui pousse les autorités à envisager la fermeture de ces magasins — la décision ne semble pas avoir encore été prise de manière définitive et, d'après un autre journal, *Komsomolskaïa Pravda*, elle pourrait se limiter à une modification du système de paiement — est le souci de mettre fin à un vaste trafic de bons de paiement échangés au marché noir par ceux que l'on appelle ici les « spéculateurs ».

Pathétique symbole de la misère de l'approvisionnement en URSS, la rumeur sur la fermeture prochaine des « beriozkas » a immédiatement provoqué l'apparition d'interminables files d'attente devant lesdits magasins à Moscou. Deux soirs de suite, la télévision a diffusé dans son principal journal du soir des reportages sur ce thème. *« Moi, j'ai le droit de venir dans ce magasin, j'ai des certificats légalement acquis*, a déclaré une femme en attendant son tour dans la queue par moins 18 degrés, *mais 80 % de ceux qui sont ici sont des spéculateurs. »*

SYLVIE KAUFFMANN.

BULGARIE

Le PC est invité à se « libérer des gens passifs »

La conférence nationale du Parti communiste bulgare a adopté, vendredi 29 janvier, le principe de la limitation des mandats des dirigeants du parti proposée la veille par le chef du parti et de l'Etat, M. Todor Jivkov.

Cette disposition doit être entérinée au prochain congrès du parti, prévu pour 1991. Selon le secrétaire du comité central, M. Tchoudomir Alexandrov, les membres du comité central ne pourront pas exercer plus de deux mandats de cinq ans et les chefs de parti au niveau local plus de deux mandats de deux ou trois ans.

Quant à la suggestion de M. Jivkov de séparer les postes de chef de parti et de chef de l'Etat, M. Alexandrov a indiqué que la conférence n'avait pas pris de décision à ce propos et que la question serait réglée par *« la pratique »*. M. Jivkov cumule les deux postes depuis 1971. On s'attend à Sofia qu'il cède la tête de l'Etat à moyenne échéance.

Numéro deux du Parti communiste bulgare, M. Alexandrov a également déclaré que le parti allait devoir se séparer de ceux qui ne pouvaient pas suivre la restructuration engagée en Bulgarie.

« Le parti doit revoir ses propres rangs et se libérer de ceux à qui les forces font défaut. Il ne s'agit pas d'une épuration, a, ajouté M. Alexandrov. *Les gens passifs compliquent nos travaux et pourraient être écartés du parti sans même avoir commis une infraction. »*

M. Todor Jivkov, qui avait semblé un moment ne plus être en parfaite union avec Moscou sur sa réforme et dont on avait été jusqu'à évoquer le départ, semble avoir parfaitement en main la situation. Il a souligné à plusieurs reprises, au cours de la conférence, la *« concordance »* entre la « perestroïka » soviétique et la restructuration bulgare. L'ampleur et le rythme des réformes annoncées l'année dernière par le parti avaient semblé alarmer Moscou.

M. Jivkov, qui avait dû aller discuter avec M. Mikhaïl Gorbatchev en octobre dernier, a rendu hommage au cours de la conférence à la « perestroïka » comme *« source d'inspiration »* de la réforme bulgare, sans laquelle celle-ci serait *« impensable »*. — *(AFP.)*

Diplomatie

La tournée en Europe du président du Nicaragua

Le pape a réservé un accueil sans chaleur à M. Ortega

Alors que le président Ortega poursuit sa tournée en Europe, les représentants du gouvernement sandiniste et ceux des rebelles de la Contra ont mis fin à leurs premiers pourparlers directs, vendredi 29 janvier, au Costa-Rica. Une nouvelle rencontre est prévue du 10 au 12 février au Guatemala, soit une semaine après le vote attendu du Congrès américain sur l'aide à la Contra. Tout en qualifiant de *« positifs »* leurs entretiens, les deux parties restent profondément divisées sur leur contenu.

ROME
de notre correspondant

Le tapis rouge, mais ni hymnes ni discours, juste le strict protocole réglementant la « visite privée » d'un chef d'Etat au Vatican : vendredi 29 janvier, Jean-Paul II a réservé au président du Nicaragua, M. Daniel Ortega, un accueil sans chaleur, probable réponse à l'affront qu'il a subi lors de sa visite officielle, en 1982, à Managua, où des groupes se réclamant de « l'Eglise nicaraguayenne populaire » et encouragés par les sandinistes avaient interrompu son discours.

L'audience a duré une demi-heure très précisément. Le porte-parole du pape, M. Joaquim Navarro, a expliqué que M. Ortega avait *« exposé les perspectives du plan de paix en Amérique centrale et demandé que le Saint-Siège encourage ce processus »*. Une requête, au demeurant, que le dirigeant sandiniste avait déjà présentée la veille à tous ses interlocuteurs italiens, chefs de l'Etat, du gouvernement et des principaux partis.

En réponse, Jean-Paul II a fait par de sa *« sollicitude »* pour les populations concernées et a exprimé *« l'espoir et l'exigence »* que *« tous les points sans exception »* dudit plan de paix soient *« effectivement appliqués »*, sans oublier *« le droit des populations à vivre dans les principes de la véritable démocratie »*. Le pape a enfin exalté *« le rôle de médiation »* du cardinal de Managua, Mgr Obando y Bravo, qu'il avait reçu l'avant-veille.

Après l'échange de cadeaux de rigueur — médailles du pontificat contre tableaux naïfs réalisés par un paysan nicaraguayen, *« en signe d'affection »*, M. Ortega s'est exclamé : *« Nous devons faire la paix ! »*, avant de préciser, lors d'une conférence de presse, qu'il était baptisé, qu'il avait reçu une formation catholique et qu'il se considérait comme chrétien.

Le président centraméricain a démenti une rumeur qui avait couru à Rome : celle d'une éventuelle démission des trois ministres de son gouvernement qui sont également prêtres et qui ont, de ce fait, été suspendus par le Vatican, conformément au code de droit canon. L'absence de l'un d'entre eux fut pourtant remarquée durant la visite au Vatican : le Père Miguel Descoto, ministre des affaires étrangères, pourtant présent la veille lors des entretiens avec les parties italiennes.

JEAN-PIERRE CLERC.

● **Un Forum pour la paix en Amérique centrale.** — A l'initiative de plusieurs organisations des droits de l'homme présentes en Amérique centrale (CIMADE, Frères des hommes, etc.), un forum devait se tenir ce samedi 30 janvier, de 15 heures à 20 h 30, à l'amphithéâtre Richelieu de la Sorbonne, à Paris. Parmi les nombreux participants étaient notamment attendus, outre les ambassadeurs des cinq pays signataires du plan de paix, ainsi que des dirigeants des mouvements d'opposition dans ces pays, la présidente de la fondation France liberté, Mme Danielle Mitterrand, le président de la Ligue internationale des droits de l'homme, les cinéastes Yves Boisset et Costa-Gavras, le chanteur Paco Ibanez, etc.

Les maigres résultats du sommet de Londres augurent mal du conseil européen de Bruxelles

(Suite de la première page.)

L'entrevue du premier ministre français avec Mme Thatcher a été plus tendue, peut-être parce que M. Chirac attendait davantage d'une responsable dont il est politiquement plus proche ou parce qu'il sait moins bien pratiquer que M. Mitterrand l'art tout britannique qui consiste à se mettre d'accord en souriant sur le fait que l'on n'est pas d'accord...

En matière de défense, Mme Thatcher ne s'est guère montrée encourageante à l'égard des propositions qui tiennent à cœur aux Français. M. Mitterrand a confié, à la fin de cette rencontre, que le projet de construction en commun d'un missile nucléaire lancé à partir d'un avion était au point mort. Mme Thatcher, lors de sa conférence de presse conjointe avec le président français, a été volontairement très vague, se contentant d'indiquer que les discussions franco-britanniques à ce sujet se poursuivaient.

L'idée de coordonner les patrouilles de sous-marins nucléaires britanniques et français jadis avancée par le dirigeant social-démocrate David Owen, et encore plus celle d'un *« partage du travail »* en ce qui concerne les cibles et missiles emportées par ces sous-marins, n'ont même pas été évoquées, a-t-on appris d'autre part de source militaire française. Après s'être entretenu avec son homologue français, M. Giraud, le ministre britannique de la défense, M. Younger, a seulement annoncé qu'il y aurait des *« échanges de visites »* des sous-marins nucléaires.

Quand M. Mitterrand a fait l'éloge de la *« politesse »* de Mme Thatcher, il avait également en tête le fait que celle-ci s'est retenue de critiquer en sa présence la création de la brigade franco-allemande. La politesse, en l'occurrence, nuit à la sincérité. Dans une interwiev publiée par *l'Express* le jour même du sommet, Mme Thatcher qualifie cette brigade d'*« initiative pour la galerie »* et s'interroge sur son utilité...

M. Mitterrand a fait savoir publiquement, vendredi, qu'il était au courant de ces doutes, mais s'est abstenu de les commenter. Il a cependant manié lui aussi l'ironie : *« La politique française se décide à Paris, la politique allemande à Bonn... et pas à Londres »*, a-t-il déclaré.

Les deux interlocuteurs ont néanmoins choisi d'insister sur la qualité de la collaboration franco-britannique en matière de défense. *« Celle-ci est très grande puisque nous sommes dans la même alliance »*, a souligné M. Mitterrand. *« Nous pensons et agissons de façon semblable »*, a affirmé Mme Thatcher. Cette dernière a estimé que *« l'important était de coopérer plus fermement sur le plan pratique et non pas de chercher à obtenir ce qui est impossible pour le moment »*, c'est-à-dire le retour de la France dans le commandement intégré de l'OTAN dont le général de Gaulle l'a fait sortir en 1966.

La réforme de la politique agricole commune

M. Mitterrand et Mme Thatcher ont enfin rappelé qu'ils avaient, l'un et l'autre, accueilli favorablement l'accord americano-soviétique de décembre dernier sur l'élimination des armes nucléaires à moyenne portée en Europe (FNI). Ils partagent la même appréciation des négociations en cours entre Washington et Moscou sur les armes stratégiques et estiment que celles-ci doivent s'accompagner d'une réduction des déséquilibres conventionnels et chimiques sur le Vieux Continent. Ils ont enfin répété que les forces françaises et britanniques devaient rester en dehors du champ de ces négociations. Le président français a été le plus explicite : *« On ne nous a pas posé la question. Mais si on nous la posait, nous dirions : « Occupez-vous de vos affaires et » désarmez d'abord ! »*

Un des entretiens les plus attendus était celui de M. Pandraud avec M. Douglas Hurd, le ministre britannique de l'intérieur. M. Hurd a rappelé que les Européens s'étaient solennellement engagés à ne jamais faire de concessions aux terroristes preneurs d'otages et que les Britanniques s'en tiendraient fermement à cette décision. M. Pandraud a eu la tâche difficile d'expliquer pourquoi Paris avait successivement expulsé vers le Gabon puis autorisé à revenir en France les opposants iraniens au régime de l'imam Khomeiny.

Mais le sujet qui a dominé les conversations de MM. Chirac et Mitterrand avec Mme Thatcher et les entretiens de MM. Raimond, Bosson et Guillaume avec leurs homologues britanniques, fut l'Europe : on prépare l'échéance des 11 et 12 février à Bruxelles, où les dirigeants des pays membres de la CEE devront tenter de parvenir, sur la réforme des finances et de la politique agricole de la Communauté, à un accord resté introuvable en décembre à Copenhague...

Ni du côté anglais ni du côté français, on ne se berçait d'illusions à l'issue de la rencontre sur les chances d'aboutir en février à Bruxelles. *« De difficiles problèmes demeurent surtout sur l'agriculture »*, disait Mme Thatcher, tandis que M. Mitterrand, encore plus net dans l'alarmisme, annonçait que la discussion sur l'agriculture allait être *« rude »* et déclarait ne pas voir *« comment un accord pourrait être possible sur la base des propositions allemandes actuelles »*.

Le ministre de l'agriculture ouest-allemand, M. Kiechele, a présenté, le 24 janvier, à ses homologues européens, un projet de compromis qui a recueilli l'accord de dix pays membres, la Grande-Bretagne s'y opposant, ainsi que les Pays-Bas de façon moins résolue. La France s'y est ralliée tout en émettant quelques réserves. Il était clair, vendredi, après les conversations franco-britanniques que la Grande-Bretagne, elle, ne le ferait pas.

Paris et Bonn sont soucieux pour des raisons sociales — et électorales — de défendre les acquis de la politique agricole commune (PAC) ; c'est probablement ce que M. Chirac a fait valoir avec une certaine vigueur lors de son entretien avec le premier ministre britannique. La situation de l'agriculture au Royaume-Uni est telle que Mme Thatcher ne partage pas ce type de préoccupations et qu'elle peut se concentrer de façon rigide sur la nécessité de réduite à la fois la production d'excédents dans la Communauté et les dépenses de la PAC. Le compromis présenté par les Allemands lui semble de ce point de vue trop laxiste.

M. Mitterrand n'en a pas moins très nettement renvoyé la balle dans le camp de Bonn. C'est la République fédérale qui a demandé que se tienne un sommet extraordinaire en février et c'est elle qui exerce ce semestre la présidence de la Communauté, a rappelé le président de la République : *« Il lui appartient donc d'aménager la négociation pour parvenir à un accord. »*

En clair, M. Mitterrand demande aux Allemands de revoir leur proposition de compromis agricole, faute de quoi on courrait à l'échec le mois prochain à Bruxelles. Ce faisant, il s'inscrit en faux contre tous ceux qui croient que la bonne stratégie consiste à isoler la Grande-Bretagne pour mieux la faire céder.

De nombreuses conversations préparatoires doivent encore avoir lieu avant le sommet européen, et Mme Thatcher n'était pas disposée vendredi devant les journalistes à entrer dans le détail de la cuisine communautaire. Et puis l'Europe se fait aussi ailleurs, sous la Manche ; le tunnel franco-britannique n'est-il pas, a demandé la « dame de fer », la plus *« exciting »* des réalisations européennes ? Mme Thatcher ne pousse cependant pas l'enthousiasme jusqu'à envisager une liaison à grande vitesse Paris-Londres : *« Sur ce point*, a-t-elle dit, *nous n'avons pour l'instant pas de propositions à faire. »*

DOMINIQUE DHOMBRES et CLAIRE TRÉAN.

Afrique

AFRIQUE DU SUD

Des affrontements entre Noirs font cinq morts au Cap

Les affrontements qui avaient commencé, jeudi 28 janvier, dans un bidonville du Cap se sont poursuivis vendredi, entraînant la mort d'au moins trois autres personnes, ce qui porte le bilan global des violences à cinq morts, dont un nouveau-né, ont affirmé à des journalistes des occupants de ce bidonville situé à 15 kilomètres du Cap.

Des ecclésiastiques témoins des affrontements ont confirmé ces nouveaux décès à la presse, mais ceux-ci ne l'ont pas été par la police, contrairement à ceux de jeudi. La police a, pour sa part, indiqué que deux cents masures avaient été incendiées par des communautés noires rivales, et qu'elle faisait usage de gaz lacrymogènes pour protéger l'intervention des pompiers.

Des centaines de squatters ont fui sur les routes, emportant avec eux tout ce qu'ils pouvaient et emmenant leurs enfants pour fuir les violences et les flammes, selon des témoins. Selon des sources dignes de foi, ces affrontements sont dus à des rivalités entre chefs de communautés du bidonville de KTC : d'un côté, les *« conservateurs »* du comité de résidents; de l'autre, les *« camarades »* (jeunes radicaux) qui protestent contre leur exclusion de ce comité.

D'autre part, six Noirs et un Blanc ont été pendus vendredi à la prison centrale de Pretoria. Le ministère de la justice a précisé qu'ils avaient tous été condamnés pour meurtre. L'homme blanc, André Werner Stoop, vingt-cinq ans, avait tué un Noir, David Mihutang, en février 1986, en le faisant brûler après l'avoir jeté d'un véhicule en marche.

L'un des Noirs, Zakhele Zulu, trente-cinq ans, avait tué une fille de treize ans, Bonisiwe Shangwe. En 1987, 164 personnes ont été exécutées, chiffre le plus élevé depuis 1910, date de l'indépendance. — *(AFP.)*

ANGOLA : la visite de M. Chester Crocker

Luanda fait état d'« éléments nouveaux » dans les négociations

Le secrétaire d'Etat adjoint américain pour les affaires africaines, M. Chester Crocker, a quitté Luanda vendredi 29 janvier en fin d'après-midi, au terme de deux jours d'entretiens avec les dirigeants angolais.

La délégation américaine s'est refusée à l'aéroport à fournir aux journalistes la moindre indication sur le climat et les résultats des conversations, qui devaient porter, selon la presse angolaise, sur le processus d'accession à l'indépendance de la Namibie, conçue par Luanda comme une *« garantie de sécurité »* face à l'Afrique du Sud.

D'après un communiqué du ministère angolais des relations extérieures, des *« éléments nouveaux »* ont été présentés au cours des conversations. Ces *« éléments nouveaux »* vont être étudiés par les deux parties en vue de la poursuite des négociations, a indiqué l'agence angolaise ANGOP. Une représentation du gouvernement cubain, intégrée dans la délégation angolaise, a assisté aux conversations.

« La question du retrait des forces cubaines de l'Angola est liée, selon le communiqué, *au retrait des forces sud-africaines du territoire angolais, à la fin de l'aide américaine et sud-africaine aux bandes terroristes de l'UNITA* [l'Union pour l'indépendance totale de la Namibie, de M. Jonas Savimbi, en lutte armée contre le gouvernement de Luanda], *ainsi qu'à l'application de la résolution 435-78 du Conseil de sécurité de l'ONU sur l'indépendance de la Namibie. »*

L'Angola, a affirmé un responsable, veut parvenir à une *« plate-forme »* avec les Américains, qui permettrait la tenue, dans un second temps, de négociations à quatre entre l'Angola, Cuba, l'Afrique du Sud et la SWAPO (organisation des peuples du Sud-Ouest africain, — Mouvement de libération de la Namibie).

Pour sa part, l'UNITA, qui est exclue *a priori* des négociations par Luanda, a fait savoir vendredi que les rebelles n'avaient pas pris la ville-garnison de Cuito-Cuanavale.

Au cours d'une conférence de presse qui s'est tenue au quartier général de son mouvement à Jamba, et à laquelle participaient plusieurs membres de la délégation ouest-allemande accompagnant M. Franz Josef Strauss dans sa tournée en Afrique australe, M. Jonas Savimbi a cependant déclaré que ses troupes ont détruit la piste d'aviation de Cuito-Cuanavale, théâtre de violents combats. — *(AFP.)*

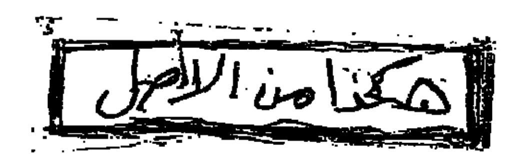
Proche-Orient

Le représentant de l'OLP à Paris dément considérer MM. Shamir et Sharon comme des interlocuteurs valables

M. Ibrahim Souss, représentant de l'OLP à Paris, est revenu, le vendredi 29 janvier, sur les propos qu'il a tenus dans un entretien publié le même jour par le *Jerusalem Post* (*le Monde* du 30 janvier) et a démenti avoir voulu considérer le premier ministre israélien, M. Shamir, ou l'ancien ministre de la défense, M. Sharon, comme des interlocuteurs valables pour la centrale palestinienne.

« Il ne pourra jamais être question pour l'OLP de négocier quoi que ce soit avec celui qui mène activement une politique visant à coloniser l'ensemble de la Palestine et chasser ses habitants, et encore moins avec le bourreau de Sabra et de Chatila », a déclaré M. Souss à l'AFP. Cependant, dans son interview publiée par le quotidien israélien, il n'avait pas caché que l'OLP misait davantage sur le Likoud que sur les travaillistes. *« Les Palestiniens attendant un geste d'Israël, mais pas d'hommes comme Rabin ou Pérès* [deux ministres travaillistes]. *Shamir et même Sharon sont plus conséquents. (...) Il est possible de négocier avec eux car, lorsqu'on a affaire à un adversaire coriace, on sait qu'il est capable d'appliquer ses décisions »*, avait ainsi déclaré M. Souss au *Jerusalem Post*.

Par ailleurs, cent Palestiniens expulsés d'Israël tenteront de retourner chez eux, accompagnés de quelque quatre cent cinquante personnalités du monde entier, à bord d'un navire battant pavillon maltais qui quittera Le Pirée (principal port de Grèce près d'Athènes), le 9 février, a indiqué, vendredi à l'AFP, le propriétaire grec de la compagnie maltaise Afroessa Lines, dont le siège est au Pirée. M. Elias Trohidis a insisté sur le caractère *« humanitaire et pacifiste »* de ce voyage. Un porte-parole de l'OLP à Athènes a confirmé le projet, tout en ajoutant que les détails et les modalités seront connus la semaine prochaine.



Politique

Les relations RPR-UDF

Un parfum de trahison

Il règne comme un parfum de trahison dans les relations entre les chiraquiens et les barristes, depuis que l'état-major de campagne du RPR s'est fait un plaisir de rendre publique, jeudi 28 janvier, une liste d'élus locaux de l'UDF ralliant le camp de M. Jacques Chirac (*le Monde* du 30 janvier).

Au quartier général de M. Raymond Barre les premières réactions ont spontanément assimilé cette *« entreprise de débauchage »* à l'« appel des 43 » lancé en 1974 par M. Chirac, alors ministre de l'intérieur, et par une partie des députés gaullistes en faveur de la candidature de M. Valéry Giscard d'Estaing et perçue à l'époque, comme un coup de poignard dans le dos de M. Jacques Chaban-Delmas : *« C'est un coup de couteau dans le code de bonne conduite,* indiquait-on vendredi matin dans l'entourage de M. Barre. *Le RPR cumule une opération peu conforme à l'esprit d'union qui doit prévaloir dans la majorité et une opération bidon car la technique qui consiste à donner des chiffres ou des statistiques sans publier les noms est plus que contestable. »*

Le député UDF barriste de l'Orne, M. Francis Geng, a démenti pour la deuxième fois, de son côté, que des conseillers généraux UDF aient adhéré, dans son département, au comité de soutien à M. Chirac. Il a déploré l'emploi par l'état-major du premier ministre de *« procédés s'apparentant à une tentative de déstabilisation » : « Il faut partir à la bataille avec un état d'esprit loyal, clair et serein,* a déclaré M. Geng. *Ce ne sont pas de tels procédés qui permettront d'aborder la campagne dans une atmosphère de confiance. »*

Le secrétaire général du CDS, M. Jacques Barrot, s'est employé, pour sa part, à minimiser l'importance politique des ralliements mis en avant par le RPR : *« Il y a toujours des cas individuels explicables par des raisons géographiques,* a-t-il indiqué, vendredi, au micro de RMC. *Quand on se trouve en Corrèze on peut avoir un peu d'amitié pour le premier ministre. Il serait dangereux d'exploiter quelques prises de position individuelles pour démontrer qu'il y a à l'UDF des divisions. » « Ce serait préjudiciable à la majorité tout entière,* a ajouté M. Barrot, *car cela donnerait l'impression d'une majorité confuse et, suivez mon regard, il y en a du côté de l'Elysée, qui ne demandent pas mieux. »*

Ces réactions spontanées ont été toutefois atténuées, vendredi soir, par le directeur de campagne de l'ancien premier ministre, M. Philippe Mestre, député UDF de la Vendée, qui a indiqué, dans un communiqué : *« Chacun est libre de se déterminer en faveur de qui il veut. Lorsque seront publiées les listes des comités de soutien à Raymond Barre chacun constatera l'ampleur du courant dont il bénéficie dans le pays. » « Je ne ferai jusque-là aucun autre commentaire,* a ajouté M. Mestre. *Nous accueillons avec indifférence ces péripéties. »*

Gracieusetés diverses

La tonalité de cette dernière réaction montre que l'ancien premier ministre ne veut pas donner l'impression de paraître sur la défensive au moment où l'état-major du RPR s'emploie à susciter dans le pays une dynamique favorable à son chef en essayant d'amplifier les sondages qui indiquent un resserrement de l'écart entre M. Barre et M. Chirac.

Ces échanges donnent néanmoins à penser qu'entre les deux prétendants de la majorité à la présidence de la République la compétition sera agrémentée de gracieusetés diverses.

Dans l'immédiat, il serait fort étonnant que ces grincements de dents n'aient pas quelque prolongement, au cours de la session extraordinaire du Parlement, dans la discussion, au sein de la majorité, des deux projets de loi sur le financement de la vie politique.

La CGT et la CFDT ne soutiendront aucun candidat à l'élection présidentielle

Dans la même journée, le vendredi 29 janvier, la CGT et la CFDT ont pris la décision, presque similaire, de ne soutenir aucun candidat à l'élection présidentielle. Avec des argumentaires et des arrière-pensées différents, le comité confédéral national de la CGT, d'une part, et le conseil national de la CFDT, d'autre part, ne veulent pas se lier à la campagne politique mais entendent bien participer au débat avec leurs propres positions. Le refus de s'engager sur le terrain électoral n'est pas à proprement parler une nouveauté. La CGT avait pris la même décision en 1981 avant le premier tour et la CFDT s'était gardée d'intervenir en 1986.

M. Krasucki : position de classe

Comme prévu, M. Henri Krasucki, secrétaire général de la CGT, s'est appliqué, vendredi 29 janvier, au cours de son intervention devant le comité confédéral national de sa centrale, à *« valoriser les luttes et à valoriser les succès »* qui confortent sa position dans la CGT. Il a, en particulier, mis en exergue *« le maintien de l'influence »* de la CGT aux élections prud'homales, chez les employés comme chez les ouvriers, les jeunes ou les immigrés, face à *« une fantastique pression idéologique pour faire admettre la résignation et le renoncement ».*

Pour autant, M. Krasucki n'a pas cédé à l'autosatisfaction : il a souligné l'importance des abstentions dans ce scrutin, en souhaitant *« une étude fine »* des résultats. Il s'est aussi inquiété du *« décalage entre les voix et les effectifs de la CGT »* (dont l'évolution est loin d'être aussi satisfaisante). Aussi, a-t-il donné comme objectif aux syndicats de la centrale de *« placer et payer toutes les cartes et tous les timbres de 1987 »*. Pour y parvenir, le secrétaire général a appelé au « renouvellement », invitant les militants à *« modifier substantiellement l'attitude à l'égard des adhérents »* et à réfléchir à *« l'image de la CGT »* qu'ils présentent et notamment à éviter toute *« étroitesse.*

C'est la même attitude nuancée que M. Krasucki a adoptée à propos de l'élection présidentielle. *« Sur cette échéance importante,* a-t-il dit, *la CGT ne saurait être indifférente, ni neutre, ni muette. La CGT défend bien les intérêts des travailleurs et lutte pour des solutions novatrices sur des positions de classe. Toute formation qui dit vouloir le faire doit nécessairement avoir d'importants points communs avec la CGT. »*

Sans doute faut-il mettre parmi ces points communs *« la bataille pour les libertés »* et, dans la lutte pour la défense du pouvoir d'achat des salaires, la revendication spécifique d'un SMIC à 6000 F, mise en avant par M. Krasucki et commune à la CGT et au PC. De même, le secrétaire général de la CGT, sans nommer ni M. Mitterrand ni les socialistes, a souligné que les espoirs de changements de 1981 ne s'étaient pas concrétisés parce que *« ceux qui ont détenu la réalité du pouvoir au plus haut niveau n'ont pas voulu se donner les moyens de s'attaquer aux forces du capital ».*

Devant la presse toutefois, M. Krasucki est allé un peu plus loin en affirmant que *« la CGT n'appelle à voter pour aucun candidat »* et en déclarant : *« Le patronat, le pouvoir et la droite sont nos adversaires. La gauche existe, mais elle est pluraliste »*, ajoutant cependant : *« Ce qui compte, ce sont les actes. »*

En revanche, à l'égard des autres syndicats, le secrétaire général de la CGT a été catégorique : *« On ne peut inventer une position des autres organisations qui soit différente de ce qu'elle est réellement,* a-t-il dit; *elles signent des choses imbuvables avec les patrons »*, par exemple l'accord sur l'assurance-chômage, *« qui réduisent les ressources des chômeurs et augmentent les dépenses de tous les travailleurs. »* M. Krasucki a aussi dénoncé la conclusion *« d'accords ou de conventions négatives avec des syndicats qui s'y prêtent et l'exclusion de ceux qui se permettent d'avoir une opinion différente ».*

GUY HERZLICH.

M. Troglic : dire ce qu'on pense

A la suite d'une *« délibération précise »* de son conseil national, réuni à Paris du 26 au 29 janvier, la CFDT n'appellera pas à voter, elle non plus, pour un candidat à l'élection présidentielle. Au cours du vote, 68,5 % des représentants des fédérations et des régions se sont prononcés en ce sens, contre 23,75 % de mandats favorables à une désignation explicite. Comme en 1986, lors des législatives, la centrale de M. Edmond Maire tient à distinguer la fonction politique du rôle dévolu à un syndicat.

Mais, a aussitôt rappelé M. Jean-François Troglic, secrétaire national, qui présentait cette position lors d'une conférence de presse, cela n'empêche pas la CFDT de *« faire connaître notre point de vue de syndicalistes »*, de formuler des exigences et de *« dire ce qu'on pense des options »*. Dans le débat à venir, ses militants tenteront d'imposer ce qu'ils considèrent comme *« les vraies grandes priorités ».*

Dans un texte qui accompagne sa déclaration de principe, la CFDT rappelle donc qu'elle *« rejette à la fois le libéralisme économique et l'étatisme »*, qu'elle propose *« une planification »* et un meilleur équilibre entre la négociation collective et le rôle de l'Etat, *« conformément à son option autogestionnaire »*. De même elle souligne son attachement à une politique favorisant l'intégration des immigrés et *« rejette toute modification du code de la nationalité qui n'aurait pas cet objectif »*. Surtout, elle répète son *« ambition »* de réduire *« le chômage à zéro ».*

Le conseil national de la CFDT a également rapporté M. Loïc Richard, secrétaire national, s'est déroulé *« dans un climat interne positif »*, pour sa première réunion après les élections prud'homales. Les résultats de cette consultation ont été jugés satisfaisants et ont donné la preuve que *« la CFDT est en bonne santé, consolidée ». « Notre image s'est stabilisée, elle est mieux repérée »*, a affirmé M. Richard, qui aussi rendu compte de l'accueil *« assez enthousiaste »* de l'accord récent pour le régime d'assurance-chômage.

A propos du rapport Hannoun et du rapport des « sages » sur le code de la nationalité, la CFDT veut voir des *« signes positifs »* dans les orientations qui sont prises et espère bien *« faire changer la loi Pasqua-Pandraud »*. Refusant par ailleurs le *« déficit de la production contractuelle »*, le conseil national a réaffirmé son souhait de faire avancer le *« projet d'accord d'orientation avec le CNPF »* que la CFDT réclame depuis un an.

Enfin, M. Edmond Maire, secrétaire général de la CFDT, dont c'était la première sortie publique depuis son opération, s'est déclaré satisfait de l'arrêt de la cour d'appel dans le conflit d'Air Inter. *« Le jugement a confirmé de façon remarquable la position de la CFDT »*, a-t-il estimé.

En Limousin

Charge UDF contre M. Chirac

LIMOGES
de notre correspondant

« Le fait d'avoir un premier ministre corrézien n'est pas un avantage pour le Limousin » : M. Henri Bouvet (UDF, rad.) député de la Haute-Vienne, responsable régional de la campagne de M. Raymond Barre, a prononcé, jeudi 28 janvier, un véritable réquisitoire contre M. Jacques Chirac. La région, a insisté M. Bouvet *« n'entre pas dans les préoccupations du premier ministre »*, qui d'ailleurs, durant les quatorze ans qu'il a été conseiller régional du Limousin, *« n'y a pratiquement jamais mis les pieds ».*

A l'origine de cette charge : le dossier de l'aménagement routier Paris-Limoges-Toulouse. Le schéma directeur prévoit deux fois deux voies de Vierzon (Cher) à Brive (Corrèze), alors que le Limousin réclame depuis longtemps une autoroute. Une association s'est créée (Euro-20, autour de la chambre de commerce et d'industrie de Limoges, qui revendique plusieurs milliers d'adhérents individuels et institutionnels) pour obtenir cette autoroute.

Mardi 26 janvier, onze chambres de commerce et d'industrie du Centre et du Sud-Ouest se sont réunies à Limoges et se sont à leur tour constitutées en association en faveur de la liaison autoroutière.

La décision gouvernementale finale, ajournée jusqu'ici, doit être rendue en principe le 10 février prochain, M. Pierre Méhaignerie ayant déjà fait savoir qu'il était partisan d'un aménagement à deux fois deux voies.

Une liaison autoroutière transversale est en revanche prévue entre Clermont-Ferrand et Périgueux traversant la circonscription électorale de M. Chirac, *« alors que le trafic (cinq mille véhicules par jour) y est moitié moindre que sur la RN 20 ».*

M. Bouvet note que le premier ministre promet l'aménagement de cette RN 20 en dix ans alors que *« la solution autoroutière pourrait être réalisée en cinq ans »*. Le député UDF, qui tient à *« affirmer* [son] *accord avec les grandes options de la majorité »*, en tire, à l'intention de l'électorat limousin, une conclusion sans ambiguïté : *« Ne remettons pas notre sort entre les mains de l'actuel premier ministre. »*

GEORGES CHATAIN.

Dans les Alpes-de-Haute-Provence

L'élection du maire RPR de Manosque contestée par l'UDF

DIGNE
de notre correspondant

Le coup de canif perpétré par le RPR dans le contrat de la majorité lors de l'élection du maire de Manosque (*le Monde* du 28 janvier 1988) n'a pas été du goût de l'UDF, qui, arguant d'une irrégularité dans la procédure de vote, a décidé d'intenter un recours en annulation devant le tribunal administratif de Marseille.

Outre que sur le plan de la morale politique le groupe UDF estime que le nouveau maire, M. Louis Raffalli (RPR) a manqué à sa parole en maintenant la candidature alors qu'une « primaire » dans les rangs de la majorité avait éloigné M. Gérard Velin (UDF-rad.), le candidat malheureux relève que son adversaire en qualité de premier adjoint a présidé aux opérations de vote alors que, conformément au code des communes, ce rôle aurait dû normalement être dévolu au doyen du conseil municipal.

Forte de cet argument, qu'elle pense imparable, l'UDF a donc choisi de porter l'affaire devant la juridiction administrative.

Un recours, qui selon M. Raffalli, vient envenimer inutilement le psychodrame au sein de la majorité du conseil municipal, la régularité du vote ayant été garantie, selon eux, par la désignation en tant qu'assesseurs du doyen et du benjamin de l'assemblée.

F. B.



M. Jospin à Dreux

« Qu'on laisse aux hommes de droite l'obsession de la tontonmania ! »

VERNOUILLET (Eure-et-Loir)
de notre envoyé spécial

La « mitterrandolâtrie » ne fait pas que des heureux au sein du PS. Le vendredi 29 janvier, lors d'un banquet organisé par la Fédération Léo-Lagrange à Vernouillet, dans la banlieue de Dreux, et, auparavant, dans une conférence de presse réunie à Dreux, M. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, s'en est nettement démarqué. Il s'est aussi employé à dégager la responsabilité du président de la République lui-même dans l'émergence de ce culte de la personnalité.

« On avait plutôt tendance à croire, a-t-il lancé, *que c'était dans l'imagerie gaulliste qu'on trouvait des hommes providentiels (...). Cette culture de l'homme providentiel (...) n'est pas non plus celle de François Mitterrand. Lui ne la porte ni dans son cœur ni dans sa tête ni dans ses actes. Il n'a jamais demandé la révérence (...). Il ne faudrait pas oublier quel mouvement a porté cet homme à la présidence de la République. Et qu'on laisse aux hommes de droite, irrités du mouvement qui, peut-être, effectivement, se met en place dans ce pays, l'obsession de la tontonmania ! »*

En dépit des apparences, la campagne de publicité *« Génération Mitterrand »* ne relève pas selon M. Jospin de cette *« tontonmania »*, qui semble surtout viser les instigateurs des multiples comités ou appels à une nouvelle candidature de M. Mitterrand (1). Pour M. Jospin, cette campagne de publicité — dont il est l'un des auteurs — se justifie par le fait que *« des hommes et des femmes de générations différentes (...) peuvent (...) se reconnaître dans ce qui a été fait pendant sept années »*. Le premier secrétaire du PS a lancé à l'adresse de MM. Jacques Chirac et Raymond Barre : *« Qu'y puis-je si le lièvre est insaisissable et si la tortue est trop froide ? » « Ils se prétendent seuls et ils ne savent rien en faire (...). celui qui se piège le plus dans cette course de lenteur, c'est M. Barre »*, a-t-il ironisé, jugeant que l'ancien premier ministre est *« en train de s'endormir dans un faux train ».*

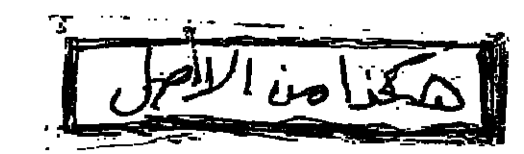
L'alliance de Dreux

A Dreux, la gauche est, évidemment, particulièrement sensible à la question du Front national. M. Jospin a stigmatisé le fait que *« la thérapeutique RPR-UDF-FN »* en matière de délinquance se traduit par une aggravation des chiffres, ce qui est *« frappant et lourd de symboles »*. Il a dénoncé ceux qui ont porté *« sur les fonts baptismaux »* l'alliance de Dreux (où, depuis 1983, le Front national participe à la gestion de la municipalité) et observé que *« c'est peut-être à cause d'un acte comme celui scellé à Dreux »* que la droite perdra l'élection présidentielle. Une droite qui, selon M. Jospin, *« sera totalement incapable de définir une ligne claire »* à l'égard du FN avant cette échéance. Quant à Mme Françoise Gaspard, député socialiste d'Eure-et-Loir et ancien maire de Dreux, elle a tiré des événements de Dreux l'enseignement que *« la lutte pour la tolérance peut être à elle seule une raison de vivre et de se battre ».*

A gauche, il faut se féliciter, selon le premier secrétaire du PS, de l'inflexion constatée dans le discours de M. Georges Marchais, secrétaire général du PCF, et il a constaté que *« Pierre Juquin ne pèsera pas dans l'élection présidentielle »*. Il a enfin réaffirmé sa sérénité dans l'attente de la décision de M. Mitterrand — qu'il n'a pas à faire connaître *« tant que les délais d'une élection ne seront pas atteints »* — et a jugé que les Français n'ont pas besoin d'une campagne longue : ils ont, juge-t-il, tous les éléments en main et sont en train de *« mûrir »* leur décision.

JEAN-LOUIS ANDRÉANI.

(1) A l'occasion de la convention nationale du PS des 16 et 17 janvier, MM. Louis Mermaz et Pierre Bérégovoy, notamment, ont signé l'un de ces appels, celui dû à l'initiative de M. Jean-Luc Mélenchon, sénateur PS de l'Essonne. M. Jospin ne souhaite pas que les dirigeants nationaux du PS s'associent à ce type d'appel, qui échappe au contrôle du Parti socialiste.



هكذا من الأصل

Politique

PROPOS ET DÉBATS

M. Léotard

Déliquescence

Interrogé sur Europe 1, vendredi 29 janvier, M. François Léotard s'est déclaré *« consterné par une gauche qui a passé des années à dire qu'il fallait se battre sur des idées et qui finit dans un état de déliquescence tel que l'on va chercher le sauveur suprême »*.

Après avoir précisé qu'il avait rencontré *« à plusieurs reprises »* M. Mitterrand, avec l'autorisation de M. Chirac, pour évoquer le dossier des « grands travaux », le ministre de la culture s'est montré persuadé que le chef de l'Etat ne briguera pas un nouveau mandat. Toutefois, a-t-il ajouté : *« S'il décide de se représenter, je suis là aussi un des rares à penser que nous le battrons (...). Il a une belle sortie maintenant, la deuxième sera plus difficile. »*

Le secrétaire général du PR a également expliqué que son soutien à M. Raymond Barre *« ne sera en aucun cas une agression ou une déloyauté vis-à-vis du premier ministre »*, que *« je continue, a-t-il ajouté, à servir aujourd'hui et dont je souhaite le succès en tant que premier ministre dans sa gestion gouvernementale »*.

M. Le Pen

Socialiques et socialo-positifs

M. Jean-Marie Le Pen, qui tenait à Reims, vendredi soir 29 janvier, la première d'une vingtaine de réunions publiques en province, a affirmé que les quatorze dernières années ont été *« l'addition de deux septennats qui ont vu le déroulement du socialisme et par la droite et par la gauche »*. Le président du Front national a ajouté : *« Le trait commun de ces quatorze années de décadence française, c'est le socialisme, et le socialisme, c'est une espèce de SIDA politique, de SIDA mental (...). Dans ce style de maladie, il y a une phase mortelle, proche de l'agonie, celle des socialiques et celle des socialo-positifs que sont l'UDF et le RPR, les uns et les autres ayant la même maladie. »*

Quelque quatre cents personnes avaient manifesté à l'appel des organisations et partis de gauche, en fin d'après-midi pour protester contre la venue à Reims du candidat d'extrême droite à l'élection présidentielle.

M. Evin

Autonomie

« M. François Mitterrand, s'il devait être candidat, ne pourrait pas être élu sans l'appui de M. Michel Rocard », a affirmé M. Claude Evin, à RMC, vendredi 29 janvier.

Le directeur de campagne de l'ancien ministre a ajouté : *« M. Mitterrand prendra sa décision sans tenir compte de l'avis de Michel Rocard, je pense, et Michel Rocard prendra lui aussi sa décision en toute autonomie. »* Selon le député socialiste de Loire-Atlantique, M. Rocard *« fait partie aujourd'hui des hommes politiques dans ce pays qui ont des chances d'être élus président de la République* [et] *à ce titre, il est nécessaire qu'il se prépare à assumer cette responsabilité »*.

● **Les maires socialistes de villes moyennes s'organisent.** — Le PS a pris l'initiative de créer la Fédération des maires des villes moyennes qui a pour but *« de renforcer le rôle des villes moyennes exerçant une fonction de ville-centre »*.

Soixante-seize maires de villes de vingt mille à cent mille habitants étaient présents ou représentés à l'assemblée constituante organisée, mardi 19 janvier à l'Assemblée nationale. M. Jean Auroux, ancien ministre, député de la Loire et maire de Roanne, a été élu président par quarante-six voix contre trente-quatre.

Après les nouveaux attentats

Une Organisation révolutionnaire armée se manifeste en Guadeloupe

POINTE-A-PITRE
de notre correspondant

Daté du 25 janvier, un tract de l'Organisation révolutionnaire armée (ORA) est parvenu le mercredi 27 janvier aux organes de presse de Pointe-à-Pitre. Jusqu'alors inconnue, cette organisation clandestine évoque les *« luttes »* pour *« la cause de l'indépendance nationale »* et rappelle que *« de nos jours, des patriotes croupissent dans les geôles coloniales »*. L'ORA estime que *« les colonialistes français organisent l'invasion de notre pays par des Français et autres Européens »* et qu'*« ils ne comprennent que le langage de la force »*.

« Nous, combattants de l'ORA, conclut ce tract dactylographié, *avons décidé de prendre nos responsabilités. Nous attaquerons l'occupant étranger partout où il se trouve (...). La lutte pour la conquête de l'indépendance nationale exige courage et sacrifice. »*

Bien que le tract annonçant la création de cette organisation ne revendique pas directement les cinq attentats de la nuit de lundi 25 à mardi 26 (*le Monde* du 27 janvier), la concomitance est pour le moins troublante.

En Guadeloupe, les précédents attentats remontaient au mois de décembre 1986. Les socio-professionnels du tourisme sont inquiets de cette réapparition des bombes. Les milieux politiques s'interrogent, pour leur part, sur les retombées des récentes déclarations de M. Bernard Pons. A la télévision locale, le ministre des départements et territoires d'outre-mer s'était félicité du *« retour à la paix civile »* à la Guadeloupe.

Des mesures de sécurité importantes doivent être prises à l'occasion de la visite que M. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales, doit effectuer la semaine prochaine dans l'archipel.

A. L.

LIVRES POLITIQUES, par André Laurens

LES princes qui gouvernent la république appartiennent à l'aristocratie de ceux qui sont censés la servir : les fonctionnaires. C'est une confusion des genres, qui conduit les exécutants à devenir décideurs et les contrôlés, contrôleurs. Le système de fonctionnement sur lequel repose l'Etat n'est plus aux ordres, sinon aux siens, car il s'auto-dirige. Telle est la *« république des fonctionnaires »* que décrit Thierry Pfister, après l'avoir observée de près et de l'intérieur puisqu'il fut l'un des proches collaborateurs de Pierre Mauroy, premier ministre.

On sait, par de précédents ouvrages sur *« les coulisses du pouvoir »* ou *« la vie quotidienne à Matignon du temps de l'union de la gauche »*, que Thierry Pfister n'a pas fait en vain le voyage au cœur de l'appareil d'Etat. Cette fois, c'est moins une chronique qu'il propose qu'un essai, fruit d'une enquête complète sur le sujet, à laquelle les exemples taillés dans le vif qu'il emprunte à sa mémoire donnent son sel et son crédit.

On sait aussi, par les mêmes précédents ouvrages, que l'auteur ne s'embarrasse pas de précautions inutiles pour dire ce qu'il a à dire. Aussi son dernier livre sera-t-il reçu par beaucoup comme un pavé lancé dans une mare qui ne demandait rien tant que de rester tranquille. Les éclaboussures n'épargnent personne et l'auteur n'est pas moins sévère avec les personnels socialistes du Tout-Etat qu'avec les autres. Si salubre que soit cette justice distributive, il serait dommage de ne s'en tenir qu'aux seuls cas précis qu'elle dénonce publiquement. L'intérêt de l'essai est de montrer que le mal s'applique à l'ensemble du système et combien il est profond.

L'auteur n'a aucune peine à prouver *« la colonisation de l'univers politique par les membres de la haute administration »*. Elle s'étend largement au secteur économique avec la double pratique du pantouflage et du corporatisme. La vague libérale n'a rien changé, il suffit d'examiner la composition de l'Assemblée nationale et celle du gouvernement pour s'en persuader. La république des camarades est devenue celle des condisciples ou, si l'on préfère, des « corpsards ».

Ce n'est pas nouveau, mais cela empire, avec pour conséquences *« l'excessive homogénéité de la classe politique »* — dont on se demande si elle n'a cessé d'être représentative de la société environnante, avec ce que cela comporte de décalage — et la pesanteur idéologique d'un appareil d'exécution qui a la capacité de privilégier ses propres choix. L'auteur note, à ce propos, que le retard de la féminisation politique en France doit beaucoup au fait que les femmes ont longtemps été tenues à l'écart de l'aristocratie administrative.

La république des fonctionnaires

« L'envahissement des sphères de décision de la société française » par les hauts fonctionnaires passe souvent par un stade intermédiaire, véritable marchepied, celui des cabinets ministériels, institution très française qui, au demeurant, se retourne contre l'administration dans la mesure où elle tend à supplanter l'action des grandes directions ministérielles.

Si Thierry Pfister s'intéresse — en fournissant là aussi des indications précises et des exemples personnalités — aux avantages dont bénéficient les hauts fonctionnaires et les notables du secteur public (primes, cumul d'emplois, détachements, prêts, contrats d'assurance), s'il en vient à traiter du financement de l'activité politique, avec, toujours, de croustillants détails, s'il s'emploie à relativiser *« l'idéologie de la compétence »* et *« le mythe de l'intérêt général »*, s'il regarde comment les choses se passent dans les pays comparables, c'est parce que, dans une vision globale de nos systèmes démocratiques, tout se tient. Ce n'est pas moindre mérite de cette analyse souvent très critique que de ne pas rester négative et de proposer une série de règles de conduite.

Thierry Pfister suggère, par exemple, de contraindre les fonctionnaires qui persistent dans la carrière politique au-delà d'un second mandat à rompre définitivement avec la fonction publique, de limiter le nombre des grands emplois laissés à la discrétion du gouvernement, de prévoir un statut de l'élu lui assurant une authentique formation, de financer les campagnes électorales des candidats en proportion des suffrages recueillis, d'organiser le reclassement des éclopés de l'aventure électorale, de réduire la puissance des cabinets ministériels, de limiter le nombre des ministres, etc.

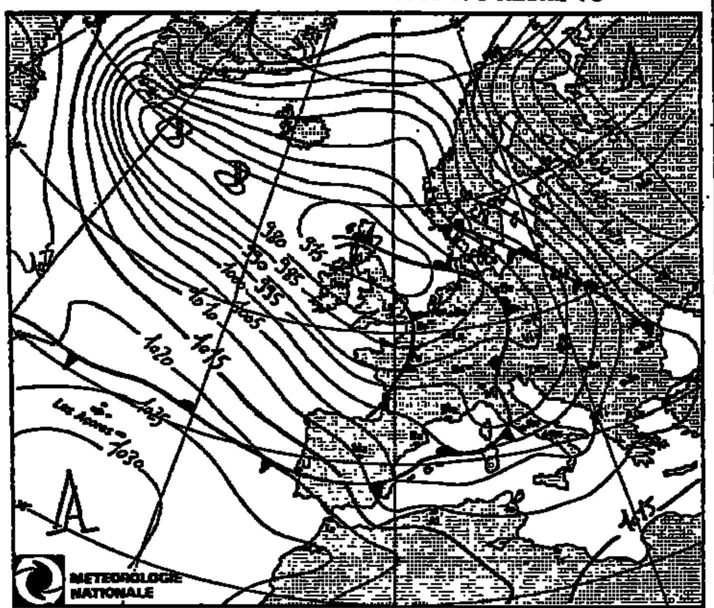
Il paraîtra bien impudent, ce monsieur qui, non seulement, livre sur la place publique les petits secrets et les combines du sérail, mais qui, en plus, et de manière fort recevable, dit comment le mal peut être traité ! On se récriera, on haussera les épaules, on opposera l'inertie, comme d'habitude. On aurait bien tort. Au moment où l'on s'émeut de la désaffection à l'égard de la politique, parce que ses promesses ne tiennent pas la distance devant la réalité, parce que son discours ne paraît plus crédible, il serait plus avisé de s'interroger sur son mode de fonctionnement. Thierry Pfister invite la politique à réfléchir sur la politique. Et pourquoi pas ?

★ *La République des fonctionnaires*, par Thierry Pfister. Albin Michel, 250 p., 85 F.

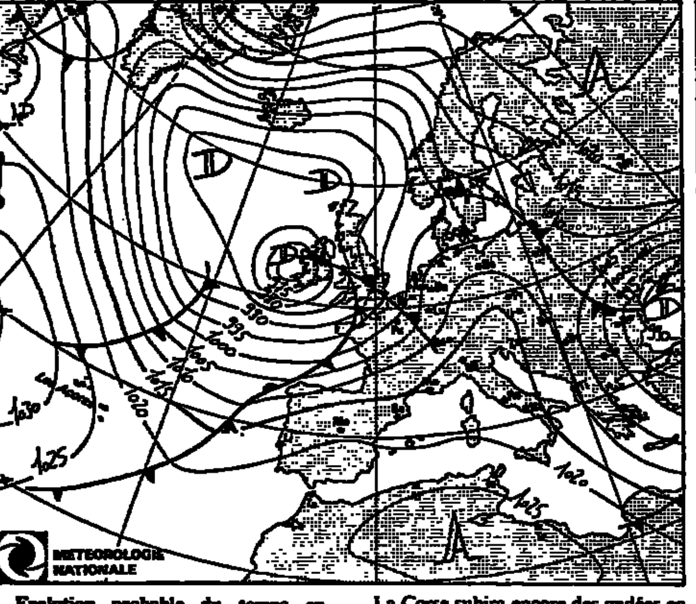
Informations « services »

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 30 JANVIER 1988 A 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 1er FÉVRIER A 0 HEURE TU



Evolution probable du temps en France entre le samedi 30 janvier à 0 h TU et le dimanche 31 janvier à 24 h TU.

La dépression centrée sur le nord de l'Angleterre viendra se situer sur l'Irlande dans les prochaines vingt-quatre heures, en se creusant. La perturbation très active qui lui est associée abordera la Bretagne demain après-midi. Jusque-là, l'instabilité sera forte.

Dimanche : une France divisée en deux jusqu'à l'arrivée des pluies en cours d'après-midi.

En effet, sur la moitié nord, des averses se produiront tandis que, sur la moitié sud, le soleil l'emportera sur les nuages, avec toutefois des nuances suivant les régions.

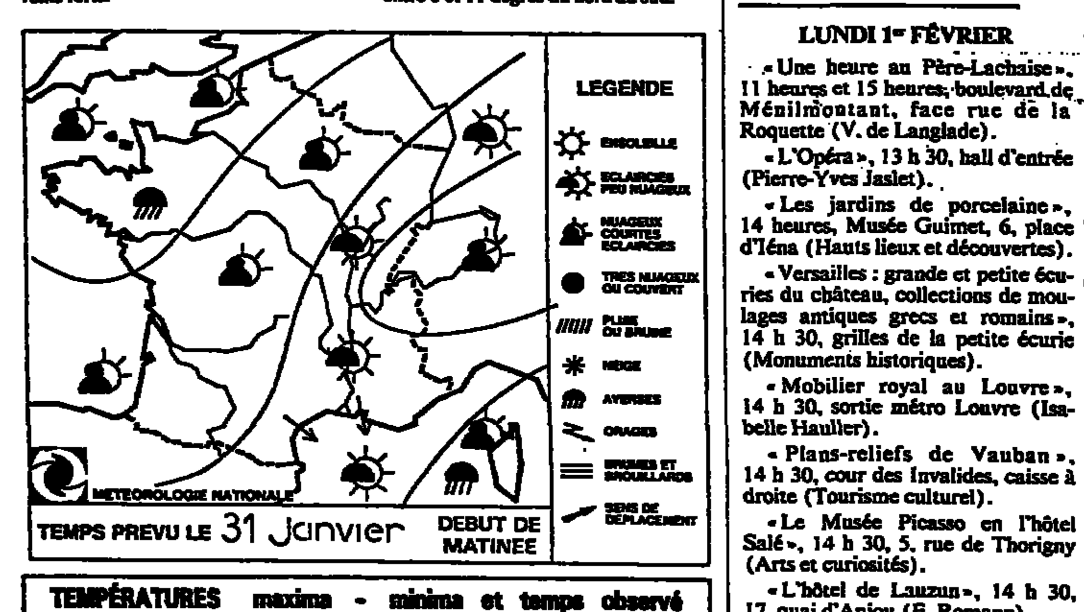
Ces averses tomberont le matin des Pays de la Loire au Nord. Puis, assez rapidement, elles se décaleront vers l'Est, en chassant les éclaircies matinales. Elles seront accompagnées de vents forts.

La Corse subira encore des ondées en cours de matinée, mais l'amélioration se fera sentir dans l'après-midi.

Sur le Sud-Ouest, la journée débutera sous un ciel encombré. Les éclaircies seront nombreuses du Languedoc-Roussillon à la Méditerranée et aux Alpes. Mistral et tramontane souffleront encore le matin mais se calmeront par la suite.

Les pluies soutenues aborderont la Bretagne en début d'après-midi. La tempête se lèvera alors. Les vents d'ouest pourront alors dépasser 150 km/h sur tout le littoral. Les pluies s'étendront le soir des Charentes au Centre, à la Bretagne et au Nord. Dans l'intérieur de ces régions, les vents se renforceront encore. Ils atteindront parfois 100 km/h. Seules les régions méridionales ainsi que les Alpes garderont un ciel peu nuageux.

Demain matin, de petites gelées se produiront du Massif Central au Nord-Est, dues aux éclaircies nocturnes. Mais, dans la journée, la douceur reviendra puisque le thermomètre variera entre 8 et 11 degrés du nord au sud.



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé
Valeurs extrêmes relevées entre le 29-01 à 6 heures TU et le 30-01-1988 à 6 heures TU — le 30-01-1988

FRANCE	max	min	temps
AJACCIO	15	10	P
BIARRITZ	15	8	O
BORDEAUX	13	5	O
BOURGES	10	4	C
BREST	8	4	A
CAEN	9	4	A
CHERBOURG	8	4	A
CLERMONT-FERR.	11	3	N
DIJON	9	4	A
GRENOBLE St-M-H	12	5	C
LILLE	9	4	P
LIMOGES	7	1	A
LYON	12	5	C
MARSEILLE-MAR.	14	6	D
NANCY	9	4	A
NANTES	8	3	A
NICE	12	6	D
PARIS-MONTS.	9	5	P
PAU	14	4	C
PERPIGNAN	14	7	D
RENNES	9	4	A
ST-ÉTIENNE	12	4	N
STRASBOURG	9	4	P
TOURS	9	4	N
TOULOUSE	10	5	A
POINTE-A-PITRE	30	20	D

ÉTRANGER	max	min	temps
ALGER	21	10	D
AMSTERDAM	10	4	C
ATHÈNES	18	9	C
BANGKOK	33	25	C
BARCELONE	15	9	D
BELGRADE	12	8	N
BERLIN	9	4	C
BRUXELLES	10	5	P
LE CAIRE	19	19	N
COPENHAGUE	3	1	*
DAKAR	21	15	D
DELHI	23	9	D
DJERBA	19	12	D
GENÈVE	8	3	A
HONGKONG	21	18	C
ISTANBUL	12	0	N
JÉRUSALEM	14	3	B
LISBONNE	16	12	D
LONDRES	8	3	D
LOS ANGELES	24	9	N
LUXEMBOURG	8	2	A
MADRID	13	6	N
MARRAKECH	17	7	C
MEXICO	20	2	B
MILAN	7	4	O
MONTRÉAL	– 4	–19	C
MOSCOU	–16	–21	D
NAIROBI	29	14	D
NEW-YORK	0	–7	C
OSLO	1	– 2	*
PALMA-DE-MAL.	12	11	P
PÉKIN	2	–6	D
RIO-DE-JANEIRO	38	26	D
ROME	17	13	P
SINGAPOUR	32	25	C
STOCKHOLM	–1	–3	*
SYDNEY	28	22	D
TOKYO	16	6	D
TUNIS	24	11	N
VARSOVIE	–5	–5	C
VENISE	12	7	B
VIENNE	12	4	P

A	B	C	D	N	O	P	T	*
averse	brume	ciel couvert	ciel dégagé	ciel nuageux	orage	pluie	tempête	neige

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 4669

HORIZONTALEMENT

I. Sert à verser du liquide. N'a pas toujours porté un bonnet. – II. Sut conserver le sens des réalités même s'il n'avait pas toujours les pieds sur terre. Porteurs d'anneaux. Est toujours prêt à se mettre à table et à manger le morceau. – III. Un homme qui parvient à réaliser ses aspirations. Elles ne sont guère épaisses. – IV. Pour elle, l'idéal est que la récolte soit une moisson. Privé de certaines « sorties ». – V. Où il n'est pas rare que l'on ramasse une pelle. Traînées dans la boue. Ce sont des coups de pompe qui lui donnent un peu de force. – VI. Son fils connut la grande aventure. Conjonction. A perdu une partie de ses richesses. Fut amenée à scruter l'horizon. – VII. Sur lequel on a donc eu le dessus. De quoi se sentir un peu moins gêné. – VIII. Momentanément interdit. Ne sont pas forcément bons princes. – IX. Fait partie d'une nation. Plia après le repli. N'a donc rien dans le ventre. Facile à débiter. – X. Source d'énergie. Doit être bien calculé pour faire une bonne opération. Possessif. – XI. Est à l'origine de pacifiques affrontements. On en voit vite le bout. A du fil et des aiguilles. – XII. Désagréables compagnes de lit. Pas besoin de permis pour le chasser. – XIII. Note. Bien frappées mais pas forcément abattues. – XIV. Est placé pour éviter des déplacements. Regroupe des individus. Rendent des tuniques plus chaudes. – XV. Boîtes de grande contenance. Pas gâtées.

VERTICALEMENT

1. Un qui est appelé à monter sur les planches. Sont idéals pour effeuiller la marguerite. – 2. Donnent davantage d'inspiration lorsqu'elles sont bonnes. Avait besoin de prendre l'air pour se sentir bien. – 3. Entre les mains de celui qui a mis le pied à l'étrier. Est à l'origine de nombreuses réflexions. Article. – 4. Se terminait en queue de poisson. Avait les épaules larges. – 5. Possédé par certaines minettes. Pas épargnée par les éclats. – 6. Il est souhaitable qu'il ne casse pas trop de branches. En Israël, en France et en Suisse. – 7. Avec elle, on ne saurait dire qu'on n'a rien à perdre. A donc trouvé son premier emploi. – 8. Telle que l'on a peut-être tiré les ficelles. Possessif. Qui a trop fait parler de lui. – 9. Quartier de Narbonne. Endroits où il arrive que l'on soit sur le pavé. Participe. – 10. Premier de cordée. Remplit des fosses. Révèle une certaine intensité. Lettres que l'on trouve sur des lettres. – 11. Est présent dans de nombreuses collections. Est né dans le sang. En France. – 12. Dut sans doute soulever bien des robes. Endroit où l'on trouve le nécessaire pour l'alimentation. Quartier de Vire. – 13. On n'hésite pas à tirer dessus. Devant celui qui veut atteindre des sommets. – 14. Mène à la scène. Elément d'un tube. Préposition. – 15. Donne le vertige. Qui savent bien « courir ».

Solution du problème n° 4668

Horizontalement

I. Revolvers. – II. Apéro. Toc. – III. Nessus. Se. – IV. Dit. Potin. – V. Orée. Crée. – VI. Né. Raser. – VII. Sen. Mer. – VIII. Eté. Cep. – IX. Ur. Drôles. – X. Rôt. Elite. – XI. Suée. Enée.

Verticalement

1. Randonneurs. – 2. Epeire. Trou. – 3. Veste. Se. Té. – 4. Ors. Ere. – 5. Loup. Ancre. – 6. Socs. Eole. – 7. Et. Tremplin. – 8. Rosière. Eté. – 9. Scène. Rosée.

GUY BROUTY.

PARIS EN VISITES

LUNDI 1er FÉVRIER

« Une heure au Père-Lachaise », 11 heures et 15 heures, boulevard de Ménilmontant, face rue de la Roquette (V. de Langlade).

« L'Opéra », 13 h 30, hall d'entrée (Pierre-Yves Jaslet).

« Les jardins de porcelaine », 14 heures, Musée Guimet, 6, place d'Iéna (Hauts lieux et découvertes).

« Versailles : grande et petite écuries du château, collections de moulages antiques grecs et romains », 14 h 30, grilles de la petite écurie (Monuments historiques).

« Mobilier royal au Louvre », 14 h 30, sortie métro Louvre (Isabelle Hauller).

« Plans-reliefs de Vauban », 14 h 30, cour des Invalides, caisse à droite (Tourisme culturel).

« Le Musée Picasso en l'hôtel Salé », 14 h 30, 5, rue de Thorigny (Arts et curiosités).

« L'hôtel de Lauzun », 14 h 30, 17, quai d'Anjou (E. Romann).

« Hôtel du Marais, place des Vosges », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

« Hôtels du Marais nord, place des Vosges », 14 h 30, métro Hôtel-de-Ville, sortie rue Lobau (Gilles Botteau).

« Le jardin de porcelaine », 14 h 30, Musée Guimet, 6, place d'Iéna (Approche de l'art).

« Passages couverts », 15 heures, entrée du passage Verdeau, 31, rue du Faubourg-Montmartre (Paris et son histoire).

« Trésors des princes celtes », 16 h 50, Grand Palais (L'Art pour tous).

CONFÉRENCES

3, rue Rousselet, 14 h 30 : « Le monde des morts en Egypte pharaonique : les tombes privées du Nouvel Empire » ; 19 heures : « Chine : naissance de la Grande Chine » (Arcus).

Le Carnet du Monde

Décès

– Mme Paulette Chapson,
M. et Mme Jean-Paul Chapson,
Cyril et Céline Chapson,
ont la douleur de faire part de la mort de

André CHAPSON,
croix de guerre,

survenue le 26 janvier 1988, à Paris.

La cérémonie religieuse a eu lieu le vendredi 29 janvier 1988 en l'église Saint-Jean-Baptiste de Dammartin-en-Goële, à 14 h 30, et l'inhumation au cimetière de Longperrier, dans le caveau de famille.

2, avenue de l'Eau-Bonne,
77230 Dammartin-en-Goële.

– Mme Francine Gaudin,
son épouse,
M. et Mme Joël Causse
et leur fille,
Mme Nadine Gaudin,
et sa fille,
M. et Mme Serge Pierre-Justin,
M. et Mme Jean Bonnet,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Georges GAUDIN,
enseignant retraité
de l'Ecole normale de Versailles,

survenu le 28 janvier 1988 à Morne-à-l'Eau (Guadeloupe), dans sa soixante-douzième année, à la suite de la cruelle maladie d'Alzheimer.

L'inhumation aura lieu à Villefranche-de-Rouergue.

Mme Francine Gaudin,
4, rue Millandy,
92360 Meudon-la-Forêt,
M. et Mme Joël Causse,
6, rue du Général-Prestat,
12200 Villefranche-de-Rouergue.

– Mme Paulette Yonan,
M. Jean-Pierre Yonan,
M. Serge Yonan
et son fils Georges,
ont la douleur de faire part du décès de

Georges YONAN,
ancien président
de la Bourse de Beyrouth,
commandeur de l'ordre du Cèdre.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité, le 19 janvier 1988, à Nice.

Remerciements

– M. et Mme Raoul Kazandjian
et leurs enfants,
Le docteur Michel Kazandjian,
Mme et leurs enfants,
Et toute la famille,
profondément touchés par les très nombreuses marques de sympathie et d'affection témoignées à l'occasion du décès de leur mère, grand-mère, parente et alliée,

Mme veuve Jacques KAZANDJIAN,
née Vehanouche Nigolian,

survenu, à Paris, le 20 janvier 1988,

remercient toutes les personnes qui se sont associées à leur deuil.

Anniversaires

– Pour le dix-neuvième anniversaire de sa mort, ceux qui l'ont aimée auront une pensée émue pour

Marianne VILLOUTREIX,
née Annie Bureau.

Communications diverses

– A l'Académie des sciences morales et politiques, M. Gaston Défossé, directeur honoraire de la BNP, a été élu membre de l'Académie des sciences morales et politiques le 25 janvier, à la section d'économie politique, statistiques et finances, en remplacement de Robert Marjolin, décédé le 15 avril 1986.

Soutenances de thèses

– Université Paris-IV, le lundi 1er février, à 14 h 30, salle des Actes, centre administratif, Mme Huguette Calmel, née Duc Goninaz : « Les idées esthétiques d'Arthur Honegger. Des écrits aux réalisations scéniques ».

– Université Paris-IV. – Le lundi 1er février, à 14 heures, salle Louis-Liard, M. Michel Verschaeve : « L'acte du chanteur aux XVIIe et XVIIIe siècles en France ».

– Université Paris-II, le mercredi 3 février, à 9 h 45, salle des Commissions, Mlle Hanaa Abdelrahman : « La responsabilité civile du transporteur aérien américain, français et irakien ».

EN BREF

● **COLLOQUE : Auguste Comte, le Brésil et l'an 2000.** – Dans le cadre de l'Année France-Brésil, l'Association de la maison d'Auguste Comte organise, sous la présidence de M. François Mitterrand, un colloque sur ce thème les 5 et 6 février, de 9 h 45 à 18 heures, à la Bibliothèque nationale, 58, rue de Richelieu. Thèmes abordés : « Auguste Comte et son temps » ; « Auguste Comte et la liberté » ; « Auguste Comte et l'idée d'humanité » ; « L'influence d'Auguste Comte au Brésil et dans le monde ». les actes du colloque seront publiés.

★ Du 1er au 13 février, l'UNESCO (place Fontenoy) propose une exposition sur « Auguste Comte, penseur du IIIe millénaire ».

★ Les Amis de la maison d'Auguste Comte, 82, rue Saint-Louis-en-l'Ile, 75004 Paris. Tél. : (1) 43-29-02-04.

● **Prix de portrait Paul-Louis Weiller.** – L'Académie des beaux-arts met au concours les prix de portrait (1988, sculpture) Paul-Louis Weiller : soit un grand prix de 30 000 F destiné à un sculpteur sans limite d'âge ; deux prix de 10 000 F destinés à un sculpteur n'ayant pas atteint trente-cinq ans au 1er janvier 1988. Limite d'inscription : le 12 février.

★ Les informations doivent être demandées par écrit au secrétariat de l'Académie, 23, quai de Conti, 75006 Paris, avant le 9 février.

L'ACADÉMIE FRANÇAISE A REÇU M. GEORGES DUBY

Dans l'amitié de la peinture

On savait M. Georges Duby fou de peinture, peintre lui-même à ses heures et sans cesse à la découverte de jeunes talents. Quelle aubaine pour lui de se trouver des goûts communs avec Marcel Arland, dont il occupe désormais le fauteuil ! Rien d'étonnant à ce qu'il s'étende avec une gourmandise évidente sur les textes de l'ancien directeur de la NRF consacrés à l'art : les meilleurs de *Chronique de la peinture moderne*, auxquels se réfère le récipiendaire, ont d'ailleurs été repris, avec de plus récents, dans le recueil qui s'intitule *Dans l'amitié de la peinture*. On ne saurait mieux qualifier la nature des rapports privilégiés de Marcel Arland avec les œuvres comme avec Matisse, Braque, Rouault, Chagall, Wols, Bissière, André Masson. M. Duby insiste aussi sur son amour du paysage *« au cœur de la peinture française »*... Donc de la campagne française, qui est le sujet, le « motif » d'une production romanesque profondément ancrée dans le sol.

De *Terre natale*, de Marcel Arland, à *la France rurale*, dont M. Georges Duby a fouillé le passé, à commencer par le Mâconnais médiéval, sa thèse de doctorat. Il n'y avait qu'un pas. M. Alain Peyrefitte l'a franchi, en passant en revue l'œuvre déjà colossale de celui qu'il appelle *« un sorcier évocateur »* : un des principaux créateurs de la nouvelle histoire, qui cependant, sous sa plume, conserve sa place à l'événement. *« Sous la poussière des archives c'est l'homme vivant que vous cherchez »*, l'homme et sa réalité sociale, puis sa participation à l'œuvre d'art collective qui a immortalisé *le Temps des cathédrales*.

J.-M. D.

Le discours du récipiendaire

MESSIEURS,

MARCEL ARLAND, un jour de brouillard, parcourait Paris. Le voici sur le pont des Arts. Il rêve. Le souvenir d'une conversation lui vient. Un officier des gardes républicains qui avait commandé le peloton d'honneur lors de la dernière réception à l'Académie française, lui demandait l'été précédent : pourquoi la solennité ne prendrait-elle pas encore plus d'éclat, pourquoi ne verrait-on pas le nouvel académicien s'avancer vers son fauteuil depuis l'autre rive de la Seine, depuis le Louvre, la double haie des gardes, sabre en l'air, s'étirant d'un bout à l'autre du pont ? Ce pont, en vérité, Marcel Arland le prenait alors en sens inverse. « *Je tournais*, précise-t-il, *le dos à l'Institut.* » Un jour vint, cependant, où il prit le pont dans le bon sens. Qui lui eût prédit cette volteface l'eût sans doute quelque peu surpris lorsqu'il écrivait cette phrase, vers 1945, à cinquante ans. Un fait est sûr : quand, au même âge, saisi d'un trouble aussi grand que celui qui m'étreint aujourd'hui, je lisais devant les savants qui venaient de m'élire au Collège de France un autre discours, ou plutôt, car il s'agit d'un genre tout différent, une leçon, ma leçon inaugurale, je ne pouvais, bien sûr, imaginer accéder à mon tour à un si haut degré d'honneur, être l'objet de votre part, Messieurs, d'une considération si bienveillante. Comment même, il y a quelques mois à peine, aurais-je osé penser que vous me feriez place parmi vous ? J'en reste ce soir étonné, et mes premiers mots sont de gratitude pour vous qui m'avez choisi.

Hommage à Dumézil...

CEPENDANT, je voudrais aussi, à l'orée de cette cérémonie, exprimer hautement ce que je dois à deux de vos confrères qui ne sont plus, Georges Dumézil et Fernand Braudel. Les travaux de Georges Dumézil m'ont guidé au tournant d'une recherche hasardeuse. Je m'efforçais de comprendre comment s'organisaient les rapports de pouvoir en France aux temps que l'ont dit féodaux. Ce fut en m'appliquant à discerner, parmi les écrits datant de cette époque qui sont parvenus jusqu'à nous, les traces d'un modèle, de cette forme qu'une suite de livres admirables montrait solidement implantée au cœur de l'idéologie des peuples indo-européens, ce fut en m'évertuant à dater aussi précisément qu'il est possible, à situer dans le mouvement d'ensemble d'une culture les résurgences successives du système des trois fonctions que je parvins à délimiter avec moins d'incertitude la part qui revient à l'imaginaire dans l'évolution des sociétés humaines. Lorsque, après avoir lu ce qu'avait publié ce grand homme, il me fut donné de l'approcher, j'ai pu, privilège insigne, prendre directement exemple sur la rigueur de son érudition, bénéficier de ses conseils, profiter de cette ouverture de cœur, de l'extrême obligeance qui rendaient Georges Dumézil si accessible aux débutants. Je m'honore enfin d'une lettre, la dernière que j'ai reçue de lui : peu de temps avant de disparaître, il m'assurait souhaiter me voir briguer bientôt les faveurs que vous venez, Messieurs, de m'accorder.

... et à Fernand Braudel

L'ATTACHE qui me lie à Fernand Braudel est plus serrée et ma dette envers lui plus lourde encore. Trente années durant, la confiance qu'il me témoigna conforta la mienne et soutint mon effort. Braudel fut réellement mon maître. Sans ses avis, ses encouragements, sans la vivacité, la générosité de ses critiques, je n'aurais pas mené comme je l'ai fait ma tâche d'historien. De cet homme munificent, j'ai reçu à profusion. A ma reconnaissance se mêle une affection filiale que je regrette de ne lui avoir pas plus manifestement signifiée. Au lendemain de son élection à l'Académie, nous lui disions, ma femme et moi, notre joie. Il me répondit par un court billet dont je retiens cette apostrophe : « *Ne souriez pas, vous y viendrez.* » En maintes circonstances, Braudel m'avait comme cela fait signe, appelé à sortir de moi-même, tiré de ma timidité. Il m'avait averti longtemps à l'avance que, malgré ma résolution têtue de ne point m'éloigner de ces terres de soleil, de solitude et de grand vent où je me plais, je finirais par venir à Paris, au Collège de France. J'y vins et, vous le voyez, à son dernier appel, j'ai répondu.

Dans ma voix, mon émotion se décèle. Je ne sais si l'on y sent aussi mon plaisir, ce plaisir que tous les miens, tous mes amis partagent. Votre choix, je l'ai dit, m'étonna. Me surprit aussi son retentissement, cette sorte de gloire dont l'élu, votre élu, se trouve du jour au lendemain revêtu. Je n'imaginais pas devenir l'objet de tant d'attentions, recevoir de si nombreux messages, certains venant de si haut, de si loin ou des profondeurs du passé : l'écho se répercutant aussitôt bien au-delà des frontières, et tous ces camarades d'études, de régiment que j'avais perdus de vue et qui tinrent à me témoigner que le lien n'était pas rompu. De fait, je l'avoue, je savais mal ce qu'est l'Académie française. Un trait, en particulier, m'échappait. Voltaire pourtant le désigne dans le discours qu'il prononça à sa réception, rappelant que l'Académie prit naissance au sein de l'amitié, affirmant que l'amitié fait la force vive de ce corps. Je m'aperçois que je suis, en ce jour, en ce lieu, accueilli dans un groupe d'amis, faveur précieuse que je vous rends grâce de m'accorder.

Arland proche et lointain

D'UN ami que vous avez perdu et dont je souhaite occuper dignement près de vous la place, il m'appartient de faire l'éloge. Il me fut proche. Quand, pour me préparer à cette commémoration, j'ai tiré de ma bibliothèque les premiers livres qu'il publia, je les ai trouvés fatigués, usés, leur délabrement même attestant un ancien, un très étroit commerce. En effet, à dix-huit ans, lorsque, dans ma province, je me jetais dès leur parution sur les fascicules de *la Nouvelle Revue française*, j'ai lu avec passion Marcel Arland, envoûté par le balancement de ses phrases enchaînées souplement sur le ton de la confidence, et dont les harmonies discrètes, coupées de brusques éclats d'où s'exhale en quelque mots la saveur d'une sensation, feraient presque oublier la rigueur de la trame, ce savant assemblage ramenant à la plus forte intensité dramatique les stances successives de l'action. Dans le droit fil d'une tradition séculaire, telles pages d'*Antarès* ou du *Grand Pardon* ne viennent-elles pas en couronnement de ce recueil que composa Arland où, depuis Chrétien de Troyes et l'auteur inconnu du *Lancelot*, se trouvent exposés les chefs-d'œuvre de la prose française ? J'avais lu les premiers de ses courts récits. Je les ai relus, de nouveau sous le charme. J'ai lu les écrits plus récents, ce qui est publié de la correspondance et ces méditations sur quoi l'œuvre se clôt. Cette œuvre cependant, je n'ai pas qualité pour la commenter devant vous, et c'est de l'auteur que, ce soir, je dois parler, quelque peu embarrassé, je l'avoue, puisque je ne l'ai jamais rencontré, séparé de lui moins par la différence d'âge que par cette cloison, heureusement détruite en votre compagnie, qui ordinairement isole les professeurs des gens de lettres.

Sur un nouveau mal du siècle

MAIS l'historien, me dira-t-on, n'est-il pas requis par profession de rendre à la vie des personnages qu'il ne rejoint que par les traces qu'ils ont laissées ? Et quand cet historien est médiéviste, ces traces ne sont-elles pas décevantes, discontinues, presque effacées ? Il a le droit, je le proclame, prenant appui sur ces rares témoignages, d'imaginer, de rêver. Pourquoi ne rêverais-je pas sur ce que m'ont rapporté les familiers de Marcel Arland, ceux qui l'ont interrogé, forçant cet homme secret à parler de lui-même, ou bien sur des images, d'anciennes photographies, et parmi les lieux qu'il a hantés ? Je pourrais raconter à mon tour l'enfance paysanne, à Varennes-sur-Amance, entre l'arrière-grand-mère, le grand-père, l'instituteur, le frère aîné, et la mère, cette femme très belle, murée dans son veuvage, dans son orgueil, inaccessible, puis les années de collège à Langres, les lectures précoces, le goût de l'écriture qui s'affirma lorsque Arland vint, en octobre 1917, préparer à la Sorbonne une licence de lettres. Je pourrais le montrer, entiché de Gide, découvrant par Gide Nietzsche, Dostoïevski, prenant en main une revue, l'*Université de Paris*, obtenant pour elle des textes de Proust, de Giraudoux, de Mauriac, fondant bientôt avec des camarades de caserne, Vitrac, Crevel, Limbourg, sa propre revue, puis une autre, aussi audacieuse, aussi éphémère. Je rappellerais sa rencontre avec Malraux, dont le rapprochait sa passion pour la peinture. Je l'évoquerais quittant bientôt Paris, regagnant le pays natal, écrivant, au milieu des champs, son premier livre, *Terres étrangères*. A qui soumettre le manuscrit ? A André Gide évidemment. Gide le recommande à Paulhan. Gaston Gallimard signe le contrat. Le livre paraît, et voici Marcel Arland inséré dans ce « milieu » comme il dit, « presque une famille », dont il ne sortira plus : la NRF. Aussitôt, en 1924, *la Nouvelle Revue française* publie cette proclamation, inspirée par Jacques Rivière, *Sur un nouveau mal du siècle*, un manifeste qui fit sensation en pleine exubérance des années folles, car, dressé contre les jeux du surréalisme, il les condamnait abruptement. On y lit, hautaine, dérangeante, révélant d'un coup la personnalité que je cherche à découvrir, la proposition fameuse : « *La morale sera notre premier souci. Je ne conçois pas de littérature sans éthique.* » L'an d'après, Paulhan prend la direction de la revue, Arland en devient secrétaire de rédaction, c'est-à-dire, avec Paulhan, le maître.

J'ai pensé m'attarder ici, tenter de définir le rôle que tint votre confrère au sein de cette institution prééminente qui fut pour lui, affirmait-il, une « *école d'indépendance, de respect de l'ordre, du goût de la beauté sous ses formes diverses, de confiance dans la valeur de l'esprit et de l'art* », la NRF, dont le comité de lecture, qu'il dominait, stimula, orienta, régenta la part la plus vigoureuse de la création littéraire en notre pays durant les années glorieuses de l'entre-deux-guerres. L'histoire de la NRF n'est pas encore écrite. Déjà, quelques publications commencent à l'éclairer, mais de biais. D'intérêt capital pour l'historien de la culture contemporaine, le travail est en cours. Il est rude. L'entreprise, en effet, requiert non seulement de la ferveur mais du soin, et le dépouillement exhaustif de vastes archives. C'est pourquoi j'ai renoncé à me risquer sur ce champ fertile, ne pouvant qu'en effleurer la surface. Il m'a semblé que mon hommage serait plus personnel, prendrait plus de valeur et de vérité si je m'approchais de cet homme par les côtés où s'établit entre lui et moi quelque connivence. Peut-être ajouterai-je un peu à ce qu'ont établi les exégètes qui m'ont précédé si je parle, en historien, de la campagne dont il a tant écrit, si je parle auparavant, en amateur, de la peinture. « *Je dois à la peinture*, a-t-il dit, *quelques-uns de mes plus chers plaisirs.* » Je pourrais en dire autant.

La passion de la peinture

DÈS qu'il arrive à Paris, Marcel Arland court au musée, mais il court aussi d'une galerie à l'autre, rue La Boétie, où l'on montrait alors l'art nouveau, se postant aux avant-gardes, guettant parmi les effervescences de la modernité ce qui lui semblait se relier à la tradition des maîtres. « *C'était Piero*, écrit-il, *c'était Giorgione ou Goya qui me semblaient réclamer Matisse, Braque ou Rouault.* » De Rouault, de Braque, il devint l'ami, puis de Chagall, puis d'Atlan. L'œil grand ouvert, il notait ses impressions, s'efforçant, dit-il encore, d'« *exprimer simplement, sans souci de plaire ou de heurter ce qu'une certaine familiarité avec la peinture lui suggérait devant une œuvre nouvelle* ». Quelques-unes de ses réflexions critiques sont rassemblées dans un livre introuvable, *Chronique de la peinture moderne*. Je m'y réfère, et je le date. Car c'est dans leur éloignement que ces textes prennent à mes yeux tout leur prix. Ils furent écrits entre 1944 et 1949, dans cette sorte de printemps qui suivit la Libération, cette embellie que secouaient encore de rudes bourrasques, des retours de froidure, mais où, dans l'alacrité, il semblait que chaque matin chantât. Les chefs-d'œuvre reprenaient leur place au Louvre ; des expositions foisonnantes découvraient les fruits savoureux qui, durant l'Occupation ou l'exil, avaient mûri dans l'obscurité. Cette véritable renaissance entretenait un sentiment de plénitude, une sûreté de soi, la conviction que le plus vigoureux de la création picturale revenait, passé les jours d'accablement, s'établir ici, dans Paris. « *S'il est*, disait Arland, *un domaine où la France montre une figure souveraine, c'est bien celui des beaux-arts, singulièrement celui de la peinture.* » Ebloui par tant de richesses, comment le regard eût-il pu se porter sur l'art d'ailleurs ? Pourtant, l'homme dont je parle fut de ceux qui perçurent à ce moment la grandeur de Paul Klee.

Lucide, en effet : il remarque Wols ; il s'arrête à Bissière, à Villon ; il est saisi par la force des toiles qu'André Masson rapporte d'Amérique, par le « *classicisme* », écrit-il, de cette « *peinture habitée* » ; ne lui échappe pas non plus ce qu'il y a de futile dans certains Picasso d'Antibes, ni les limites de l'« *érotisme satisfait* » de Maillol. Souvent, pourtant, sa vision nous semble aujourd'hui moins juste. Il manque à situer Monet à la place qui lui revient, à reconnaître le vrai rapport que Léger rêvait d'établir avec un public populaire. Des deux frères Van Velde, exposés à la galerie Maeght, ce n'est pas Bram qui le touche, c'est Geer. Il tient Bram pour « *confus* », « *sans patience ni modestie* », préfère Geer pour plus de délicatesse et cette alliance qu'il croit déceler entre les « *frémissements* », dit-il, et l'« *esprit* ». Le voici aux Surindépendants. C'est-à-dire devant une peinture résolue à ne plus rien figurer. Désorienté. Il se contient. Persuadé que la peinture française n'est « *devenue*, affirme-t-il, *la première et presque la seule peinture au monde que par ses métamorphoses successives* », il voudrait s'ouvrir, accueillir. Sur ses gardes cependant. Perplexe. Est-ce là plus qu'une « *expérience* », un « *travail de laboratoire* » ? Mais le succès pourtant, cet accueil que reçoit l'abstraction, qui, dit-il, « *descend dans la rue* » ? Une « *mode* », pense-t-il, une « *vogue* », « *presque une académie* » — et ce que ce terme désigne n'avait pas très bonne presse en ces années, ne l'oublions pas, dans le cénacle de la rue Sébastien-Bottin. Voici ce qui le réconforte : ce ne peut être qu'un passage, comme un exercice d'école, qu'« *un peintre*, dit-il, *abandonne dès que prend fin son apprentissage pour songer au sérieux* ». Il ne parvient pas à admettre que l'abstraction puisse être une « *fin* ». Il attend qu'on la « *dépasse* ».

Délectation et message

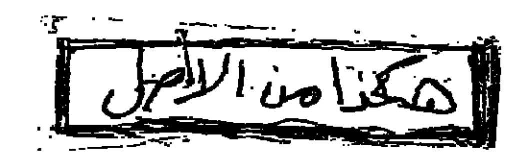
DE tels jugements font apparaître ce que la peinture fut pour Arland, et par là ce qu'il fut lui-même. Elle l'émeut, confesse-t-il, « *sensuellement* ». Il y cherche, en premier lieu, du plaisir, citant Poussin : « *La fin de la peinture est la délectation.* » Cette sensualité le rend certes sensible aux valeurs proprement picturales, le mène à dénoncer le danger que court le peintre « *à vouloir* — ce sont ses mots — *charger son œuvre de trop d'émotion, de trop de sens, de trop de confidences* ». Mais il faut bien remarquer d'abord que cet appétit se porte sur le plus délicat, ce qui fait revenir si souvent dans ces pages, quand elles sont élogieuses, le mot « *exquis* », le mot « *charmant* » : trop de puissance le rebute. D'autre part, et surtout, quelque chose en lui le retient d'accepter que la peinture soit seulement source de jouissance. S'il en a tant besoin, c'est, avoue-t-il, qu'il « *y trouve une leçon, une aide, une famille* ». La sécurité donc, comme au sein de la maison où s'était blotti le petit villageois de Varennes. La sécurité et la morale. Les maîtres du musée le rassurent, car il croit n'en voir aucun qui « *se borne au seul plaisir de l'œil et ne propose par le contenu spirituel de l'œuvre, une plus ample et plus profonde résonance... qui n'apporte un message* ». Voilà le mot lâché : Marcel Arland attend de la peinture qu'elle lui parle. L'œuvre peinte le désarçonne dès qu'elle se refuse à tenir un discours. Ce qui le retient, c'est le sujet.

D'abord le paysage : « *Loué soit le paysage au cœur de la peinture française.* » Les peintres non figuratifs qui l'ont touché dans l'immédiat après-guerre furent, tels Bazaine ou Tal-Coat, ceux dont l'œuvre prolonge directement les recherches de l'impressionnisme. Le paysage, et puis le nu. « *Serait-ce une délectation trop facile*, écrit-il, *que celle qui ajoute à toutes les autres l'harmonie fondamentale de la volupté d'un beau corps ?* » Ce corps évidemment montré dans la vérité de ses attraits. Car l'homme, Arland en est convaincu, n'a pas le droit de déranger par jeu les ordonnances du monde créé. L'artiste peut à la rigueur se permettre de déformer un verre, non point un torse adolescent. Et c'est en moraliste que Marcel Arland, en fin de compte, rend ses arrêts. Pas plus que la littérature, il ne conçoit la peinture sans éthique. Du peintre, il exige en premier lieu qu'il se tienne à distance des modes, des coteries ; parlant de Kandinsky, « *c'est*, dit-il, *un solitaire, je ne vois pas pour l'artiste de compliment plus beau* ». Il voudrait surtout que le peintre regarde l'homme et la nature avec « *humilité* » et « *amour* ». Sur ces deux mots est construit l'hommage qu'il rend à Braque ; il les reprend à propos de Chagall, le rapprochant, comme l'avait fait Maritain, curieusement, de François d'Assise. Que l'artiste considère la misère du monde, la part de mal qui le corrompt inéluctablement, qu'il prenne appui sur ce qu'il y a dans le charnel de plus obscur, de plus obscène, pour s'élever par degré jusqu'aux clartés spirituelles. Si bien que la louange de Marcel Arland se porta principalement vers deux artistes dont il jugeait en ces années qu'ils cheminaient sur la voie où il s'était lui-même engagé, vers Soutine, qu'il se représentait « *déchiré, convulsé, triturant une matière de boue, de sang et de sanie jusqu'à en faire jaillir l'esprit* », vers Rouault, surtout, lequel avait illustré les *Carnets de Gilbert*, à qui il dédiait *Sidobre*, l'une de ses nouvelles les plus poignantes, Rouault dont il imaginait « *la joie... d'avoir doué de beauté et de puissance des êtres déshérités..., la double joie d'une délivrance et d'une purification* ». Liberté. Pureté. Qu'il s'agisse de littérature, de musique ou de peinture, pour Marcel Arland l'œuvre d'art est justifiée dès lors qu'elle aide l'homme à surgir de son abaissement.

L'art et la morale

CES notes, fixant il y a près d'un demi-siècle des impressions de « *promenades à travers la peinture contemporaine* » — c'est ainsi que leur auteur les présente, — intéressent l'historien des phénomènes culturels. Celui-ci sait bien qu'un témoignage de cette espèce ne peut être objectif. Que des mots, des phrases disposés en regard de formes et de couleurs en un certain ordre assemblées révèlent, sans plus, ce que ressentit celui qui les écrivit devant des objets qu'il aima, qui le déconcertèrent ou qui lui déplurent. Quant aux jugements, quant aux classements, aux décrets prétendant distinguer dans l'imprévisible bigarrure de la peinture en train de se faire le durable de l'accidentel, discerner sous les chatoiements de la mode le courant de forte ampleur qui portera bientôt le chef-d'œuvre, ils sont forcément personnels, comme l'est toute critique, si gouvernée soit-elle — et l'on sait le soin qu'Arland prenait de se dégager de lui-même lorsque, dans son bureau de la NRF, il s'appliquait à débusquer les jeunes talents. Mais c'est par là, précisément, que ces textes sont précieux. Ils révèlent un état du goût, en un certain lieu, en un certain temps. Les choix que fit cet esprit, de facture si délicate, si fermement décidé à ne rien rejeter sans rigoureux examen, montrent d'abord que le moralisme, étendu à des domaines où il n'a que faire, peut rendre aveugle. Ils font surtout mesurer la pesanteur des habitudes, la rigidité des systèmes de valeurs face à l'innovation. Combien de Florentins, vers 1430, ont-ils perçu de quelles puissances de renouvellement l'œuvre de Masaccio était porteuse ? Pouvait-on, en 1945, plus aisément reconnaître que, pour les plus grands peintres du passé, le sujet n'a jamais été qu'un prétexte, que la création d'Adam pour Poussin, que le triomphe de Venise pour Véronèse furent l'occasion, non point de délivrer un message, mais de peindre, et que, pour Piero della Francesca, lorsqu'il se mettait au travail, le Christ flagellé, campé en un point soigneusement défini sur les lignes de force d'une inflexible perspective, n'avait pas plus d'importance, contrairement à ce que pensait Marcel Arland, que, pour Cézanne, des pommes. Toutefois, pour la recherche que je poursuis devant vous, l'intérêt majeur de ces essais est dans ce qu'ils révèlent d'une sensibilité. Les lisant, me gardant de dénoncer tel engouement, telle réserve que je ne partage pas, j'approche de ce que je veux saisir : une personne, ses inquiétudes, sa sensualité contenue, l'ardent besoin qu'elle eut de solitude et de morale, j'approche finalement de cet enfant dont Arland s'est constamment réclamé, s'en disant à la fois le fils et le père, du petit campagnard studieux pour qui, comme pour son maître d'école et pour tous ceux qui l'entouraient, le « tableau » par excellence était le paysage.

(Lire la suite page 12.)



LA RÉCEPTION DE M. GEORGES DUBY A L'ACADÉMIE FRANÇAISE

La réponse de M. Alain Peyrefitte

MESSIEURS

« *L'HISTOIRE est l'ingrédient sans quoi aucune conscience nationale n'est viable.* » Voilà, monsieur, ce qu'écrivait, en préface à un ouvrage posthume tout récemment publié, Fernand Braudel, votre maître et ami, qui nous a trop vite quittés. Il nous adresse ce dernier message, comme un rayon venu d'une étoile éteinte. Notre compagnie reçoit aujourd'hui l'un de ceux qui donnent un sens à cette affirmation.

Quand le passé est directement le nôtre, quand les ombres sortent des caveaux de nos églises ou de la terre de nos cimetières, les historiens entretiennent avec la conscience nationale une relation mystérieuse et féconde. Sans eux, l'identité de la France serait mortelle.

L'épaisseur de l'histoire

DE siècle en siècle, les chroniqueurs de Saint-Denis, Mézeray, Michelet, Lavisse nous ont façonnés, autant peut-être que les rois qui y sont enterrés. Car ils ont façonné le regard des Français sur la France.

Leur regard est amoureux, mais d'un amour exigeant, lucide, critique. Ils ont toujours été les garde-fous du pouvoir. Il est beau que Lavisse – l'historien républicain par excellence – ait reconnu la grandeur de Louis XIV. Comme il est beau que les chroniqueurs de Saint-Denis aient livré, des rois leurs maîtres, non des panégyriques, mais des portraits. L'événement d'hier ne se plie pas volontiers à nos idées d'aujourd'hui. L'histoire, née dans la chronique, s'est mise à la dure école du fait. Elle s'est enrichie de l'apport des autres sciences de l'homme. L'honneur des historiens français d'aujourd'hui est d'avoir poursuivi, avec des instruments nouveaux, cet ancien sillon.

Vous vous inscrivez, monsieur, dans cette tradition ; et c'est pour la dépasser. Vous renouvelez notre vision de nous-mêmes. Vous êtes devenu l'un des grands prêtres de la conscience nationale.

Médiéviste, vous nous imposez, plus qu'un historien d'époques moins reculées, l'obligation de nous situer – nous, Français d'aujourd'hui – par rapport à cette si longue durée. Vous nous faites aller et venir sans cesse de la fascination de la différence à la fascination de la similitude. Le don d'une terre, une bataille gagnée ou perdue, un mariage – ce sont des faits de tous les temps. Vous grattez derrière cet intemporel du fait, pour chercher, et souvent trouver, le sens – qui, lui, brutalement, commence par nous éloigner. L'histoire prend de l'épaisseur. Mais quel plaisir ensuite, ayant saisi la profusion et la cohérence d'une époque, d'y retrouver, plus profond encore, l'humanité ; d'y découvrir de très anciennes couches de l'humus dont nous sommes faits ! L'histoire est un humanisme, ou elle n'est pas.

Car l'histoire, sans historien, ne serait que le passé mort. Caractères à demi effacés sur un parchemin, chapiteaux rongés, peintures murales recouvertes de plâtre : cette matière inerte, c'est l'historien qui la transmue en silhouettes vivantes de notre paysage spirituel. Pareil au poète selon Rimbaud, il opère par « *sorcellerie évocatoire* ».

Un « sorcier évocateur »

VOUS êtes, monsieur, un « sorcier évocateur ». Vous faites revivre ce qui n'est plus ; mieux, vous nous faites vivre avec ce qui a été. Grâce à vous, nous chevauchons aux côtés de Guillaume de Maréchal. Nous sommes tour à tour guerriers et paysans ; tantôt, bataillant à Bouvines ; tantôt, labourant les terres du Mâconnais. Nous frémissons aux approches de l'An mil. Nous bâtissons des cathédrales. Evocation, convocation : les ombres d'autrefois répondent à votre appel.

Si vous ressuscitez avec tant d'aisance le passé, c'est qu'il vous est présent.

Vous visitez avec un ami l'abbaye romane de Conques. Dans l'absidiole qui abrite la statue en or de sainte Foy, vous montrez les dalles nues : « *Ici*, dites-vous, *il y a de la paille. C'est là que les pèlerins se couchent. Ils n'ont pas d'hôtellerie où passer la nuit. Ils se blottissent là, pour s'imprégner de la force de la sainte pendant leur sommeil.* »

Dans la salle des gardes de la tour César à Provins, vous observez un trou au centre de la voûte et, contre le mur, une cheminée. « *Cette cheminée*, vous écriez-vous, *c'est une pièce rapportée ! Au douzième siècle, les gardes se réchauffent au milieu de la salle, autour du foyer, formé de quelques pierres – comme leurs ancêtres des cavernes. La fumée monte tout droit et s'engouffre dans le trou. C'est seulement au treizième siècle que les cheminées apparaîtront. Elles emprisonneront la fumée dans le mur, au lieu de la laisser aller librement.* » Le treizième siècle, pour vous, c'est le futur.

Vous parcourez quelques-uns des innombrables celliers voûtés qui truffent la capitale des comtes de Champagne. « *Dans la ville haute*, remarquez-vous, *ces caves gothiques sont creusées sous terre. Dans la ville basse, où la nappe d'eau affleure, elles sont édifiées sur le sol. Dans les deux cas, les habitants y entreposent leurs richesses et couchent au-dessus. La disposition est la même que pour le palais et le donjon qui dominent la ville. Les bourgeois imitent le seigneur. Et le peuple, dès qu'il en a les moyens, imite les bourgeois.* »

Votre coup d'œil, monsieur, transforme ces lieux de mémoire en lieux de vie.

L'« ego-histoire »

COMMENT devient-on, je ne dis pas : médiéviste, mais le plus illustre des médiévistes français ? L'agrégation, la thèse, la faculté, le Collège de France, l'Académie des inscriptions : la voie royale que vous avez foulée d'un pas ferme manifeste votre réussite universitaire. Elle n'explique point votre renommée. Vous n'êtes pas seulement un historien ; vous êtes une vedette de l'histoire. Pourquoi vous ? Alors que d'autres médiévistes sont sans doute des savants non moins éminents que vous ? Qu'apportez-vous de neuf ? En quoi votre œuvre nous importe-t-elle ?

Evertuons-nous à percer le secret qui vous a permis d'acquérir ce rayonnement.

Notre confrère Claude Lévi-Strauss a exhumé une phrase de Vico qui récapitule ainsi l'histoire de l'humanité : « *Il y eut d'abord les forêts ; puis les huttes ; ensuite, les villages ; après, les villes ; enfin, les académies.* » On dirait que le philosophe napolitain a formulé cet abrégé en pensant à vous. Vos forêts, ce furent les territoires de votre enfance et de votre adolescence. Vous les avez défrichées pour bâtir votre hutte près de Cluny. Votre village, ce fut la faculté d'Aix-en-Provence. Votre ville, ce furent Paris et le Collège de France. Et vous voici à l'Académie. Gravissons ensemble les cinq marches de cet escalier.

Vous me pardonnerez, monsieur, de saisir votre vie dans un cadre chronologique ou, comme on dit, selon la méthode « *événementielle* », vous qui nous avez habitués à une autre manière d'écrire l'histoire. Mais seul Duby pouvait évoquer Duby à la manière de Duby, en écrivant son autobiographie sous le nom – singulier – d'« *ego-histoire* », dans l'ouvrage collectif dont Pierre Nora a eu l'heureuse idée. Quand vous aurez découvert le portrait de vous-même que je vais m'efforcer de brosser, peut-être mesurerez-vous l'imprudence que vous avez commise en m'accordant le privilège de me choisir comme portraitiste...

A vrai dire, votre « *ego-histoire* » comporte peu d'*ego*, et beaucoup de philosophie de l'histoire. Elle ne contient aucun de ces épanchements que Maupassant qualifiait de « *moitrinaires* ». Dans les remparts qui protègent votre vie privée, vous ne laissez percer aucune brèche. Vous avertissez loyalement le lecteur : « *Je ne raconte pas ma vie (...). Il est bien évident qu'ici l'essentiel est tu. Je vais parler de ma vie publique.* » Autrement dit, vous concédez au public ce qui est déjà public.

Dans notre temps d'exhibitionnisme, on ne peut que saluer cette extrême pudeur. Du reste, la vie d'un écrivain, ce sont ses œuvres. Vous avez le droit de nous dire qu'en nous contentant de lire vos œuvres, nous en savons bien assez sur votre vie. Sans entrer dans la controverse, débattue depuis Sainte-Beuve, sur l'utilité de connaître la vie des écrivains pour comprendre leurs œuvres, observons que nous ignorons tout de la vie d'Homère, voire de Shakespeare; quelques-uns doutent même qu'ils aient vécu.

Certes. Mais s'ils avaient laissé des traces, il incomberait à l'historien de les exploiter à fond. Puisqu'il m'échoit de me faire l'historien de l'historien que vous êtes, n'avais-je pas le devoir de vous soumettre, et de soumettre quelques-uns de ceux qui vous ont bien connu, à un questionnement dru ? Ne l'auriez-vous pas fait à ma place ? Souffrez, monsieur, que tout en rendant hommage à votre discrétion, je tente de passer outre.

J'essaierai néanmoins de tenir compte d'une leçon que j'ai retenue, à vous lire et à vous entendre. Les moments de votre carrière ne se sont pas succédé linéairement. Ils se sont superposés en se prolongeant, pour former les degrés de votre ascension. Le professeur au Collège de France n'a pas rompu avec Aix-en-Provence; l'homme de télévision n'a pas oublié Cluny.

Cet enchaînement autorise à voir, dans les multiples aspects de votre vie, non pas seulement des épisodes ordonnés selon la dimension du temps, mais des facettes et des strates constitutives d'une personnalité que l'on doit s'efforcer de comprendre dans son ensemble. Je tâcherai donc d'être aussi attentif aux faits significatifs de votre vie qu'aux traits fondamentaux de votre caractère, de manière à réconcilier en vous ce qu'on appelle les événements et ce que vous appelez les structures.

Une lignée d'artisans

NOUS voici, d'abord, dans la forêt de votre enfance et de votre adolescence. Une forêt sans chemin tracé. Vous affirmez que vous n'êtes pas né historien, mais que vous l'êtes devenu. « *Par hasard* », ajoutez-vous, avec une sorte de coquetterie. Comme on débouche tout à coup sur une clairière, au hasard d'un vagabondage à travers bois.

Votre forêt est d'abord celle d'un quartier populaire de Paris, entre le canal Saint-Martin et la République, où vous naquîtes en 1919. Ce n'est pas une futaie royale, ce sont des taillis touffus. L'enfant éveillé regarde. Mais il n'est pas retenu par ce qu'il voit.

Dans le vieux Paris de vos jeunes années, dans la cour obscure d'un immeuble triste, sans doute vous êtes-vous mis à rêver d'horizons plus campagnards : ceux que vous découvriez pendant vos vacances chez votre grand-mère, près de Bourg-en-Bresse. N'est-ce pas alors, déjà, que vous vous êtes disposé à vous pencher sur la France rurale ? Puis à faire un choix de carrière surprenant, dicté par votre besoin de nature et de soleil, en préférant Aix à la Sorbonne ? On dirait que vous avez gardé de votre enfance une allergie à Paris, comme si la grand-ville vous faisait peur.

D'origine alsacienne et franc-comtoise du côté maternel, bressane du côté paternel, vous êtes un de ces hommes de l'Est dont Lucien Febvre, qui en était un, a si bien défini le tempérament sérieux et tenace. Une lignée d'artisans vous a transmis le respect de ce que le fils d'une rempailleuse de chaise appelait « *la belle ouvrage* ». Votre père, d'abord sellier comme votre grand-père, puis carrossier, fut ensuite teinturier en plumes, dans ce Paris des années 20 où les plumes d'autruche ornaient robes et chapeaux.

Vos outils à vous, monsieur, ce sont le stylo, les fiches, la page blanche ; votre matériau, ce sont vos documents. Acharné à rassembler toute l'érudition qui charpente vos ouvrages, à lisser quatre ou cinq fois le même chapitre, vous avez transposé, de l'ordre manuel dans l'ordre intellectuel, le labeur minutieux dont vous aviez eu l'exemple sous vos yeux.



Ces artisans dont vous descendez, enracinés en pleine terre mais déjà différents des paysans, intégrés dans des bourgades mais peu à l'aise avec les bourgeois établis, ne se sont jamais coupés des ouvriers, qu'ils côtoyaient non seulement dans leur travail, mais dans leurs repas. Vous aussi, vous prendrez soin de ne jamais vous couper du peuple.

L'attention que vous avez portée aux conditions matérielles d'existence, aux rapports sociaux de production et aux mentalités, peut s'expliquer aussi, certes, par la formation universitaire que vous avez reçue. Mais la façon que vous avez de saisir les détails concrets, de faire vivre les hommes et les femmes que vous étudiez, ne reflète-t-elle pas la tendresse que vous gardez à ces populations de paysans et d'artisans d'autrefois, dont vous vous sentez encore si proche ?

Vous avez hérité encore d'un tempérament méfiant à l'égard de tout ce qui pourrait porter atteinte à votre liberté d'agir ou de penser. Vos aïeux aspiraient à se retirer pour mener une vie qui leur garantît la maîtrise totale de leur temps. Les travailleurs manuels rêvent souvent d'avancer l'âge de la retraite, pendant que les travailleurs intellectuels rêvent de le retarder.

Comme votre grand-père, votre père a abandonné sa profession dès qu'il l'a pu. Après avoir travaillé jusqu'à cinquante ans, il a paisiblement vécu jusqu'à plus de cent ans. (Et quand vous avez eu la tristesse de le perdre, vous avez dit à un de vos amis, qui vous cherchait une consolation dans cette étonnante longévité : « *Il n'y a pas d'âge pour le chagrin.* »)

Ces origines expliquent mieux, sans doute, quel historien vous êtes devenu ; mais toujours pas pourquoi vous l'êtes devenu.

Premier prix de dessin

VOS souvenirs d'enfance ne sont nullement ceux d'un historien en herbe. Quand la retraite de votre père le ramène vers sa province d'origine, il vous installe au lycée de Mâcon, à partir de 1932. Votre scolarité ne semble pas davantage déterminante. Vos palmarès confirment que votre trajectoire intellectuelle aurait aussi bien pu vous conduire à la philosophie, aux sciences politiques, ou même aux sciences expérimentales.

Dans l'espace clos du lycée – où vous étiez « *externe surveillée* », arrivant le matin à 7 h 30 pour ne rentrer que tard le soir, après l'étude – vous savouriez l'ouverture à une vie nouvelle, « *aux horizons plus vastes* », dites-vous. Le paradoxe n'est qu'apparent. Enfant unique, vous avez apprécié la camaraderie du lycée. Né dans un milieu modeste de culture coutumière, vous découvriez l'enthousiasme d'apprendre, grâce à de jeunes et ardents professeurs. Amoureux enfin du silence et de la solitude, vous pouviez consacrer de longues heures à la lecture.

Que lisiez-vous ? Des livres d'histoire ? Pas particulièrement. La littérature du Moyen Age ? Aucunement. Les fabliaux ne vous plaisent pas. Vous lisez tout, avec voracité, sauf précisément ce qui nous permettrait de découvrir les prémices de votre orientation.

Très tôt, vous vous affirmez stendhalien. Par le style, simple, rapide, efficace. Mais peut-être aussi par une certaine idée du bonheur. Comme Fabrice, vous prenez plaisir à être enfermé : la caserne ne vous laissera pas de moins bons souvenirs que le lycée ; et Cluny sera votre chartreuse.

Vous lisez aussi les contemporains : Gide, Malraux, Céline, Hemingway, Faulkner, suivant les conseils de lecture que vous prodiguaient vos professeurs, hardis pour l'époque. *La Nouvelle Revue française* vous fascine, comme un phare de haute culture.

En cet adolescent, le futur universitaire s'esquisse : le goût curieux et ouvert de l'intellectuel. Il ne reste qu'à trouver l'abri où la fonction publique permet de cultiver ce goût – et même d'en vivre, en le communiquant.

J'allais oublier de signaler que vous êtes, monsieur, premier prix du concours général. Vous en retrouverez plusieurs dans notre Compagnie, qui ne se recrute pas exclusivement parmi les cancres. Un premier prix d'histoire, dont la fierté aurait enfin déclenché votre vocation ? Nullement. De français, vous qui attachez tant d'importance au style ? Que non pas. De latin, vous qui allez devenir si familier de la langue d'Eglise ? Nenni. De grec, sans lequel il n'est pas de bon latiniste ? Pas davantage. De mathématiques, vous qui allez annexer les statistiques et l'histoire quantitative ? Encore moins. De philosophie, vous qui vous élèverez si vite au niveau de la philosophie de l'histoire ? Point du tout. Un premier prix de... dessin !

C'est tout un pan de votre personnalité qui se révèle déjà. Votre goût pour les beaux-arts ne s'est jamais démenti. Vous venez de nous en donner une illustration de plus en analysant les rapports de Marcel Arland et de la peinture. Ce don vous a révélé la dimension artistique de l'histoire. Il vous a fait aussi rencontrer l'art moderne, qui est resté l'une de vos passions. Masson, qui vient de disparaître, et Soulages sont devenus vos amis intimes. Les peintres trouvent en vous mieux qu'un interlocuteur, un amateur éclairé, puisque vous continuez à peindre pour votre plaisir – à « *barbouiller* », dites-vous.

Disponible au hasard

C'EST d'ailleurs à travers l'art que le Moyen Age s'est approché de vous : la récompense de votre premier prix, ce furent les trois superbes livres d'Emile Mâle sur les cathédrales. On aurait pu vous offrir une gravure ; l'université, incorrigiblement universitaire, vous offre un livre d'histoire de l'art. C'était déjà une invitation. Vous en avez reçu une autre, d'un professeur qui vous mit en garde contre la philosophie et vous orienta vers l'histoire. « *Il conviendrait mieux à votre tempérament*, disait-il, *de vous colleter avec les choses qu'avec les mots* ». En fait, vous alliez apprivoiser les mots, pour les mettre au service des choses.

Hasard, néanmoins, que cette rencontre avec une discipline qui, jusque-là, ne vous avait pas attiré plus qu'une autre.

Votre insistance à invoquer le hasard nous offre une piste. Le véritable historien n'est-il pas, en effet, essentiellement disponible au hasard ? Tout est bon dans le passé : rien n'est à jeter. Et il faut souvent s'en remettre au hasard du soin de faire le tri. Hasard des chantiers d'autoroute qui exhument des villas gallo-romaines ; hasard des saccages révolutionnaires ; hasard des archives perdues et retrouvées. Faire bon accueil aux propositions du hasard, ne l'avez-vous pas appris dans la forêt de votre enfance, où vous êtes resté disponible à toutes découvertes ?

A vrai dire, menant mon enquête, je ne pouvais quand même me satisfaire tout à fait de cette succession de circonstances fortuites. Trop nombreuses, précisément, pour ne pas éveiller de l'incrédulité. Si elles se sont montrées décisives, c'est bien qu'elles ont rencontré en vous quelques prédispositions.

« Pluridisciplinaire »

VOUS voici, monsieur, au seuil de votre deuxième étape, au cours de laquelle vous allez construire votre hutte.

Votre père eût-il été instituteur, il vous eût sûrement poussé vers la Khâgne – et vous auriez rejoint le cortège des historiens – normaliens, les Taine et Fustel de Coulanges, les Lavisse et Mathiez, les Marc Bloch et Lucien Febvre. Mais il ignorait l'existence même de cette école, et le détour vous parut presque trop ambitieux : puisque vous vous destiniez à enseigner l'histoire dans les lycées, à l'instar des jeunes professeurs qui vous avaient communiqué leur enthousiasme, le plus direct était de faire la licence et l'agrégation.

Vous avez retrouvé, d'instinct et par vos propres moyens, le principal avantage de la Khâgne et de la rue d'Ulm, qui est d'avoir pratiqué dès le siècle dernier ce qu'on a baptisé pompeusement la « pluridisciplinarité ». De vous-même, et par vous-même, vous êtes devenu, depuis quarante ans, « pluridisciplinaire » comme on a dit depuis vingt ans en croyant faire une découverte. Vous avez compris que les sciences humaines se fécondaient mutuellement, et qu'on ne faisait de progrès qu'en se penchant par-dessus le mur du voisin. Vous avez assimilé les techniques de la géographie, de l'économie, de l'archéologie, de la démographie, de l'ethnologie, de la sociologie, de la psychologie collective. Vous vous êtes même familiarisé avec la psychanalyse. Bref, vous êtes devenu, au sens propre, anthropologue.

A la faculté des lettres de Lyon, à partir de 1937, vous continuez à jouer au jeu de l'amour et du hasard avec l'histoire médiévale. Vous y avez la révélation, grâce à André Allix, de... la géographie, alors que vous aviez choisi de commencer par ce certificat de licence, que vous jugiez rébarbatif, de manière à vous en débarrasser dès la première année. Si vous aviez commencé par l'histoire du Moyen Age, le professeur qui sévissait cette année-là vous en eût sans doute dégoûté à jamais. Hasard, encore.

Avec la géographie, cette « *science de plein vent* », comme vous la nommez joliment, nous approchons du but.

Pour vous, comme pour Michelet, « *l'histoire est d'abord toute géographie* ». Aviez-vous déjà lu, en première année de faculté, le *Tableau de la France* d'où cette phrase est extraite ? En tout cas, ce n'est pas un hasard si, tout récemment, vous venez de rééditer et de préfacer cet opuscule magistral. Vous avez situé les sociétés rurales dans l'espace, avant de les voir évoluer dans le temps.

Il faut attendre votre troisième année de licence pour que vous abordiez, enfin, l'histoire médiévale, à travers l'enseignement d'un nouveau venu, Jean Déniau.

Ce fut l'éblouissement. Ce professeur un peu dilettante avait été remarqué par Marc Bloch pour sa thèse sur la ville de Lyon au début du quinzième siècle. Il fit entrer ce qu'on appellera, trente ans plus tard, la « nouvelle histoire » à la faculté de Lyon – et dans votre vie. Il vous a littéralement enlevé. Loin de la sélection par l'échec, vous avez bénéficié d'une sélection par la séduction.

Vous voilà disciple enthousiaste de la prestigieuse école curieusement appelée des Annales, du nom de la *revue*, alors précisément qu'elle tourne le dos à l'annualité et aux annales de l'historiographie traditionnelle pour s'intéresser, à travers les diverses sciences humaines, aux mouvements de profondeur qui, en longue période, transforment les sociétés et les civilisations.

Un double bonheur

MAIS les nuages s'amoncellent. Le 9 juin 1940, vous êtes appelé sous les drapeaux. Ils sont déjà en berne : la drôle de guerre a tourné au désastre. Pour vous, comme pour beaucoup de jeunes intellectuels, ce fut une double tragédie.

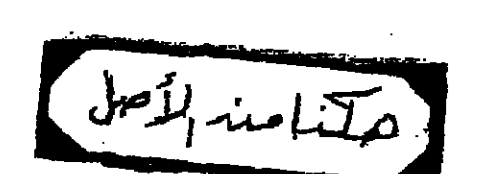
Tragédie du naufrage de la patrie, dans la débâcle de l'autorité publique et de la volonté nationale. Tragédie du naufrage d'un idéal, le pacifisme. Votre père avait échappé au massacre de la grande guerre en voyant mourir la plupart de ses amis. Vous-même, pacifiste par éducation et par conviction, vous aviez vu dans les accords de Munich une victoire, celle de la paix, celle des hommes de bonne volonté. Généreuse illusion, illusoire générosité...

De retour à Lyon, « *il faut tenter de vivre* ».

Le plus ancien souvenir que je garde de vous, monsieur, votre plus fidèle ami, est la révélation d'une double rencontre. Dans un amphithéâtre, il était placé derrière vous et voyait votre nuque. Près de vous, une séduisante jeune fille, ses cheveux bruns retenus par une résille. Vous preniez tous deux consciencieusement des notes. Mais de temps à autre, vous échangiez un coup d'œil ou un demi-mot.

L'étudiante à la résille allait tenir dans votre existence un rôle primordial. Dans l'ordre du cœur, bien sûr, mais aussi dans l'ordre de l'esprit. Formée à la même école que vous, d'autant moins complaisante qu'elle est plus aimante, elle passera au crible de son intelligence tout ce que vous écrirez. Son regard, aussi éclairé qu'acéré, ne laissera rien échapper sous votre plume qui ne soit digne de l'exigeante idée qu'elle se fait de vous. Permettez-moi de l'associer à votre triomphe.

(Lire la suite page 11.)



LA RÉCEPTION DE M. GEORGES DUBY A L'ACADÉMIE FRANÇAISE

La réponse de M. Peyrefitte

(Suite de la page 10.)

Revenons en 1942. Vous voulez vous marier; à cette époque, on ne se mariait pas sans une situation. Vous prétendez l'avoir obtenue, une fois de plus, par hasard : huit places ont été mises au concours; vous arrivez neuvième; une rallonge décidée au dernier moment vous agrège à l'Université. Cette admission en surnombre n'est évidemment qu'une sottise évitée.

Sept ans pour une thèse

LE bonheur d'être reçu vous ouvre ce second bonheur : pouvoir épouser celle que vous aimez. Bonheur précieux, tonifiant, quand, autour de soi, tout paraît menaçant. Les privations, rendues plus éprouvantes par l'oppression, un enseignement dénaturé puisque interdit d'esprit critique, la déroute des valeurs sur lesquelles se fondait votre vie : un sentiment d'impuissance vous a envahi. Vous vous sentiez trop éloigné de l'action violente par tempérament, trop soucieux de votre jeune foyer par sens des responsabilités, pour ne pas voir la guerre, dites-vous, comme la voyait Pavese : *« Si étrange et si vaste que, sans trop de difficultés, on pouvait se mettre dans son coin et la laisser sévir. »*

Cela n'empêche pas les choix. Parce que vous vous entêtez à apprendre aux élèves de rhétorique ou de philosophie le doute méthodique, on vous rétrograde dans les petites classes. Et dans votre modeste logement de Lyon un résistant comme Marcel David, juif, maquisard, a rencontré, à *l'heure des plus grands périls, un refuge où* reprendre haleine.

Dès la Libération, vous retrouvez vos professeurs de la faculté : André Allix, devenu recteur par décision de la Résistance, crée pour vous un poste d'assistant auprès de Jean Déniau, vous permettant ainsi de préparer à loisir votre thèse.

La thèse, à cette époque, était, plus qu'aujourd'hui, une épreuve décisive : la soutenance était une manière d'adoubement par les pairs. Vous y avez consacré sept années, y travaillant comme un compagnon à son chef-d'œuvre. Sept ans à scruter les cartulaires, les capitulaires et les obituaires, afin de reconstituer, à partir des archives éparses de Cluny, un paysage social. Vous avez fait revivre dans le Mâconnais médiéval les prêtres, les guerriers et les paysans.

Faute d'argent, des bouts de papier vous servent de fiches et vous tapez vous-même avec deux doigts les quelque 1 800 feuillets de ce document. Nous sommes loin de la thèse de Michelet, qui se bornait à vingt pages. Encore la vôtre est-elle une des plus maîtrisées et des plus condensées de cette époque.

La Société aux onzième et douzième siècles dans la région mâconnaise est en effet un monument. On y trouve rassemblés tous les acquis de la future « nouvelle histoire ». On peut déjà deviner que vous reprendrez bientôt la place, laissée vacante par la mort tragique de Marc Bloch, de chef de cette école pour le Moyen Age.

Ici, vous décrivez la vie matérielle des hommes et des femmes. Là, vous mettez en lumière enchaînements et évolutions lentes.

Nous admirons peut-être moins le travail de... *bénédictins que*, déjà, *la maîtrise du* style. Sous la poussière des archives, c'est l'homme vivant que vous cherchez.

Vous avez horreur des déballages de fiches. Vous renvoyez la masse des notes érudites en fin de volume, au lieu de l'afficher dans ces bas de page qui montent comme des lames de fond à l'assaut des hauts de page. Et c'est par le style que vous dominez pleinement votre sujet. Vous cherchez et trouvez la formule qui fait mouche. Tantôt vous déroulez, d'un bout à l'autre d'un alinéa, une longue phrase qui, par touches successives, développe toutes les nuances d'une analyse. Tantôt vous ramassez vos conclusions dans des formules lapidaires. Vous avez le sens de la cadence, qui reflète la marche du temps.

Jusqu'ici, le parcours est classique. Innombrables sont les jeunes universitaires qui l'ont suivi. Beaucoup d'entre eux, après avoir achevé le monument, y ont trouvé leur tombeau. Leur diplôme de docteur a été le faire-part du décès de leur énergie spirituelle. Vous sortez de l'épreuve fort jeune, frais et dispos, – aussi curieux de tout qu'avant, aussi vigoureux au travail, aussi ardent à partager.

Au pays de Cézanne

ET vous voici, monsieur, à votre troisième étape, la plus épanouie sans doute, la plus détendue de votre vie. Vous choisissez votre village, la faculté des lettres d'Aix-en-Provence. Un village ? Même pas. Un vieil hôtel entouré de platanes, où vous étiez, en tout et pour tout, neuf professeurs, je parle d'une époque presque aussi reculée que le Moyen Age, et qui fut celle où nous avons grandi !

Vous aviez la perspective, en patientant un peu, d'aller vous asseoir dans une chaire d'histoire médiévale, à Lyon. Mais l'occasion s'offre à vous de créer celle d'Aix. Vous décidez de ne pas la laisser échapper.

Le choix est étonnant, en termes de carrière, mais non si l'on considère votre personnalité. Vous aviez lu Giono. Vous aviez rêvé de lavande. Déjà, vous aviez passé l'été 1939 en Provence. L'année suivante, la déroute de nos armées vous avait fait échouer à Manosque. Sous le soleil du Midi, vous aviez poussé des racines adventives *dans la garrigue. Il ne vous restait plus* qu'à vous implanter au Tholonet, au pied de la montagne Sainte-Victoire, dans un paysage de Cézanne.

Tiré de la grisaille, débarrassé des inquiétudes matérielles, maître de vous-même, vous étiez, dites-vous, *« heureux comme un roi »*. Votre foyer, enrichi de trois enfants, est accueillant. Les presque vingt années que vous allez passer à Aix, avant d'être appelé un peu plus souvent à Paris, seront d'une grande fécondité.

Vous donnez d'abord la pleine mesure de vos talents pédagogiques dans vos séminaires, où se développent vos recherches sur les relations de parenté, sur la nuptialité, sur le lignage. Vous articulez résolument l'histoire de la vie matérielle sur l'histoire des mentalités, dont vous rédigez le manifeste dans un article pionnier de *l'Encyclopédie de la Pléiade.*

Vous savez communiquer vos passions. Vous en donnez une nouvelle preuve en répondant à l'appel de Marcel David. Déniau avait prédit que vous vous consacreriez au beau et que Marcel David se consacrerait au bien. Disciple de Mounier, votre ami a créé, à l'université de Strasbourg, un institut du travail pour contribuer à la formation *de responsables syndicaux.* Vous prenez le train pour l'aider dans son entreprise. A ces travailleurs, vous allez donner des cours du soir d'art moderne. Vous relevez ce défi : faire aimer Picasso ou Braque à des esprits qui y sont fort peu préparés.

A la lecture de vos premiers livres, *l'Histoire de la civilisation française*, écrite en collaboration avec Mandrou, Roland Barthes avait été frappé par *« l'ouverture ethnologique »* du propos. Ainsi, la « nouvelle histoire », attentive aux rythmes propres des mouvements presque insensibles qui entraînent les civilisations, sortait en 1958 du cercle restreint des spécialistes, pour faire son entrée dans le territoire de l'homme cultivé.

Un spectateur non engagé

DEPUIS lors, les études sur l'habitat, le vêtement, la nourriture, la coutume, se sont multipliées et ont vu croître leur popularité. Le lecteur ne veut plus seulement connaître le fil des événements mais savoir comment ses ancêtres les ont vécus. Cette soif de connaissances tournées vers le concret, vous avez contribué à l'aiguiser. Et vous l'avez largement étanchée, grâce à tous vos ouvrages, qui se sont diffusés chacun à plusieurs dizaines de milliers d'exemplaires.

Vous soulignez ce que vous devez à Marx, à ses analyses sur les rapports de production et sur la lutte des classes. Pourtant, en dépit du succès que vous avez connu auprès des marxistes, vous n'avez jamais cédé à l'esprit de système ni aux excès idéologiques. L'économie n'explique pas tout ; le champ social la déborde largement. Vous utilisez les analyses de Marx mais savez vous en dégager pour construire pragmatiquement vos études. Vous attachez autant d'importance à l'influence des mentalités qu'à celles des infrastructures matérielles. Vous êtes généreux, sensible au sort des humbles ; mais vous êtes un spectateur non engagé, à la différence de Raymond Aron. Vous ne voulez être ni « de gauche » ni « de droite ».

Votre grande synthèse, parue en 1962, *l'Economie rurale et la Vie des campagnes dans l'Occident médiéval*, est à la fois un *aboutissement et une délivrance. De plus en* plus, vous allez vous tourner vers une histoire où s'affirmera le souci d'embrasser tous les registres de la vie des hommes.

Un mot me semble revenir plus qu'aucun autre sous votre plume ; un ordinateur confirmerait sans doute que c'est le mot *« tout »*. Une phrase suffit à expliquer pourquoi : *« L'histoire sociale, en fait, c'est toute l'histoire »*, avez-vous dit. L'histoire sociale n'est pas une tranche distincte : elle est le carrefour où se rencontrent toutes les histoires.

Dans votre domaine – quatre ou cinq siècles d'Occident, – votre éclectisme est boulimique, votre boulimie est méthodique. Rien n'échappe à votre regard ; vous investissez votre sujet dans sa globalité. Vous auriez pu n'être que l'historien du Mâconnais. Vous êtes devenu, par la force de vos synthèses, l'historien d'une civilisation. De livre en livre, vous avez rassemblé sous votre autorité tout le champ de la connaissance médiévale, avec la même patience que les Capétiens étendant leur pré carré.

Mais vous gardez le souci de la pédagogie. Vous savez mesurer l'espace de la synthèse *à la durée d'attention du public. Je* n'en veux pour preuve que le livre de poche où, dans la collection « Archives », vous présentez l'An 1000 – le moment, l'idée du moment qu'en ont les contemporains, et l'idée de cette idée que l'on s'en est faite par la suite.

Vous vous plaisez à ces histoires dans l'histoire. Pour la première fois, vous atteignez le grand public par une application exemplaire de votre histoire des mentalités.

Utilisation pertinente des textes, perspicacité du commentaire, remise en question des idées reçues, tout, dans ce petit ouvrage, stimule la réflexion. Selon votre habitude, vous concluez par un superbe raccourci : *« Ici, dans la nuit, dans cette indigence tragique et dans cette sauvagerie, commencent, pour des siècles, les victoires de la pensée d'Europe. »* Quelle différence entre la fin du premier millénaire et la fin du second ! Vous n'êtes pas seul à craindre que, dans l'abondance et le confort où nous sommes, ne commencent les défaites de notre civilisation. Et de plus en plus rares sont ceux qui attendent la lumière éternelle. L'espérance semble nous avoir quittés.

Dix années durant, monsieur, vous animez à Aix une « université d'été ». Elle réunit pendant trois semaines une quarantaine d'étudiants de tous les pays méditerranéens. Cette initiative avait l'ambition de contribuer à réduire les tensions entre Israéliens et Palestiniens, Syriens et Libanais, Grecs et Turcs. Toujours votre générosité – que j'allais qualifier d'incorrigible. Après le massacre d'athlètes israéliens à Munich, l'entreprise vous paraît impossible. Aujourd'hui, on ne l'imaginerait même plus.

Une nuit, le téléphone sonne. Le grand éditeur d'art Albert Skira vous mande à Genève. Il veut, non que vous écriviez une histoire de l'art de plus, mais que vous présentiez l'œuvre d'art médiévale dans la société qui l'a vue naître.

Ainsi alliez-vous montrer avec quelle profondeur vous savez regarder l'œuvre d'art. Vous vous placez dans la lignée du Malraux de *la Métamorphose des dieux*, auquel vous m'avez avoué que vous deviez beaucoup.

De cette collaboration avec Skira, naîtront trois œuvres en 1966 et 1967 : *Fondements d'un nouvel humanisme, l'Europe des cathédrales, Adolescence de la chrétienté occidentale.* Elles seront reprises plus tard, dans une forme plus accessible à toutes les bourses, sous le titre *le Temps des cathédrales.*

Mais, déjà, votre village est devenu trop petit. La ville vous appelle, monsieur, à gravir la quatrième marche de votre tribune.

Au Collège de France

VOUS avez dit, mieux que je ne saurais le faire, la dette, l'amitié, l'admiration qui vous unissaient à Fernand Braudel. Sans être son successeur direct, vous serez parmi nous son héritier.

En 1970, il vous attire au Collège de France ; mais il a l'habile modestie de s'effacer, pour que son parrainage, parfois contesté, ne vous nuise pas. Vous êtes élu à la chaire d'histoire non du Moyen Age, *mais des « sociétés médiévales »* – vous tenez à cette distinction.

Dans la même semaine, du 1er au 14 décembre 1970, trois éclatantes leçons inaugurales retentissent dans le Collège : celle de Raymond Aron, celle de Michel Foucault, la vôtre. Quelle consécration pour les sciences humaines, qui ont paru incarner l'esprit des années 60 ! Le Collège reste le temple de la culture innovatrice. Il mérite plus que jamais la définition qu'en donnait Renan : *« La science en train de se faire. »*

Du pied de la montagne Sainte-Victoire, vous passez au pied de la montagne Sainte-Geneviève. Non sans retourner souvent sous vos oliviers et dans vos pinèdes, où vous aimez les longues marches, nécessaires, dites-vous, à votre inspiration.

Il vous faut assister à votre cours.

Vous ne risquez aucunement la mésaventure bien connue d'un collègue du siècle dernier, dont les quelques auditeurs se raréfiaient au fur et à mesure de son cours, et qui, n'en apercevant finalement plus qu'un au haut des gradins, lui demande la permission de poursuivre encore un moment : *« Ne vous faites pas de souci,* lui répond cet auditeur persévérant, *je suis payé à l'heure, je suis votre cocher. »* L'affluence à votre cours rappelle plutôt celle qui se pressait pour entendre Bergson. Mais les temps ont changé : on ne voit plus les dames de la bonne société arriver au dernier moment pour prendre la place que leur valet de chambre a occupée longtemps à l'avance. Chacun, aujourd'hui, ne peut compter que sur soi-même.

Une heure avant le début du cours, la salle principale s'emplit. Ensuite, une salle voisine, reliée par circuit audiovisuel. Pour ceux qui n'arrivent qu'avec un quart d'heure d'avance, il ne reste plus de places que sur la moquette et jusque sur les marches de la chaire, qui sont prises d'assaut. A l'heure juste, vous faites votre entrée. La salle applaudit. Sur les genoux des auditeurs, *les stylos se mettent en marche. Les* magnétophones de poche aussi et l'on m'assure qu'ils servent à un « piratage » de vos cours au profit des universités de certains pays méditerranéens. Le maître parle. On l'écoute dans un silence absolu. Valéry, qui enseigna dans la même salle, gémissait : *« Une salle pleine d'on ne sait qui, c'est très fatigant. »* Mais vous n'avez l'air nullement fatigué. Certains, et surtout certaines, restent bouche bée, comme en extase.

Si fervents que soient vos auditeurs, c'est pourtant le prodige du petit écran qui seul permettra de multiplier soudain leur nombre par dix mille.

La maîtrise que vous avez affirmée dans les trois albums Skira est si éclatante que Roger Stéphane a l'idée d'en faire profiter la foule immense et secrète des téléspectateurs. Ce projet donnera lieu à une série, *le Temps des cathédrales.* C'est pour votre œuvre une nouvelle dimension. Vous indiquez les lieux, les monuments à filmer.

Vous improvisez votre commentaire, pour lui garder toute sa vie. Une fois retranscrit, il fournira, pratiquement sans retouche, une troisième version de la même œuvre, éditée sous un nouveau titre, *l'Europe au Moyen Age.* La projection de ces neuf films vous offre trois millions de fidèles. L'universitaire dont les travaux n'étaient connus que d'une élite fut, d'un seul coup, « médiatisé ». (Nous ne nous sommes pas encore prononcés sur la validité de ce mot, n'étant encore qu'à la lettre *J* ; vous arrivez largement à temps pour nous aider à trancher.)

Probablement la signification de votre message est-elle différente selon les types de public. Les érudits qui suivent votre séminaire attendent des voies nouvelles pour leurs recherches. Le public cultivé qui se presse au cours magistral attend un supplément suggestif de culture. Le vaste public qui vous a écouté à la télévision attend une perspective qui recule ses horizons. C'est là ce qui fait la force de votre œuvre. Tous y trouvent leur compte. Vous avez l'art de plaire aux amateurs sans décevoir les spécialistes.

Jeanne d'Arc ou la foi des campagnes

DANS ces années-là, l'histoire dite « nouvelle » a fait sa grande percée. Votre effort individuel à la fois est porté par la vague qui a conquis le grand public, et à son tour la pousse plus loin encore. A travers vous, c'est le prestige de la « nouvelle histoire » qui est reconnu.

La thèse ne vous avait pas épuisé. La « médiatisation » ne vous a pas gâché. Vous glissez, habile homme, entre les pièges.

A partir de 1973, année où vous publiez trois livres différents, *Guerriers et paysans, le Dimanche de Bouvines* et *les Procès de Jeanne d'Arc,* votre production semble s'accélérer. Comme si, après une longue maturation au soleil de la Provence, pendant laquelle vous n'aviez livré que quelques gros ouvrages, vous multipliez les angles d'attaque, pour cerner au plus près les sociétés médiévales.

Mme Duby a écrit avec vous – à moins que vous n'ayez écrit avec elle – une présentation des procès de Jeanne d'Arc : vos commentaires communs montrent bien comment – après la rationalisation du dogme poursuivie par les docteurs au treizième siècle – avec Jeanne, ose enfin s'exprimer la foi des campagnes ; c'est le peuple qui prend la parole.

Que doit cet ouvrage à Georges ? Que doit-il à Andrée ? Allons chercher dans votre plus récent ouvrage le chapitre que vous consacrez à la Pucelle : *« Dissipant la désespérance,* écrivez-vous, *le miracle avait renversé le cours des choses humaines, enclenché un mouvement de profondeur que le supplice ne parvint pas à contenir et qui, en quelques années, aboutit à libérer de l'occupant tout le royaume. »* C'est, sous votre seule signature, exactement la même pensée que celle que vous aviez signée à deux quinze ans plus tôt.

On chercherait en vain à vous dissocier, *ou de votre épouse, ou de vous-même. On* relève entre ces deux livres une absolue continuité. Cette continuité, on la retrouve dans la plupart de vos ouvrages. Vous estimez à juste titre qu'il vaut mieux se répéter que se contredire. Bergson disait qu'un philosophe digne de ce nom n'a jamais dit *qu'une seule chose. Pourquoi ne serait-ce* pas vrai aussi de l'historien, surtout lorsqu'il est fidèle à une même époque ? Et vous avez l'art, tout en utilisant la même grille, de renouveler chaque fois l'expression de vos thèmes.

Je me défends, monsieur, d'essayer de saisir où vous vous situez face au christianisme. Du moins n'êtes-vous pas du côté des « rationalistes », qui ricanent avec Voltaire sur le pucelage de Jeanne. Vous n'avez pas non plus la foi de votre mère, que vous qualifiez de *« religion mérovingienne »*. (Dans la bouche d'un médiéviste, ce mot ne saurait être péjoratif.) Vous ressentez en tout cas quelque chose qui s'approche de la foi et qui est le sens du sacré. Comment pourrait-on, d'ailleurs, comprendre le Moyen Age comme vous le faites sans participer à son obsession du divin ? Rechercher la compagnie des saints et des preux, sans être éclaboussé de lumière ?

L'histoire de l'histoire

LE *Dimanche de Bouvines*, ce fut d'abord l'histoire d'un mythe – le mythe fondateur de la France. Vous annexez à la grande histoire, l'histoire de l'histoire. Mais aussi, votre Bouvines, c'est le désir de réfuter une idée reçue : que la « nouvelle histoire » méprisait les événements et particulièrement les batailles. *Cette idée, vous aviez, il faut bien le reconnaître,* un peu contribué à la propager. Marignan 1515, l'a-t-on raillé, ce symbole ! En tout cas, si cette idée était courante avant cet ouvrage, après lui, elle ne pouvait plus être accréditée.

Vous faites la preuve que l'histoire de Marc Bloch, de Lucien Febvre et de Fernand Braudel – la vôtre – ne refuse pas les événements. Elle refuse seulement de s'y réduire. Et elle sait les approfondir.

Vous êtes d'ailleurs parfaitement conscient, comme l'était Braudel, des excès coupables auxquels on s'est livré dans l'enseignement secondaire, et même primaire, au nom de la « nouvelle histoire ». On y a commis, en singeant des recherches bonnes pour l'enseignement supérieur, l'erreur impardonnable de refuser aux jeunes de solides cadres chronologiques ; de même qu'on leur refuse souvent, par une absurde faiblesse qui se fait passer pour un respect de leur liberté, la chance d'encadrer leur propre vie par de solides principes.

Les années 70 sont aussi celles des *Histoires de la France rurale, de la France urbaine* et *de la vie privée,* dont vous assumez la direction en vous réservant la période médiévale. Vous insistez sur le fait que vous vous êtes contenté d'exécuter des commandes qu'on vous avait passées. On dirait que vous voulez vous faire pardonner d'avoir commis tous ces beaux livres. Le seul, avec votre thèse, que vous reconnaissez avoir voulu par vous-même est *les Trois Ordres ou l'imaginaire du féodalisme.* Vous y ouvrez la voie d'une étude comparée des schémas de pensée, à partir de l'idée, admise depuis Marc Bloch, que la société médiévale était divisée depuis le dixième siècle en trois ordres : prêtres, guerriers, paysans ; ceux qui prient, ceux qui se battent et ceux qui travaillent. Ces trois fonctions, chères à Georges Dumézil, sont déjà présentées, notamment par Adalbéron au début du onzième siècle, comme nécessaires et voulues par Dieu.

En fait, vous avez montré que, sous l'emprise de Cluny et du monachisme, la distinction opératoire au onzième et au douzième siècle était plutôt entre les moines, les clercs séculiers, et les laïcs, par ordre décroissant de pureté. Les trois ordres ne resurgiront qu'avec l'affermissement du pouvoir royal, à la fin du douzième siècle.

Cette *enquête minutieuse* vous a amené, non seulement à remettre en question les suggestions de Marc Bloch, mais à rejoindre le sillon creusé par Georges Dumézil. Vous montrez clairement que ce schéma idéologique mettait en jeu les rapports de forces entre les deux catégories dominantes – *les évêques cherchant à imposer aux* chevaliers la paix de Dieu – et servait à repousser la bourgeoisie hors de la noblesse, malgré son ascension matérielle.

l'Histoire de la vie privée, dont Philippe Ariès avait eu le premier l'idée, nous a prouvé que la démarche historique a beaucoup à nous apprendre sur nous-mêmes, en se penchant sur nos comportements intimes. Et lorsque vous avez publié *le Chevalier, la Femme et le Prêtre,* il n'était pas évident que votre méthode vous permettrait de dégager un enseignement aussi neuf : vous avez révélé à beaucoup d'entre nous que le mariage n'est devenu un sacrement de l'Eglise que très tardivement – après bien des péripéties morales, religieuses, sociales et même politiques, puisque la révolution féodale est, autant qu'un effet des transformations économiques, le fruit d'une mutation du système de parenté.

Guillaume le Maréchal est, jusqu'à présent, votre seule biographie. Vous possédez si bien désormais votre Moyen Age que vous pouvez l'incarner tout entier dans un visage.

Cet inconnu de l'histoire, célèbre en son temps et bien connu des Anglais d'aujourd'hui, est sorti grâce à vous du purgatoire de l'oubli français. Témoin exceptionnel de la société médiévale, par sa fidélité aux valeurs de la chevalerie, Guillaume est déjà, à son époque, une espèce en voie de disparition. Sur un témoignage du temps – celui d'un poète – vous nous donnez un témoignage d'aujourd'hui – le vôtre. Vous employez de plus en plus souvent la première personne, car vous cherchez moins à établir des faits ponctuels qu'à proposer une interprétation personnelle : *« Nul portrait si exact, si conforme au modèle,* écrivait Michelet, *que l'artiste n'y mette un peu de lui. »*

Dans ces derniers livres, vous dominez de si haut l'ensemble de votre documentation que, malgré les lacunes de vos sources, vous donnez le sentiment que la découverte de nouvelles archives ne nous apprendrait rien de plus.

Epoque de maîtrise. On vient vous voir, quelquefois de loin. Vous dialoguez, avec Lardreau par exemple, devant qui vous exposez la plénitude modeste d'un historien heureux.

Un nouveau défi

ET vous voilà maintenant parvenu, monsieur, à une cinquième étape. Votre élection à l'Académie suit de près votre accession à la présidence de la Société d'édition de programmes de télévision – dont on a fait, par calembour, un sigle, la SEPT – *et précède la publication* de votre volume, le premier, de cette vaste *Histoire de France* qui sera une histoire de l'Etat français.

On vous a promu défenseur, sur les étranges lucarnes, de la culture française, pour lutter contre l'envahissement de la vulgarité, de la médiocrité, de l'insignifiance. Cette responsabilité, vous l'avez acceptée comme un nouveau défi. Vous exercez un pouvoir. Ambition ? Peut-être, mais alors, ambition d'accomplir l'œuvre que vous devez aux autres. Cette ambition ne fait qu'un avec votre générosité foncière, votre volonté de partager les vraies richesses qui sont en vous.

Des esprits malicieux pourraient observer que, malgré votre application à préserver votre liberté, vous n'êtes pas de ceux qui se reposent sur leurs lauriers. Vous n'êtes vraiment pas fidèle à la tradition de la retraite précoce, que votre grand-père et votre père avaient instituée dans votre lignage – comme vous diriez. Y a-t-il un travail qui vous rebute ? Un livre d'histoire que vous ne préfaciez pas ? Un ouvrage collectif que vous ne dirigiez pas ? Une collection nouvelle *que vous ne lanciez pas ? Comment* préserver un espace de liberté pour lire, peindre, recevoir vos amis, mener une vie de culture et de loisir au sens noble de *l'otium latin* ?

Cela suppose en tout cas une faculté de concentration exceptionnelle. C'est ce que vous appelez plaisamment : *« une faible capacité de travail, trois heures par jour au maximum »*. En réalité, c'est au prix de cette concentration du temps consacré à l'écriture, qui est aussi une concentration sur vous-même ; c'est au prix encore d'une organisation redoutable, d'une vigilance à vous protéger des fâcheux, ces assassins de la création, que vous pouvez, comme vos ancêtres artisans, conserver une large disponibilité d'esprit et ne pas vous laisser absorber totalement par le travail. Heureux écrivain, qui ne travaillez jamais le soir, tandis que d'autres, qui voudraient bien en faire autant, ne peuvent travailler que le soir !

On dirait que tout doit être marqué du sceau quasi régalien de votre approbation. On aurait même envie de parler de mandarinat, et de trouver que, décidément, mai 68 est bien loin.

Vous ne dispensez pas les postes et les prébendes. Vous ne réglez pas les carrières. Mais voilà, vous êtes toujours volontaire pour servir le Moyen Age, et comme vous le servez bien, on vous désigne toujours. Il n'y a pas d'excuses à chercher à l'exercice de votre magistère. Souhaitons à notre pays beaucoup de mandarins comme vous.

Vous ne pouvez vous dérober au rôle directeur que l'on attend de vous. C'est ainsi que j'interprète votre dernier livre, le 1er tome de *l'Histoire de France.* Imposant, somptueusement illustré, c'est une somme sur cinq siècles. A l'économique, au social, au mental, à l'artistique, vous ajoutez une dimension supplémentaire : celle du politique. Plus rien ne vous échappe désormais.

On a présenté cet ouvrage comme un retour à l'histoire traditionnelle. Certes, le politique avait été, depuis un demi-siècle, négligé au profit du social, l'événement au profit de la structure. Pourtant, vous restez fidèle à votre approche : entrevoir ces temps lointains par les yeux des autres. C'est de l'histoire des mentalités appliquée au politique. La lumière est la même, si l'éclairage est différent. Vous réconciliez le grand public avec l'histoire universitaire. Et sur le sujet le plus unificateur qui soit : l'émergence de l'Etat dans la nation française.

(Lire la suite page 12.)

LA RÉCEPTION DE M. GEORGES DUBY A L'ACADÉMIE FRANÇAISE

Le discours du récipiendaire

(Suite de la page 9.)

Vers cet enfant je me tourne maintenant. Je veux l'écouter parler d'un univers devenu aujourd'hui fort étrange : la campagne française telle qu'elle était au début de ce siècle lorsqu'il y fit ses premiers pas. L'enfant ? Je devrais dire plutôt cet être parvenu aux lisières de l'adolescence, troublé déjà, pudique et cependant curieux de voir se préciser ce qu'il devine du monde inquiétant où il s'apprête à pénétrer. Dans l'œuvre de Marcel Arland, la part qui me touche au plus près, celle en tout cas qui m'enseigne est la première, les nouvelles écrites avant 1940, presque entièrement bâties sur les souvenirs du pays natal. Le narrateur me semble moins assuré lorsqu'il situe son récit dans la ville, ou parmi d'autres étendues de vallons, de coteaux, qu'il se plaisait à visiter mais où ne plongeaient pas ses racines. Alors que rien ne me distrait lorsque, plus pénétrant que l'ethnographe le plus perspicace, il décrit comment l'on vivait il y a quatre-vingts ans à Varennes et dans la contrée qui l'environne, austère, rugueuse et comme égarée aux frontières de quatre provinces : la Lorraine, la Champagne et les deux Bourgognes – le duché et la comté.

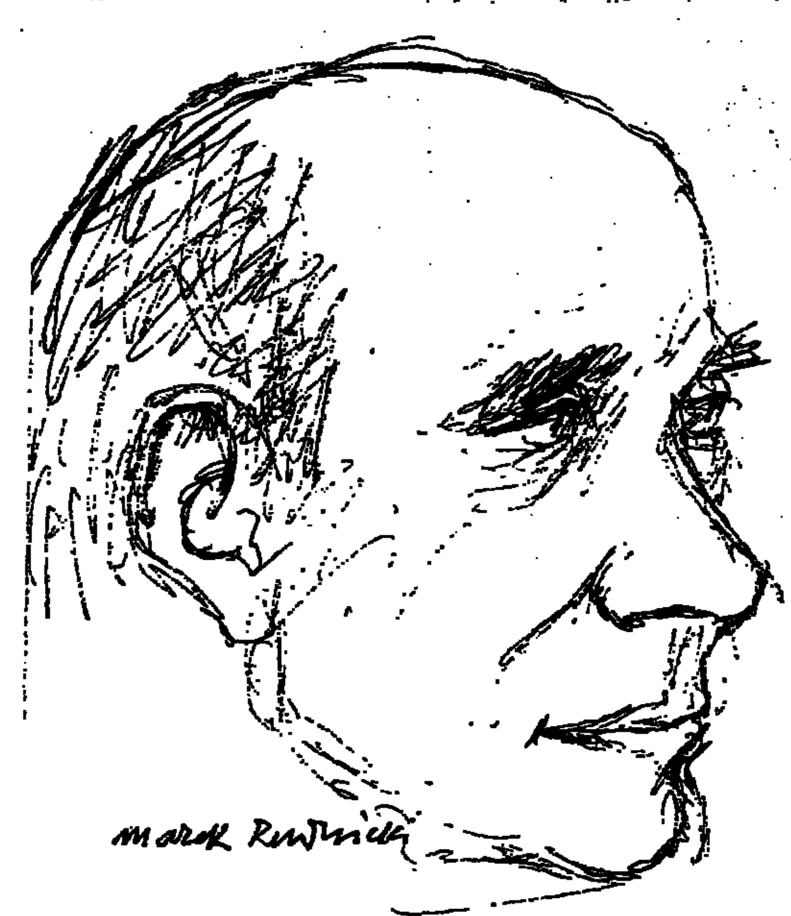
L'odeur du terroir

CETTE terre, il la possédait pour l'avoir à longueur de saisons contemplée, flairée, pénétrée, arpentée, seul à seule, ou bien dans la compagnie d'un complice, d'un «affidé» : *« Le sentiment de notre liberté, le bruit de nos pas sur la route, cet air vif, ces collines, cette odeur de fruit mûr ou d'herbe fraîchement coupée, c'en était assez*, dit-il, *pour me combler d'une joie silencieuse. »* Solitude, silence, indépendance. Et puis des haltes, des retraites, au «désert», en telle ou telle de ces cabanes si nombreuses, note-t-il, *« autour des villages, à croire qu'un jour ou l'autre, au cours des siècles, chaque lignée fut saisie du besoin ou de la folie de vivre seule »*. Les jeunes garçons, échappant en ces repaires au regard des adultes, s'amusaient à les imiter, fumant l'armoise, rougissant de découvrir parfois les traces de moins chastes visites que de plus âgés venaient de rendre à ces cachettes. Elles se disséminaient parmi les pâturages, dans la zone intermédiaire, celle du jeu et des initiations, séparant de l'espace ordonné, de l'aire des cultures, les confins broussailleux, les bois. *« Nous disions les bois ; la forêt, c'était un mot de livre ou de narration. »* Les enfants s'y risquaient, mais rarement et toujours prudemment, graves. Car *« on n'entre pas de plain-pied dans une forêt, on ne la conquiert pas, il faut se livrer à son ombre et à son silence, dans une sorte de sommeil, après quoi, éveillé, c'est une nouvelle vie »*. Brocéliande austrasienne, lieu de désir, des enchantements, des transmutations oniriques – me voici, par les reflets de cette enfance pourtant si proche, arraché d'un coup au temps présent, ramené à ces époques très anciennes dont par métier je scrute les vestiges, transporté dans le Moyen Age des romans courtois, au douzième siècle. Et de ce Moyen Age, j'ai conscience de ne pas sortir lorsque j'entends Marcel Arland parler des hommes, des femmes qui peuplaient ce terroir, admirable témoin d'un monde à tout jamais détruit et depuis si peu de temps : ces formes de relations sociales, je les ai moi-même connues à peine modifiées ; or elles paraissent aux jeunes gens d'aujourd'hui plus étonnantes qu'elle n'eussent paru, je l'affirme, aux contemporains de Saint Louis.

Les vivants et les morts

PRESQUE rien en effet n'avait bougé durant des générations. Depuis vingt ans, on parlait dans le canton du chemin de fer : il n'était pas venu. Tassée sur soi, une société craintive, hérissée, durcie par le dénuement, écartait les rares immigrés venus s'établir au village, ainsi que les « gens du bois », relégués sur les marges, hors de l'ordre, hors la loi, heureux de l'être, libertaires et farouches. Elle se dressait, arrogante, tout entière rassemblée, face aux communes d'alentour, lançant contre ces puissances extérieures les bandes de ses jeunes hommes, jolis cœurs, voleurs de filles, cherchant les coups dans les bals et dans les cafés. La ville n'était pas loin. Il fallait bien, pour gagner quelques sous, s'y rendre de temps à autre, mal à l'aise en vérité, pataud, méfiant. De la ville, en effet, venaient les sarcasmes. De la ville venait le danger, sous la forme de ces beaux parleurs aux poches pleines, politiques en tournée électorale, maquignons, montreurs de tours, tous les enjôleurs. Quant à la ville des villes, Paris, où tant de bons enfants du pays étaient allés se perdre, dissiper en « mauvaise compagnie », avec de « mauvaises femmes », l'argent, elle effrayait. Cependant, la communauté tenait ferme sous les menaces, solide, car elle était en vérité dédoublée, composée de deux parts étroitement conjointes, indissociables, de deux agglomérations homologues, celle des morts et celle des vivants. L'enclos du cimetière enfermait strictement, car il importait de la tenir serrée, une population exigeante, à qui l'autre, celle du village, rendait fidèlement visite, chaque dimanche, après Vêpres. *« Aucun lieu ne pouvait être plus propice à la rêverie d'un jeune enfant,* écrit Arland, *que ces deux cents tombes à quelques minutes de l'école et de la maison familiale. Je n'ai pas connu de ville qui m'ait paru plus diverse. »* Des rues, des sépultures alignées ; chacune *« avec sa terre, ses hôtes et sa loi, était une maison particulière ; elle paraissait une véritable demeure, celle d'où l'on vit éloigné pour vingt ou soixante ans, mais où il faudra bien qu'on rejoigne enfin la race et la coutume »*. Les maisons des vivants semblaient beaucoup plus fragiles.

Et pourtant depuis toujours, depuis Charlemagne, l'ordre social reposait sur leur rassemblement. En chacun de ces refuges, enveloppé dans l'enceinte de son jardin, soigneusement clos, un ménage se pelotonnait le soir autour du feu, sous la lampe, dans l'étroit cercle de lumière, réconforté par la proximité de ce lieu de mémoire, la « belle chambre », solennelle, ténébreuse, inhabitée, où survivaient silencieusement en leur effigie pompeuse les anciens de la lignée. Cette lignée, repliée, porte fermée, face aux autres lignées, comme le village l'était face aux autres villages, ne voulant surtout rien devoir à autrui, enfoncée dans le terroir par ses morts, s'agrippait encore plus étroitement à lui par son patrimoine : des portions de droits collectifs, les affouages, dans les bois communaux, de la terre surtout, soutien, substance du groupe de parenté qui n'en formait en fait que la passagère efflorescence, périssable et constamment reverdie. *« La terre, est-ce qu'on sait si on l'aime ? On n'a pas le temps de songer à autre chose. »* Le seul bien : pas d'argent ou presque. Et cette terre, avec le caveau de famille, conférant droit de cité, intégrant à la communauté villageoise. Chaque « propriétaire », le fût-il d'un lopin, regardant de très haut ceux qui, n'ayant à eux que leur corps, devaient pour vivre s'engager en sous-ordre dans une autre maison, et traitant comme des choses ces êtres qui n'étaient même pas nés, ces parias, les «gamins de l'Assistance». Etablie depuis dix siècles, une telle structure n'esquivait pas toutefois l'accident. De loin en loin, l'initiative incongrue, donc coupable, d'un individu bousculait les hiérarchies. Il arrivait que tel homme, telle femme ne se mariât pas dans son rang, parvînt à prendre conjoint plus haut que soi et se haussât ainsi d'un cran, parfois de deux : les alliances de cette sorte étaient réputées mésalliances. Il arrivait qu'un garçon aimât l'école outre



mesure, préférât le travail de l'esprit à celui des bras : si la famille, se saignant aux quatre veines, l'aidait à poursuivre, à sortir du lot, on la montrait du doigt. L'ambition ? Un péché. Ne la voyait-on pas communément punie ? Pour être *« allé aux classes »* comme on disait, combien de fils avaient tourné mal ? De combien d'autres, tournant trop bien, happés par le succès, arrachés à la souche, n'avait-on pas perdu la trace ?

Les rites de passage

QUAND Marcel Arland était enfant, de tels écarts devenaient moins rares. Mais l'armature protectrice n'avait toujours pas bronché. Ainsi se conservait l'usage des titres : on disait *« monsieur »* à l'instituteur, au médecin, détenteurs de ce pouvoir imposant que confère la connaissance ; à telle femme, on disait *« madame »*, *« parce qu'elle venait d'un bourg voisin où son père était greffier »*. Une assise fondamentale surtout demeurait en place, la succession de cérémonies scandant les étapes de la seule croissance qui ne fût pas suspecte, celle qui, par un mouvement aussi naturel que la rotation des labours à travers le terroir, transférait chacun de la condition d'enfant à celle de jeune, de la minorité à la majorité, et du monde des vivants au monde des morts. Il allait de soi que ce rituel fût imprégné de religion. *« Il y a Dieu, mon ami,* disait l'arrière-grand-mère, *d'abord et partout. Le reste... »* Mais justement, Dieu était si présent que, pas plus qu'à la terre, on n'avait le temps de penser beaucoup à lui. De toute évidence, l'Eglise était plus familière que l'école ; on s'y sentait mieux chez soi, et le maître peut-être inspirait-il plus de crainte respectueuse que le prêtre. Celui-ci tenait certes le premier rôle aux deux extrémités de la chaîne des rites de passage, lors de la première communion et lors des funérailles. Mais les mots qu'il prononçait comptaient-ils beaucoup plus en ces circonstances que le rassemblement de la parenté et du voisinage pour le repas ou pour la veillée ? Le profane en tout cas l'emportait nettement sur le sacré au cours des deux festivités marquant, à propos de la conscription et du mariage, le terme de la jeunesse. La première revenait accentuer chaque printemps les divisions maîtresses du corps social, soulignant d'une part la coupure entre les sexes, fixant d'autre part dans la population mâle l'âge de l'entrée parmi les adultes, isolant ceux qui, cette année-là, iraient se dénuder devant le conseil de révision. Ce tribunal, dont les jugements redoutables rabaissaient au niveau des femmes les garçons inaptes, se tenait au bourg. Il fallait donc s'éloigner de la maison, s'éloigner du village, comme pour se préparer à la rupture déchirante que serait dans quelques mois le départ pour la caserne. Au retour de l'épreuve, enrubannés, les conscrits revêtaient leur habit de fête ; après la messe, après les vêpres, ils retournaient au chef-lieu pour le bal, répit interrompant les affrontements coutumiers, brève assemblée de paix où chaque commune déléguait la fleur de sa jeunesse.

De l'étiquette de ce rite annuel, celle des noces différait peu. Même habit noir pour les hommes, la danse encore, mais cette fois autant pour les vieux que pour les jeunes, et le repas, fastueux, interminable, ici en position dominante. Toutefois, on mettait à célébrer les liturgies matrimoniales plus de gravité, et comme de l'inquiétude se discernait sous le couvert de la joie bruyante. Il ne s'agissait pas seulement en effet de fêter la transition, dans l'existence d'une femme, de l'état de fille à celle d'épouse, et l'acte supposé de sa défloration. Les paroles, prononcées publiquement devant le prêtre et devant la réunion nombreuse des parents, des amis, des voisins, par quoi cette femme était remise au pouvoir d'un homme afin que celui-ci la fécondât, scellaient en effet la fusion de deux patrimoines. L'équilibre de la société se trouvait ainsi mis en jeu. Sans doute, les chefs de famille, conscients d'agir au nom des morts, s'étaient-ils d'ordinaire entendus de longue date, sans doute la plupart des mariages s'annonçaient-ils au bal des conscrits ; à l'aube, en cariole, chacun des garçons de la classe était parti planter l'arbre de mai devant la demeure de celle que lui destinait sa parenté, publiant ainsi de licites accordailles. Il pouvait cependant advenir qu'une liaison librement nouée et jusqu'ici furtive fût de la sorte révélée et vînt contrecarrer la stratégie des lignages. Par cette fissure au sein des convenances, le désordre n'allait-il pas fuser ? Si dans les nouvelles de Marcel Arland on voit si souvent l'intrigue se resserrer autour de la solennité nuptiale, c'est que celle-ci ne remplissait pas toujours convenablement le rôle fondamental qui lui était assigné : juguler le trouble qui vient du sexe, c'est-à-dire des femmes, accommoder au mieux, dans l'ordre, les rapports entre deux camps affrontés, le féminin, le masculin.

La peur des femmes

A Varennes-sur-Amance, en 1910, comme à Montaillou en 1320, comme au douzième siècle autour de Chartres ou d'Amiens, les femmes entre elles, sorties de leur maison pour bavarder ensemble, lavant le linge ensemble, écossant ensemble des haricots, soignant ensemble les mourants, veillant ensemble les morts. Mais chacune, chez elle, rivalisant avec d'autres femmes, leur disputant le grand, l'immense pouvoir féminin sur l'intérieur de la demeure, sur le fertile, l'obscur, sur les enfants, sur l'homme. Les femmes apparemment servantes, affectant par leurs postures autour du feu, autour de la table, la soumission – en vérité, dominatrices. Qui, de la belle-mère ou de sa bru, tiendrait en bride le chef de maison, faux despote ? Et les hommes cédant le pas, s'évadant, partant retrouver ailleurs, à la chasse, au café, d'autres hommes, pour se raffermir en leur compagnie, surmonter avec eux à force de jactance ce sentiment, tapi dans le cœur des paysans de la Haute-Marne, comme il l'était dans celui des compagnons de Philippe Auguste, la peur des femmes.

Peur de leurs appas. L'été, lorsque s'entrouvraient un peu les corsages, lorsque des blancheurs s'entrevoyaient, tranchant sur le hâle du visage ou du cou, le sang des mâles s'échauffait. Brusque convoitise. Tremblement. Car ils avaient appris que ces désirables, toutes de vif-argent, volages, filent entre les mains, les doigts. Brûlant pourtant de les saisir. Certaines aisément prises, épouses délaissées, servantes, «bonnes à tout faire, à trop faire». Et toutes les autres pour cela soupçonnées de se laisser prendre aussi vite, de s'abandonner aux hommes du dehors, aux braconniers, trousseurs de jupons, aux bons vivants, toucheurs de bœufs, courtiers, menant leur chasse hors de leur commune, ou bien, plus dangereux que tous, aux jeunes gens de la grand ville, ne songeant, en vacances au château, qu'à se divertir. La peur n'était donc pas réduite au sein de l'ordre conjugal. Cette fille longtemps convoitée, qu'avait-elle fait avant d'être livrée, et de quelle perversion n'était-elle pas désormais capable ? La crainte qui rendait naguère le conscrit si gauche, portait maintenant à la brutalité le mari, inquiété par telle plaisanterie d'après boire. Obsession de l'adultère, obsession de la bâtardise en cette société d'héritiers. Le drame latent. Et dans les récits qu'édifia Marcel Arland sur ses plus lointains souvenirs, cette affirmation : l'amour parfait est impossible, le libre amour inévitablement et justement puni. Les premiers romanciers d'Occident, dont j'attends, dans le plus récent développement de mes recherches, qu'ils m'apprennent ce que fut à l'époque féodale la condition des femmes, ne disent pas autre chose. Saisissante continuité. Elle s'explique évidemment par les lois d'un genre littéraire. Mais elle tient aussi à la fermeté des structures qui, durant des siècles et jusqu'au début du nôtre, assurèrent la stabilité des relations sociales en ces campagnes où la personnalité de Marcel Arland s'est forgée. Que je m'applique à rappeler sa mémoire ou que je poursuive mon labeur de médiéviste, il me faut donc l'écouter attentivement parler des femmes de son village, de ses premières amies, de sa mère, il me faut l'observer lui-même parlant d'elles. A-t-il rien dit de plus profond, de plus émouvant, et qui fasse mieux connaître ce qu'il fut ? *« La femme,* répondit-il un jour à qui, indiscrètement, le questionnait, *elle m'a toujours été nécessaire : je lui demande de me sauver, je lui offre de la sauver. »* La morale, encore. Mais au plus profond, le désarroi, le souci de se garder, la résolution de vivre à part, librement. Même à l'Académie, vous l'avez bien vu, Messieurs.

Indépendance, rigueur, sensibilité

JE suis parti à l'aventure, sans beaucoup de munitions, hésitant entre les chemins, choisissant les moins périlleux, en quête de la vérité d'une existence abolie. Persuadé au départ de ne point atteindre mon but. Car ceux qui écrivent l'histoire ont dû, depuis peu, s'en convaincre : cette sorte de vérité est inaccessible. Il n'appartient pas à l'homme, aux pauvres ressources humaines, de saisir pleinement ce que fut l'événement passé – je ne parle pas des mouvements de profondeur, mais de l'événement, du simple événement. Comment parvenir alors à restituer, dans leur extrême et changeante complexité, tous les traits d'une personne qui se forma, se déforma au cours des années ? Je crois du moins avoir mis en évidence trois des qualités qui aidèrent Marcel Arland à traverser comme il l'a fait la vie. Je m'aperçois qu'elles devraient guider la conduite de l'historien. En premier lieu, la volonté d'indépendance à l'égard des tentations du succès, des préjugés, de cette insidieuse prison qu'érigent les idéologies dont chacun de nous reste inconsciemment captif. En second lieu, l'exigence de rigueur. L'histoire ne se fait pas sans obligations, sans loyauté à l'égard de l'information, de ces débris disloqués que nous décapons, que nous tentons d'articuler les uns aux autres, mais que nous ne sommes pas en droit de rectifier, d'infléchir, ni d'écarter. Il nous faut les maintenir fixes, à leur juste place, comme les supports infrangibles sur quoi nous tendons notre rêve. Je dis bien rêve. Comment, en effet, sans rêver, sans se laisser porter par l'imagination, l'historien pourrait-il réunir ces fragments épars, ravauder les haillons troués, effilochés de la mémoire. C'est ici que la troisième qualité devient indispensable, la sensibilité, dirai-je même la sensualité, qui seule aide l'historien à s'oublier, à s'extraire de son présent pour s'identifier aux témoins qu'il sollicite, pour considérer le monde par leurs yeux, établissant entre lui et ce qu'ils disent un rapport ambigu, éminemment sensuel, tel celui qu'Arland entretenait avec la peinture, une relation d'autant plus féconde que s'y mêle quelque passion. Ces trois qualités cependant ne sauraient suffire. Si l'historien entreprend de faire connaître à d'autres ce qu'il a cru découvrir, s'il veut avouer ses incertitudes, décrire les parcours hasardeux où il a souvent trébuché, il lui faut encore, car l'histoire est aussi, elle est je crois, surtout un art de bien dire, ce surplus, le don de la belle écriture, claire, simple, précise. A défaut d'atteindre à cette magie du verbe dont l'œuvre de Marcel Arland propose le délectable, l'inimitable exemple.

La réponse de M. Peyrefitte

(Suite de la page 11.)

Comment ne pas penser que votre réception en ce lieu vient s'inscrire dans cette logique ?

Dans *les Lieux de mémoire*, Marc Fumaroli écrit que la création de l'Académie avait fixé *« les rites de passage de la vocation littéraire à la reconnaissance d'utilité publique et à l'entrée dans une sorte de Panthéon national »*.

La formule vous va particulièrement bien. Vous voici, Monsieur, reconnu d'utilité publique.

L'Académie est le couronnement naturel de votre carrière. Exactement mille ans après que Hugues Capet fut élu roi de France, vous fûtes élu à l'Académie française : les historiens de demain retiendront peut-être ce nouveau clin d'œil du hasard, ou de la nécessité, en tout cas du destin.

Vous retrouverez ici plusieurs collègues du Collège de France ; ils avaient eux-mêmes mis leurs pas dans ceux d'une longue cohorte qui avait déjà uni les deux plus anciennes institutions où s'épanouit la culture de notre pays : le Collège, comme notre compagnie mais avec un siècle d'avance, a traversé, depuis l'ancienne monarchie, seize régimes constitutionnels, en attendant peut-être le dix-septième.

Cela ne signifie pas que le Collège soit une école préparatoire à l'Académie. Notre compagnie n'a jamais recherché les spécialistes, si éclatante que fût leur valeur scientifique. Quand elle doit choisir entre un savant et ce qu'on appelait au Grand Siècle un « honnête homme », elle préférera toujours l'honnête homme. Mais le savant qui est en même temps honnête homme, le savant qui surplombe sa spécialité, soucieux de large culture et de beau langage, n'est heureusement pas une espèce disparue. Vous en portez témoignage.

L'alchimie du verbe maîtrisé

DU pouvoir d'évocation que vous confèrent vos dons littéraires, nous venons encore d'avoir la preuve à l'instant, lorsque vous avez ressuscité parmi nous la figure de Marcel Arland.

Ce qui restera peut-être comme le plus précieux de ses talents, ce fut la recherche du talent des autres. Sa contribution au succès de la NRF et à la qualité des livres édités rue Sébastien-Bottin est à la fois immense et discrète. Presque secrète. Il acceptait de perdre son temps, à lire des masses de manuscrits sans valeur et à recevoir des jeunes gens mal dégrossis. Il les humait, comme une abeille hume le pollen. J'en connais au moins un, dont il fit publier dans une collection célèbre un essai écrit à vingt ans, et qui a noué alors avec lui des liens fidèles.

Ses dernières volontés prescrivaient que les honneurs funèbres lui fussent rendus dans l'intimité de sa campagne gâtinaise. De cette compagnie, nous n'étions donc que deux à lui faire escorte, parmi une vingtaine de proches ou de villageois. Sur les branches jaunissantes se posaient quelques oiseaux attardés. Ce grand anxieux s'endormait dans la douceur d'un jour inoubliable.

Que restera-t-il de son œuvre ? Il fut l'un des auteurs les plus achevés de notre siècle. Chez lui, la recherche de l'expression juste, l'économie de l'écriture étaient une façon d'apaiser son angoisse, de conjurer l'amère vision d'un monde sans espoir.

Vous avez rendu à Marcel Arland l'hommage du styliste que vous êtes, au styliste qu'il fut. Car, vous aussi, savez marier la force d'expression à la sobriété. Vous aussi, vous employez les mots dans leur mesure exacte et leur exacte pesanteur. Vous aussi, vous préférez l'intensité à la profusion.

N'est-ce pas là le secret que je cherchais ? N'est-ce pas là le fil d'Ariane que nous avons entrevu à chaque étape de votre itinéraire ? Si votre œuvre rayonne autant, si vous avez hissé à une telle hauteur les apports croisés des sciences humaines, si votre érudition, que vous partagez avec la communauté historienne, vous l'avez transfigurée, c'est que vous faites subir à votre savoir l'alchimie d'une exceptionnelle maîtrise du verbe.

Votre résurrection du passé est neuve, parce qu'elle se fait, chez vous, comme la création des personnages chez le romancier. Vous faites sentir, vous faites aimer les choses et les gens dont vous parlez. En vous, la connaissance devient poésie. Vous avez traité votre discipline comme un art – et par un art : l'usage talentueux de la langue française.

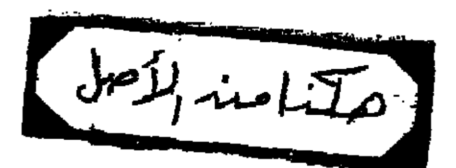
L'histoire universitaire avait déserté la littérature pour rejoindre la science. Votre principal mérite, c'est de l'avoir ramenée dans notre littérature, sans qu'elle perde rien de ce que la science lui a apporté.

En votre œuvre, le style est indissociable du travail de recherche. C'est beaucoup mieux qu'un art de la présentation des faits, de l'ordonnancement des idées, de la clarté des démonstrations. Par la magie des mots, savoureux, terrestres, charnels, par la cadence de vos périodes, vous recréez pour vos contemporains un monde aboli de références, de désirs, d'imaginations. Simultanément, vous nous montrez la distance qui nous sépare du Moyen Age pour nous éviter les pièges de l'anachronisme ; et vous nous faites remonter le temps, pour nous immerger dans une société dont les comportements et les mentalités nous apparaissent étonnamment familiers ; une société d'hommes et de femmes aussi vivants, aussi présents, que nous, qui sommes ici ensemble.

A un grand lecteur, qui sut être, dans plusieurs de ses livres, un grand écrivain, succède un grand professeur, sous lequel le public a vite senti percer un grand écrivain.

C'est l'écrivain, c'est l'artiste, c'est l'homme de communication, autant que le chercheur et l'érudit que nous accueillons aujourd'hui.

Dans notre auberge d'éphémère immortalité, soyez, Monsieur, le bienvenu.



MODE

Haute couture printemps-été

Et puis voici des fleurs

De quoi sera fait l'été 1988 ? De fleurs, de sucre et de chichis. Ainsi en ont, semble-t-il, décidé les couturiers qui présentaient cette semaine leurs collections dans les palaces parisiens.

Une chose est sûre : ils ne voyagent plus, ils jardinent. De boléro-coquelicots (Givenchy) en robes-tiges peintes de pavots sur zibeline blanche (Lanvin), on a cru comprendre que la belle saison relancerait la mode des garden-parties, des mariages à la campagne et de la vaisselle anglaise (voir les pouffements de coton fleuri, les guirlandes d'organza cloqué et les brassards-choux d'Ungaro).

Robes de faille plumes piquées de narcisses, manches « cornets », sacs-arrosoirs, boucles d'oreilles feuilles d'érable, jupes à pétales de taffetas, chapeaux-corbeilles chez Lanvin. De quoi rendre plus d'un *french lover* asthmatique. Le plus drôle, c'est que les grossistes en bijoux de la rue du Temple se sont déjà mis au parfum : dans les vitrines, on voit fleurir un peu partout des fleurettes à « clipper ». Car la couture de l'été 1988, c'est d'abord le détail couture : la basque-pétale, les boutons en forme de rose, le gant aux couleurs de dragées, la faveur aux tons de ciel florentin, la branche de lilas sur un piqué blanc, l'imprimé marguerite, le carré de mousseline pastel, et, en général, tout ce qui se fait de petit et de sweet. En jouant les Mimi Pinson de la mode, en papillonnant ici et là, la haute couture finit par dilapider son « capital rêve ». Ses chichis, on les retrouvera dans le prêt-à-porter comme autant de petits cris et d'accessoires destinés à nous faire sortir de l'habit noir des créateurs.

Isolée dans son époque, parfois totalement rétrograde ou mal informée (a-t-on jamais essayé de s'asseoir avec un pouf devant et un pouf derrière ?) elle se replie dans ses appartements particuliers telles ces vieilles dames qui ont peur de tout. Son vrai QG, c'est la technique. Admirable.

Là, on commence à rêver : soixante-dix heures de travail pour un boléro d'organza d'Ungaro (vendu il est vrai 100 000 F) et trois fois plus pour une robe « flamme » garnie de mouchoirs de soie, la crinoline en patchwork de taffetas vert de Balmain : *« Cette année, la collection est particulièrement élaborée. On n'a pas fait de rabais »*, explique Geneviève, première d'atelier flou, trente ans de maison rue François-Ier.

Il faut l'entendre parler « de la prise de corps », de « la pause des plissés », des drapés : *« On ne peut pas les faire visser. Il faut chercher sur le mannequin. Mettre une épingle. La retirer. Respecter le sens. Cela dure des jours et des jours. »* Là, on reprend son souffle. On a envie de regarder de plus près, d'admirer, tels des tableaux de tissu, les blouses en guipure blanche, les plastrons en organza volantés, les plis religieuse ou les tailleurs en toile de soie jaune paille à trou-trous de rubans mauves de Scherrer, inspirés cette année par Fragonard.


Modèle Christian Lacroix

C'est peut-être là, du côté de cet optimisme, qu'il faudrait chercher le véritable esprit couture. Chez Chanel, les mannequins ont défilé plus lentement que d'habitude au rythme des filles d'honneur. Inès n'a pas fait l'intéressante. Le ton semble plus juste, plus retenu aussi peut-être, à cause de l'élégante sobriété des tailleurs, juste soulignés par un galon de gros grain ou une série de boutons dorés ou encore par un jeu de transparence subtil : faux costume d'homme, blouse très Coco en mousseline de satin blanc. Il y avait moins d'éclats de rire et peut-être aussi moins de fraîcheur malgré l'abondance des robes à danser. La nouvelle longueur de *Karl Lagerfeld*, c'est au-dessous du genou.

Difficile en haute couture d'être moderne sans être triste, de faire du beau sans être anachronique. Certains y parviennent avec un prodigieux talent : Marc Bohan, de chez Dior, qui pince la taille de ses blazers et les féminise avec des blouses de mousseline blanche sans renoncer à l'élégance masculine de ses tailleurs. Cardin quand il oublie les frous-frous et sculpte ses vestes en imposant l'absurde comme une évidence. Saint-Laurent, qui joue si bien avec les désirs des femmes sans les provoquer, qui les emmène dans des pays neufs familiers, là où se trouvent les vraies envies de mode.

Christian Lacroix, lui, a reçu cette semaine le Dé d'or (décerné par un jury de journalistes). Il semble vouloir échapper à sa caricature, aux arlésianismes qui lui collent à la peau depuis son premier défilé, en juillet. Cette fois-ci, il n'y avait pas de thème. Des moments d'absence et de génie, des cartes de séjour et des sorties sublimes, l'humour, la dérision, mélange de couleurs, la joie de vivre que d'aucuns ont cherché à copier cette année... en jouant maladroitement aux garnisseurs.

LAURENCE BENAIM.

Entretien avec le styliste Slava Zaïtsev

L'élégance des Soviétiques

Après un séjour à New-York et à Munich, le styliste soviétique Slava Zaïtsev est venu à Paris, sur l'invitation de Mlle Carven, chez qui il a présenté ses modèles.

« Avez-vous toujours travaillé pour la haute couture ?

— Pendant trois ans, j'ai créé des vêtements de travail pour les ouvriers et les kolkhoziens. J'étais au service d'une usine de la région de Moscou et, au début, je trouvais cela amusant. Plus tard, j'ai pensé que c'était en fait une très bonne école pour garder les pieds sur terre. Puis, pendant seize ans, j'ai travaillé dans la confection avec un seul désir : voir mes modèles reproduits en un grand nombre d'exemplaires. Malheureusement, l'industrie du vêtement n'a jamais suivi, elle n'était pas prête à réaliser mes idées. J'ai alors quitté le prêt-à-porter pour la haute couture et je suis entré à la Maison de la mode *(Dom Moda)*. Depuis, j'habille peut-être un nombre restreint de personnes, mais je fais ce que je veux.

— Qu'est-ce que la Maison de la mode ?

— C'est avant tout une société expérimentale et gouvernementale dans le secteur tertiaire. Avec six cents salariés, tous fonctionnaires de l'Etat, nous devons fournir une production pour un montant de 2 millions de roubles par an, ce qui n'est pas un très gros chiffre. Notre intention était de créer des pièces uniques, sur commandes, pour des particuliers. Très vite, avec l'accord de mon ministère, j'ai fabriqué du prêt-à-porter de luxe, entre cinquante et cent exemplaires par modèle, vendu dans la boutique de la Maison de la mode.

» Aujourd'hui, nos clients sont Moscovites et étrangers. Pour ces derniers, les prix sont trois à quatre fois moins chers que le haut de gamme de leur pays.

» Ces dernières années nous assistons également à une renaissance de la mode masculine. 40 % de mes clients sont des hommes. C'est important, jusqu'à présent en matière d'élégance, l'homme était, chez nous, un facteur de pollution de l'environnement !

— Lorsqu'on est créateur de mode en Union soviétique, comment fait-on pour rechercher des tissus originaux ?

— Il n'y a pas de contacts entre les couturiers et les designers de tissu. Nous dépendons entièrement de l'industrie textile, nous arrivons très rarement à imposer notre point de vue. Je n'utilise donc que des matériaux existants. J'ai très peu de couleurs, de dessins, à ma disposition. Nous manquons également de tout ce qui est fourniture, boutons, fils...

— Et le marché noir ?

— On n'y trouve guère de tissu. La période que nous vivons est difficile, nous n'utilisons que des textiles soviétiques.

— Dans un tel contexte, quels sont vos projets d'avenir ?

— J'ai eu une offre du ministre de l'industrie légère pour diriger un grand centre de la mode, chargé de coordonner l'industrie du vêtement et ses activités annexes. Je suis dans l'expectative... Mais au fond, je pense accepter.

— Imaginons vos première initiatives ?

— Il faut d'abord s'assurer d'un approvisionnement suffisant et régulier en tissu, développer la création graphique, innover dans la couleur. Nous commençons à avoir une certaine expérience dans le domaine de la mode mais il nous manque le principal : la matière première. Vous pouvez avoir toutes les idées possibles mais sans les fondations, les étoffes, on ne peut rien créer. Pour l'instant, l'industrie du textile et celle du vêtement observent ce qui se passe. Mais elles seront bien obligées de suivre.

Propos recueillis par **BRIGITTE BOUHANA** et **YVES-MARC AJCHENBAUD.**

« Chanel », de Jean Leymarie

Le génie du hasard

« Je me demande pourquoi je me suis lancée dans ce métier. Pourquoi j'y ai fait figure de révolutionnaire. Ce ne fut pas pour créer ce qui me plaisait, mais bien pour démoder d'abord et avant tout, ce qui me déplaisait... » Ainsi s'est exprimée Mademoiselle Chanel. Et c'est vrai, si l'on en croit ses biographies, qu'elle est venue à la couture presque par hasard, elle qui, au hasard des voyages de son père, un colporteur, est née à Saumur et a passé son enfance pauvre à Issoire. Mais Gabrielle, qui n'était pas encore Chanel, n'était pas faite pour les destins obscurs.

Couverture blanche sur laquelle se détache une tête sculptée. Au dos, le simple sigle des deux « c » croisés. Un magnifique album, conçu et écrit par Jean Leymarie, retrace le parcours de la grande « Mademoiselle ». Pas seulement sa vie, sa carrière, mais ses amis, ses amies, les artistes qui l'ont admirée et auxquels, lucide et orgueilleusement modeste, elle ne voulait pas se comparer. Son entourage, son temps. Et le temps qui l'a précédée pour dire ce qu'il en était de la mode — la tradition et la révolution Poiret — quand elle est arrivée.

Quand elle est arrivée, elle a exactement répondu à ce que les femmes, et pas seulement celles qui s'habillent, attendaient. Elle a créé les femmes que nous sommes. Elle a voulu démoder ce qui ne lui plaisait pas et son style demeure indémodable, est devenu une sorte de symbole. Au point qu'un créateur au talent singulier comme Karl Lagerfeld peut faire vivre Chanel sans se trahir lui-même.

On retrouve dans la mise en pages de l'album, dans la haute qualité des textes, dans les illustrations, l'élégante simplicité de ce style. Bien sûr, le livre est un hommage, mais il ne se contente pas de louanger. Il montre avec discrétion, sans didactisme le pourquoi de cet hommage, le génie de Chanel. Ce n'est pas un livre de poche, il est précieux.

COLETTE GODARD.

★ Flammarion, 225 pages, 695 F.

MUSIQUES

Le 22e MIDEM à Cannes

Le show-biz horizon 1992

Le 22e Marché international du disque, de l'édition musicale et de la vidéomusique s'est terminé, vendredi 29 janvier, comme il avait commencé : avec un vent d'optimisme. Mais aussi une certaine inquiétude.

CANNES
de notre envoyé spécial

7 500 participants, 1 750 sociétés et 54 pays ont participé à Cannes au 22e MIDEM placé sous le signe du compact disque, bien sûr, mais aussi du compact disque vidéo qui bouleversera une fois de plus la scène musicale dans les cinq prochaines années. Sous le signe aussi d'une certaine reprise de l'industrie du disque (*le Monde* du 26 janvier) singulièrement aux Etats-Unis, en Grande-Bretagne, en Allemagne et en France, enfin du net redressement de la variété française et d'une offensive de celle-ci en Europe couronnée par les succès de Caroline Loeb, Vanessa Paradis, Rita Mitsouko, Desireless et Guesh Patti.

Réorganisée de fond en comble à la suite des dispositions de la loi Lang du 3 juillet 1985, armée de nouveaux droits, unie et solidaire à travers une série d'organisations nouvelles, d'un bureau de liaison, d'un fonds de création et de soutien, l'industrie musicale française s'est efforcée depuis deux ans de préfigurer l'avenir, de mettre tout en œuvre pour faire face aux mutations qui l'attendent encore.

La collaboration étroite de la SACEM au MIDEM, la force nouvelle des indépendants français réunis à Cannes dans un même stand sous la bannière de la société de perception des producteurs indépendants, la présence des toutes récentes associations de producteurs hexagonaux et des studios d'enregistrement était, à cet égard, significative.

Cannes était optimiste, mais la proche perspective du marché unique européen laissait, paradoxalement, l'horizon s'alourdir de nuages. Force en effet est de constater que jusqu'ici la construction européenne ne s'est pas traduite dans les faits par une amélioration des droits des créateurs. Ainsi, dans un domaine aussi sensible que celui de la copie privée, la Commission de Bruxelles va publier dans les prochains mois un rapport établi après bien des pressions, notamment britanniques, et qui dira en clair à chaque pays membre : *« Faites ce que vous voulez. »*

« Si l'on veut vraiment une Europe sans frontières, dit Patrice Fichet, délégué général du Syndicat national de l'édition phonographique, *l'harmonisation des législations en matière de droits d'auteur et droits voisins est nécessaire d'ici à 1992. »* Or la question des droits et de la protection des participants à la création artistique a été traitée, jusqu'à présent, à Bruxelles, dans un état d'esprit en totale contradiction avec la situation qui prévaut : des différences énormes entre les droits des Etats membres à quatre années d'une libre circulation sur le territoire européen. Jean-Loup Tournier, directeur général de la SACEM, doute d'une harmonisation : *« L'Europe de 1992,* affirme-t-il, *est celle des économistes et des juristes. Pas celle des créateurs. »*

CLAUDE FLÉOUTER.

Les trente-cinq ans de la firme Adès

La société Adès — l'une des rares firmes françaises à être totalement indépendante dans sa production comme dans sa distribution, a célébré au MIDEM son trente-cinquième anniversaire.

Dirigée par son fondateur, *Louis Adès, l'entreprise a gravé* de nombreux enregistrements de Dutilleux, de Messiaen, d'Auric, de Sauguet. Elle a été aussi la première, par une collaboration encore en vigueur avec Walt Disney, à éditer des livres pour enfants.

Cette firme a enfin élargi son département de distribution à d'autres catalogues comme ceux de Denon (dont l'enregistrement de la Symphonie n° 7 de Mahler dirigé par Eliahu Inbal), de Temporel (Guy Béart), de JMF (jazz) et d'EPM, label fondé par François Dacla, l'ancien PDG de RCA, et qui, en deux ans, s'est constitué un important catalogue de blues, de jazz, outre les rééditions et nouveaux enregistrements de Léo Ferré, Sapho et Karim Kacel.

THÉATRE

« Le Songe », de Strindberg, à Caen

Un rêve naturaliste

Strindberg disait de sa pièce, le Songe, *écrite entre 1901 et 1902, qu'il avait* « cherché à imiter la forme incohérente mais apparemment logique du rêve ».

Le Songe, de Strindberg, flotte dans une espace immatériel où règnent les maîtres de l'univers cependant qu'elle s'ancre dans les réalités les plus mornes, dont celle du combat sans merci de l'homme et de la femme. Constamment, les personnages réels et allégoriques se métamorphoses.

Pas de chronologie mais des bouffées d'enfance culpabilisée qui remontent comme des épaves à la surface d'une mer sombre où les naufragés de la condition humaine, sans espoir de salut, s'entre-déchirent sous le regard de dieux conçus par un esprit chagrin. Un rêve noir qui s'engage à partir d'une désastreuse chronique conjugale attisée par des querelles absurdes.

Rien de plus singulier que ces scènes de ménage mesquines, arrimant la pièce au médiocre quotidien d'une guerre d'usure, qui débouchent sur des évocations métaphysiques dans lesquelles Strindberg croise sans problème le crucifié et les divinités de l'Inde. Agnès, la fille céleste qui se soumet à l'épreuve de la terre et notamment d'un mari et d'un enfant, n'est-elle pas une rédemptrice elle aussi condamnée par ceux que Strindberg appelle « les honnêtes gens » ?

« Un rêve naturaliste », disait-il incidemment du *Songe*. C'est dans cet amalgame, bien sûr, que gît la difficulté de la représentation. A s'en tenir à ses notes sur le décor, il faudrait qu'une machinerie aussi puissante qu'agile transporte le spectateur de l'infini nuageux jusqu'au seuil d'un château qui pousse comme une plante, dans une chambre, devant l'entrée des artistes d'un théâtre, dans un bureau d'avocat, dans la grotte de Fingal, dans « l'enfer » d'une salle de rééducation physique, etc., pour en revenir au château de la première scène que dévore enfin l'incendie purificateur des turpitudes humaines.

Jean-Pierre Sarrazac, metteur en scène du *Songe* pour la Comédie de Caen, a choisi contre cette prolixité décorative, quasi wagnérienne, le parti de la nudité et de l'illusion en carton-pâte. On reste devant un lieu unique, une scène de théâtre dont les rideaux s'ouvrent au fond sur des fauteuils rouges où des mouettes et des albatros se substitueront un instant à des spectateurs en habit. Théâtre dans le théâtre donc avec simplement quelques « objets » nécessaires dont l'énigmatique porte au trèfle qui ne s'ouvrira, à la fin, que sur le vide (1).

Prendre d'assaut la terre

Cette économie ingénieuse a le mérite de désencombrer la pièce, de la rendre plus « lisible » en laissant la priorité au texte, ici la version française que Strindberg avait écrite lui-même, celle que Antonin Artaud avait tenté, en 1928, de faire jouer au Théâtre Alfred-Jarry malgré les huées de ses anciens compagnons du groupe surréaliste.

Mais pour décliner ce « rêve naturaliste » encore faut-il des comédiens assez riches d'expérience pour apporter à leurs personnages transitoires à la fois du réel et de l'imaginaire. Or Jean-Pierre Sarrazac a voulu confier des rôles à de jeunes gens venus des ateliers de formation et de recherche qu'il dirige lui-même à Caen ou parrainés par le Jeune Théâtre national.

Leur conviction, leur application ne suffisent pas à régler l'alternance ou le mélange de grâce et de pesanteur du *Songe*. Peut-être aussi l'interprétation de Véronique Widock en Agnès, fille du ciel, manque-t-elle d'ambiguïté puisqu'elle semble, dès le début, prendre d'assaut la terre.

JEAN-JACQUES LERRANT.

(1) Le décor a été conçu et réalisé par le peintre gauvin. Le *Songe* à la Comédie de Caen jusqu'au 3 février.

Spectacles

théâtre

▷ : *Ne sont pas jouées le mercredi.*
◇ : *Horaires irréguliers.*

SPECTACLES NOUVEAUX

RODOGUNE Nouveau Théâtre Mouffetard. 20 h 45.

LES BATISSEURS D'EMPIRE. Théâtre des Amandiers de Paris (43-36-42-17), 20 h 30, sam., 14 h 30.

DIALOGUE DANS LE MARÉCAGE. Théâtre Renaud-Barrault (42-56-60-70). Petite salle, 21 h, dim. 15 h.

VOLPONE OU LE RENARD. Cartoucherie de Vincennes. Epée de Bois (48-08-39-74), sam. à 20 h ; dim. à 15 h 30.

LE VALLON. Théâtre Renaud-Barrault. Grande Salle (42-56-60-70), 20 h 30 ; dim., 15 h.

LÉONIE EST EN AVANCE. Théâtre de la Nouvelle France (39-54-91-92), samedi à 21 h ; dim. à 17 h.

LE MISANTHROPE. Chaillot (47-27-81-15), 20 h 30 ; dim. 15 h.

TROIS SOUS POUR LES DESSOUS. Bouffons-Théâtre du XIXe (42-38-35-53), 20 h 30 ; dim. 15 h.

Les salles à Paris

AMANDIERS DE PARIS (43-66-42-17). Les Bâtisseurs d'empire : 14 h 30 et 20 h 30.

ANTOINE - SIMONE-BERRIAU (42-08-77-71). Les Cahiers tango : 17 h 30 et 21 h, dim. 15 h 30.

ARCANE (43-38-19-70). Le Vœu : 20 h 30, dim. 17 h.

ARLEQUIN (RESTAURANT-THÉATRE) (45-89-43-22). Jipi : 20 h 30.

ARTISTIC-ATHÉVAINS (48-06-36-02). Les Racines de la haine l'enfance d'Hitler : 20 h 30, dim. 16 h.

ATALANTE (46-06-11-90). Rosel, suivie de Douce Nuit : 20 h 30, dim. 17 h.

ATHÉNÉE-LOUIS JOUVET (47-42-67-27). Salle C. Bérard. Aglavaine et Sélysette : 20 h 30, mar. 18 h 30.

BATACLAN (47-00-30-12). Zouc : 20 h 45.

BOUFFONS-THÉATRE DU XIXe ASTELLE THÉATRE (42-38-35-53). Trois sous pour mes dessous : 20 h 30, dim. 15 h.

CARRÉ SILVIA MONFORT (45-31-28-34). Iphigénie : 20 h 30, dim. 16 h.

CARTOUCHERIE ATELIER DU CHAUDRON (43-28-97-04). Anomique II : 20 h 30.

CARTOUCHERIE EPÉE DE BOIS (48-08-39-74). Volpone ou le renard : 20 h, dim. 15 h 30.

CARTOUCHERIE THÉATRE DE LA TEMPÊTE (43-28-36-36). Salle I. La Vénus à la fourrure : 20 h 30, dim. (dernière) 16 h. Les Pragmatistes : 20 h 30, dim. (dernière) 16 h.

CARTOUCHERIE THÉATRE DU SOLEIL (43-74-24-08). L'Indiade ou l'Inde de leurs rêves : 18 h 30, dim. 15 h 30.

CHAPITEAU ANNIE-FRATELLINI (48-45-20-20). Femmes de cirque : 20 h 30, dim. 15 h 30.

CINQ DIAMANTS (45-80-51-31). L'Extraordinaire Monsieur Nicolas : 17 h et 20 h 45, dim. 16 h.

CITÉ INTERNATIONALE UNIVERSITAIRE (45-89-38-69). Grand Théâtre. Le Candidat : 20 h 30. La Galerie. La Dernière Bande : 20 h 30. La Resserre. Les Femmes dénaturées ou la rencontre imaginaire de Moll Flanders et Flora Tristan : 20 h 30.

COMÉDIE CAUMARTIN (47-42-43-41). Reviens dormir à l'Elysée : 21 h, dim. 15 h 30.

COMÉDIE DE PARIS (42-81-00-11). Bien dégagé autour des oreilles, s'il vous plaît ! : 19 h 30 et 21 h 30, dim. 15 h 30.

COMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (47-23-37-21). Mon Faust : 20 h 45, dim. 15 h 30.

COMÉDIE ITALIENNE (43-21-22-22). Casanova ou la Dissipation : 20 h 30, dim. 15 h 30.

COMÉDIE-FRANÇAISE (40-15-00-15). Salle Richelieu. Esther : 14 h, mar. 20 h 30. La Guerre de Troie n'aura pas lieu : 20 h 30, dim. 14 h.

DAUNOU (42-61-69-14). Monsieur Masure : 21 h, dim. 15 h 30.

DIX-HUIT THÉATRE (42-26-47-47). S.O.S. : 20 h 30, dim. (dernière) 16 h.

EDGAR (43-20-85-11). Les Babas-Cadres : 20 h 15. Nous on fait où on nous dit de faire : 23 h.

EDOUARD-VII SACHA GUITRY (47-42-57-49). Les Liaisons dangereuses : 18 h et 21 h, dim. 15 h 30.

ELDORADO (42-49-60-27). L'Auberge du cheval blanc : 15 h et 20 h 30, dim. (dernière) 15 h.

ESPACE ACTEUR (42-62-35-00). Le Jour de la limace : 20 h 30.

ESPACE KIRON (43-73-50-25). Au-delà du jardin : 21 h.

ESPACE MARAIS (42-71-10-19). Voie sans issue et, la Déchirure : 18 h 30.

ESSAION DE PARIS (42-78-46-42). Salle I. le Prince des rats : 21 h, dim. 17 h.

Samedi 30 - Dimanche 31

FONTAINE (48-74-74-40). Au secours, tout va bien ! : 18 h et 21 h 30.

GAITÉ-MONTPARNASSE (43-22-16-18). L'Eloignement : 18 h 30 et 21 h 30.

GALERIE 55-THE ENGLISH THEATRE OF PARIS (43-26-63-51). You 're good man Charlie Brown : 20 h 30.

GRAND HALL MONTORGUEIL (42-96-04-06). Crime et Châtiment : 20 h 30, dim. 18 h 30.

GUICHET MONTPARNASSE (43-27-88-61). Je cherche un être à envahir : 19 h. La Colombe + Aux abysses : 20 h 30.

GYMNASE MARIE-BELL (42-46-79-79). La Métamorphose : 21 h, dim. 15 h 30.

HUCHETTE (43-26-38-99). La Cantatrice chauve : 19 h 30. La Leçon : 20 h 30.

LA BRUYÈRE (48-74-76-99). Ce que voit Fox (Fall) : 21 h, dim. 15 h.

LE BEAUBOURGEOIS (42-72-08-51). Claude Véga : 22 h 30.

LE GRAND EDGAR (43-20-90-09). Jean Lapointe dans son nouveau spectacle Attendrire : 20 h 30, dim. 15 h.

LES DÉCHARGEURS (42-36-00-02). L'Etonnante Famille Bronté : 21 h, dim. 16 h 30.

LUCERNAIRE FORUM (45-44-57-34). Théâtre noir. Parlons-en comme d'un créateur à un autre : 20 h. Nous, Théo et Vincent Van Gogh : 21 h 15. Théâtre rouge. Le Petit Prince : 20 h. Veuve martiniquaise cherche catholique chauve : 21 h 15.

MADELEINE (42-65-07-09). Les Pieds dans l'eau : 18 h et 21 h, dim. 15 h 30.

MARAIS (42-78-03-53). En famille, on s'arrange toujours : 20 h 30.

MARIE STUART (45-08-17-80). Lise ou le premier : 20 h 30. Finie la comédie : 21 h 45.

MARIGNY (42-56-04-41). L'Homme de la Mancha : 17 h 30 et 21 h, dim. 15 h.

MARIGNY (PETIT) (42-25-20-74). La Menteuse : 18 h et 21 h, dim. 15 h.

MATHURINS (42-65-90-00). Monsieur Vénus ou le Rêve fou de Louis II de Bavière : 20 h 30.

MICHEL (42-65-35-02). La Chambre d'ami : 18 h 30 et 21 h 30, dim. 15 h 30.

MICHODIÈRE (42-66-26-94). Show André Lamy L'Ami Public N°1 : 18 h 30 et 21 h 30, dim. 15 h 30.

MOGADOR (42-85-28-80). Cabaret : 20 h 30, dim. 15 h.

MONTPARNASSE (43-22-77-74). Le Secret : 18 h et 21 h 15, dim. 15 h 30.

MOUFFETARD (43-31-11-99). Fra Sylvère : 20 h 45, dim. 15 h 30.

NOUVEAUTÉS (47-70-52-76). Une soirée pas comme les autres : 18 h 30 et 21 h 30, dim. 15 h 30.

ODÉON (COMÉDIE-FRANÇAISE) (43-25-70-32). Mort d'un commis voyageur : 20 h, dim. 14 h 30.

ODÉON (PETIT) (43-25-70-32). Et puis j'ai mis une cravate et je suis allé voir un psychiatre : 18 h 30.

ŒUVRE (48-74-42-52). Léopold le bien-aimé : 20 h 45, dim. 15 h.

PALAIS DES GLACES (46-07-49-93). Grande salle. La Madeleine Proust à Paris : 21 h, dim. 15 h.

PALAIS DES SPORTS (48-28-40-90). L'Affaire du courrier de Lyon : 15 h et 20 h 30, dim. 14 h et 18 h 30.

PALAIS ROYAL (42-97-59-81). L'Hurluberlu ou le Réactionnaire amoureux : 17 h 30 et 21 h, dim. 15 h.

PORTE SAINT-MARTIN (46-07-37-53). La Taupe : 18 h et 21 h, dim. 15 h 30.

POTINIÈRE (42-61-44-16). ▷ Dim. Madame de la Carlière : 17 h. Une passion dans le désert : 15 h.

RANELAGH (42-88-64-44). Quand j'avais cinq ans, je m'ai tué : 20 h 30, dim. 17 h.

ROSEAU-THÉATRE (42-71-30-20). Eléphant Man : 20 h 30, dim. 16 h 30.

SAINT-GEORGES (48-78-63-47). Drôle de couple : 18 h 30 et 21 h 30, dim. 15 h.

SENTIER DES HALLES (42-36-37-27). Divas sur canapé : 20 h 30.

STUDIO DES URSULINES (43-26-19-09). Haute Surveillance : 24 h.

THÉATRE 13 (45-88-16-30). Suzanna Andler : 20 h 45, dim. 15 h.

THÉATRE DE DIX HEURES (42-64-35-90). Flagrant Délire : 20 h 30.

THÉATRE DE L'EST PARISIEN (43-64-80-80). Le Fauteuil à bascule : 20 h 30, dim. 15 h.

THÉATRE DE L'OMBRE QUI ROULE (48-74-30-11). La Légende dorée : 21 h.

THÉATRE DE LA MAIN D'OR (48-05-67-89). Salle I. L'Etranger : 20 h 30, dim. 15 h. L'Ecume des jours : 22 h, dim. 17 h. Salle II. Les Bonnes : 20 h 30, dim. 15 h. ▷ Dim. Kes : 17 h.

THÉATRE DE PARIS (43-59-39-39). Le Pont des soupirs : 20 h 30, dim. 15 h 30.

THÉATRE MODERNE (43-59-39-39). Toute différente est la langouste : 21 h, dim. 15 h.

THÉATRE NATIONAL DE CHAILLOT (47-27-81-15). Grand Foyer. Onanisme avec troubles nerveux chez deux petites filles : 20 h 45, dim. 15 h 15. Grand Théâtre. Le Misanthrope : 20 h 30, dim. 15 h. Théâtre Gémier. Vêtir ceux qui sont nus : 20 h 30, dim. 15 h.

THÉATRE NATIONAL DE LA COLLINE (43-66-43-60). Le Public : 15 h et 20 h 30.

THÉATRE RENAUD-BARRAULT (42-56-60-70). Grande salle. Le Vallon : 20 h 30, dim. 15 h. Petite salle. Une heure avec : le Jardin de Tchékhov : 18 h 30. Dialogue dans le marécage : 21 h, dim. 15 h.

TINTAMARRE (48-87-33-82). La Timbale : 15 h 30. Arrivez les filles : 18 h 30. Bruno Coppens : 20 h. Plait it Again le spectacle qui rend fou : 21 h 30.

TOURTOUR (48-87-82-48). Peinture sur soi : 19 h. Profession imitateur ! Et en plus... : 20 h 30. J'aime Brecht : 22 h 30.

TRISTAN-BERNARD (45-22-08-40). Le Rebelle : 18 h et 21 h.

VARIÉTÉS (42-33-09-92). C'est encore mieux l'après-midi : 17 h 30 et 21 h, dim. 15 h.

ZÈBRE (43-57-51-55). Poèmes : 18 h 30. La maison accepte l'échec : 20 h 30.

cinéma

La cinémathèque

PALAIS DE CHAILLOT (47-04-24-24)

SAMEDI

Le Sixième Jour (1986), de Youssef Chahine, 15 h ; Big Boy (1967, v.o.s.t.f.), de Francis Ford Coppola, 17 h ; Tonight we raid Calais (1943, v.o.), de John Brahm, 19 h ; la Nuit est à nous, 21 h ; Zot Ka Fe Zouzou (1987), de Véronique Mucret, 21 h ; l'Heure de l'étoile (1985, v.o.), de Suzana Amaral, 21 h ; Horoscope favorable (1987), de Christine Ehm, 23 h ; Classified People (1987), de Yolande Zauberman, 23 h ; les Nouilles (1987), de Marilyn Canto, 2 h ; les Frères Mozart (1986, v.o.), de Suzanne Osten, 2 h ; Load Amie (1986), de Muriel Darnet Tourral, 4 h ; le Chant des sirènes (1987), de Patricia Rozema, 4 h.

DIMANCHE

Le Voyageur sans bagages (1943), de Jean Anouilh, 15 h ; Knock-out (1935, v.o.), de Carl Lamac et Hans H. Zerlett, 17 h ; Harlow, la blonde platine (1965, v.o.s.t.f.), de Gordon Douglas, 19 h ; le Bled (1929), de Jean Renoir, 21 h 15.

CENTRE GEORGES POMPIDOU (42-78-35-57)

SAMEDI

La fièvre monte à El Pao (1959), de Luis Bunuel, 15 h ; la Colline des potences (1959), de Delmer Daves, 17 h ; la Grande Génération (1986, v.o.s.t.f.), de Ferenc Andras, 19 h ; Moulin aux enfers (1987, v.o.s.t.f.), de Guyla Maar, 21 h 15.

DIMANCHE

Vampyr ou l'étrange aventure de David Gray (1935), de Carl-Theodor Dreyer, 15 h ; Europe 51 (1953, v.o.s.t.f.), de Roberto Rossellini, 17 h ; Coqueluche (1987, v.o.), de Peter Gardos, 19 h 15 ; le Dernier Manuscrit (1987, v.o.s.t.f.), de Karoly Makk, 21 h.

SALLE GARANCE, CENTRE GEORGES POMPIDOU (42-78-37-29)

SAMEDI

Trente ans de cinéma espagnol 1958-1988 : Matador (1986, v.o.), de Pedro Almodovar, 14 h 30 ; El Extrano Viaje (1964, v.o.), de Fernando Fernan Gomez, 17 h 30 ; Cria Cuervos (1976, v.o.), de Carlos Saura, 20 h 30.

DIMANCHE

Trente ans de cinéma espagnol 1958-1988 : Cousine, je t'aime (1980), de Fernando Trueba, 14 h 30 ; Habla mudita (1973, v.o.), de Manuel Gutierrez Aragon, 17 h 30 ; l'Esprit de la ruche (1973, v.o.), de Victor Erice, 20 h 30.

Les exclusivités

LES AILES DU DÉSIR (Fr.-All., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Bretagne, 6e (42-22-57-97) ; Saint-André-des-Arts I, 6e (43-26-48-18) ; Gaumont Colisée, 8e (43-59-29-46).

L'AMI DE MON AMIE (Fr.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34) ; Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14).

ANGE GARDIEN (Youg., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Reflet Logos I, 5e (43-54-42-34) ; Les Trois Balzac, 8e (45-61-10-60) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; L'Entrepôt, 14e (45-43-41-63) ; Trois Parnassiens, 14e (43-20-30-19) ; v.f. : UGC Opéra, 9e (45-74-95-40).

ANGEL HEART (*) (A., v.o.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).

AU REVOIR LES ENFANTS (Fr.-All.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Saint-Michel, 5e (43-26-79-17) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37).

L'AVENTURE INTÉRIEURE (A., v.o.) : Forum Arc-en-Ciel, 1er (42-97-53-74) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Convention Saint-Charles, 15e (45-79-33-00) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

LA BAMBA (A., v.f.) : Le Galaxie, 13e (45-80-18-03).

BARFLY (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

CANDY MOUNTAIN (Fr.-Can.-Suis., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00) ; Le Saint-Germain-des-Prés, 6e (42-22-87-23) ; Les Trois Balzac, 8e (45-61-10-60) ; La Bastille, 11e (43-54-07-76).

CAYENNE PALACE (Fr.) : UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94).

CHAMBRE AVEC VUE... (Brit., v.o.) : Le Triomphe, 8e (45-62-45-76).

COBRA VERDE (All., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; UGC Champs-Elysées, 8e (45-62-20-40) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Images, 18e (45-22-47-94).

CORDES ET DISCORDES (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

CREEPSHOW 2 (*) (A., v.f.) : Maxevilles, 9e (47-70-72-86).

CROCODILE DUNDEE (Austr., v.f.) : Pathé Français, 9e (47-70-33-88).

DANDIN (Fr.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27).

DE GUERRE LASSE (Fr.) : George V, 8e (45-62-41-46) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27).

LES DENTS DE LA MER 4, LA REVANCHE (A., v.o.) : UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : Maxevilles, 9e (47-70-72-86) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37).

DERNIER CRI (Fr.) : Studio 43, 9e (47-70-63-40).

LE DERNIER EMPEREUR (Brit.-It., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; La Pagode, 7e (47-05-12-15) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23) ; Max Linder Panorama, 9e (48-24-88-88) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Kinopanorama, 15e (43-06-50-50) ; Le Maillot, 17e (47-48-06-06) ; v.f. : Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

DIRTY DANCING (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; v.f. : Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06).

DRAGNET (A., v.o.) : UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : Hollywood Boulevard, 9e (47-70-10-41).

EL SUR (Esp., v.o.) : Latina, 4e (42-78-47-86) ; Studio de la Harpe, 5e (46-34-25-52).

FULL METAL JACKET (*) (A., v.o.) : Le Triomphe, 8e (45-62-45-76) ; v.f. : Miramar, 14e (43-20-89-52).

GARDENS OF STONE (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; v.f. : Pathé Français, 9e (47-70-33-88).

GÉNÉRATION PERDUE (A., v.o.) : Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; v.f. : Bretagne, 6e (42-22-57-97) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Convention Saint-Charles, 15e (45-79-33-00) ; Images, 18e (45-22-47-94).

LES FILMS NOUVEAUX

ACCORD PARFAIT. Film français d'Arsène Floquet : Studio 43, 9e (47-70-63-40).

L'ARBRE DU DÉSIR. Film soviétique de Tenguiz Abouladzé, v.o. : Cosmos, 6e (45-44-28-80) ; Le Triomphe, 8e (45-62-45-76).

AUX QUATRE COIN-COIN DU CANARD. Film français de Bernard Baissat : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

L'ILE AUX OISEAUX. Film français de Geoffroy Larcher : Latina, 4e (42-78-47-86) ; Saint-Germain Studio, 5e (46-33-63-20).

IN THIS OUR LIFE. Film américain de John Huston, v.o. : Action Christine, 6e (43-29-11-30).

LIAISON FATALE. (*) Film américain de Adrian Lyne, v.o. : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; La Bastille, 11e (43-54-07-76) ; Trois Parnassiens, 14e (43-20-30-19) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Le Galaxie, 13e (45-80-18-03) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Le Maillot, 17e (47-48-06-06) ; Pathé Wepler, 18e (45-22-46-01) ; Trois Secrétan, 19e (42-06-79-79) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

SAXO. Film français d'Ariel Zeitoun : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Images, 18e (45-22-47-94) ; Trois Secrétan, 19e (42-06-79-79) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

LES GENS DE DUBLIN (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; La Pagode, 7e (47-05-12-15) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Escurial, 13e (47-07-28-04) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Pathé Mayfair, 16e (45-25-27-06) ; v.f. : Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Le Maillot, 17e (47-48-06-06) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

LE GRAND CHEMIN (Fr.) : Forum Arc-en-Ciel, 1er (42-97-53-74) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Le Galaxie, 13e (45-80-18-03) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27).

HOPE AND GLORY (Brit., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23).

IL SEMBLE MORT ? (It., v.o.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).

LES INCORRUPTIBLES (A., v.o.) : UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; v.f. : Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31).

LES INNOCENTS (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50).

INTERVISTA (Fr.-It., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Publicis Saint-Germain, 6e (42-22-72-80) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Escurial, 13e (47-07-28-04) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (45-44-25-02).

LES KEUFS (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Maxevilles, 9e (47-70-72-86) ; Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

LES LUNETTES D'OR (It.-Fr., v.o.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).

MA VIE DE CHIEN (Su., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00) ; Racine Odéon, 6e (43-26-19-68) ; Gaumont Champs-Elysées, 8e (43-59-04-67) ; v.f. : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33).

LES MAITRES DE L'UNIVERS (A., v.f.) : George V, 8e (45-62-41-46).

MAURICE (Brit., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (45-44-25-02).

NEUF SEMAINES ET DEMIE (*) (A., v.o.) : Le Triomphe, 8e (45-62-45-76).

NOCES EN GALILÉE (Fr.-Bel.-palestinien, v.o.) : Saint-Germain Huchette, 5e (46-33-63-20).

LE NOM DE LA ROSE (Fr.-It.-All., v.o.) : George V, 8e (45-62-41-46) ; v.f. : Hollywood Boulevard, 9e (47-70-10-41).

NOYADE INTERDITE (Fr.) : George V, 8e (45-62-41-46) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

PACTE AVEC UN TUEUR (*) (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; v.f. : Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Fauvette Bis, 13e (43-31-60-74) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

LA PASSION BÉATRICE (*) (Fr.-It.) : Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14).

POKER (Fr.) : George V, 8e (45-62-41-46) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Trois Parnassiens, 14e (43-20-30-19).

PRICK UP YOUR EARS (*) (Brit, v.o.) : Saint-André-des-Arts I, 6e (43-26-48-18).

LE PROVISEUR (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

RENEGADE (It.-A., v.f.) : Hollywood Boulevard, 9e (47-70-10-41).

ROBOCOP (*) (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette Bis, 13e (43-31-60-74) ; Le Galaxie, 13e (45-80-18-03) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Convention Saint-Charles, 15e (45-79-33-00) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Le Maillot, 17e (47-48-06-06) ; Pathé Wepler, 18e (45-22-46-01) ; Trois Secrétan, 19e (42-06-79-79) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

SENS UNIQUE (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; v.f. : Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40).

SOIGNE TA DROITE (Fr.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Gaumont Colisée, 8e (43-59-29-46) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40).

SOUS LE SOLEIL DE SATAN (Fr.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).

TAMPOPO (Jap., v.o.) : Cluny Palace, 5e (43-54-07-76).

TOO MUCH ! (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40).

37°2 LE MATIN (*) (Fr.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).

UNE FEMME HONNÊTE (Chin., v.o.) : Cluny Palace, 5e (43-54-07-76).

LE VENTRE DE L'ARCHITECTE (Brit., v.o.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65) ; Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77) ; Denfert, 14e (43-21-41-01).

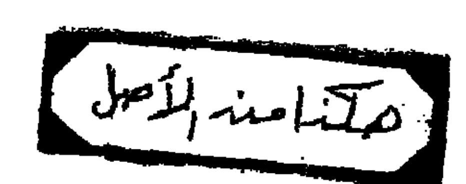
Y'A BON LES BLANCS (Fr.-Esp.) : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; Gaumont Colisée, 8e (43-59-29-46) ; La Bastille, 11e (43-54-07-76) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Images, 18e (45-22-47-94).

YAM DAABO, LE CHOIX (Burkina-Faso, v.o.) : Forum Arc-en-Ciel, 1er (42-97-53-74) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

YEELEN (malien, v.o.) : Forum Arc-en-Ciel, 1er (42-97-53-74) ; Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

LES YEUX NOIRS (It., v.o.) : Studio de la Harpe, 5e (46-34-25-52) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37).





Société

FAITS DIVERS

Aux Minguettes

Le calvaire d'une adolescente

LYON
de notre bureau régional

C'est à l'arrêt du 60, un soir de novembre, que tout a commencé. Elève dans un collège proche elle était attendue à sa descente du bus, au pied des tours de la Damaise, dans la ZUP des Minguettes à Vénissieux, par deux garçons, quatorze ou quinze ans, qui l'ont happée et entraînée de force dans un local à poubelles, à moins que ce ne soit dans un appartement squatté. Elle ne se souvient plus vraiment. C'était la première fois, le début du cauchemar. Il a duré deux mois.

A dix ou quinze reprises, le même manège s'est répété entre la mi-novembre et la mi-janvier. Et parfois, ils étaient quatre ou cinq, à peu près du même âge, à faire à peu près les mêmes gestes, à peu près les mêmes lieux. Elle ne s'y résigna jamais, mais elle n'en parla pas. La honte bien sûr, mais la peur aussi, la terreur plutôt. Plusieurs fois, ces séances s'étaient accompagnées de menaces, de gifles, de brûlures avec un briquet et même d'un coup de serpette.

Quand elle rentrait chez elle, il était tard, 20 heures, 21 heures, et, la dernière fois, 22 heures. Onze enfants à la maison, un père ancien harki, quinze ans d'armée, une mère très occupée mais qui s'inquiète, s'interroge, interroge. *« J'ai été collée par un prof... »*.

Et puis la mère découvre que les colles, ça n'existe plus au collège. Sa fille reste prostrée, hagarde, devant la télé, refuse de dîner. Elle invente une autre explication : *« Je suis allée me balader avec une copine au centre commercial de la Part-Dieu. »* La mère trouve la copine, seule personne mise dans la confidence, et elle apprend tout, ou presque.

A la section de la protection de l'enfance, de la Sûreté urbaine de Lyon, l'inspecteur principal qui enregistre la plainte, note des prénoms, des surnoms retenus par l'adolescente. En s'aidant des photos du fichier, il identifie les garçons. Le jour des interpellations, lundi 25 janvier, ils sont huit, de quatorze à seize ans. Un contrôle dans la rue permet d'en épingler trois d'un coup. La plupart habitent la ZUP, sont fils d'immigrés, délinquants, pas forcément primaires.

Trois de ces huit adolescents se trouvent être en cause dans une autre affaire. De viol aussi. La victime, treize ans et demi, en fugue d'un foyer, les a reconnus. Ce sont bien eux qui, dans la nuit du 12 au 13 janvier, l'ont violentée et laissée ligotée à un balcon avec du fil électrique.

Présentés à M. Georges Fenech, juge d'instruction à Lyon, les huits garçons ont été inculpés de viols sur mineure de moins de quinze ans avec pluralité d'auteurs, arme et violences. Ils ont tous été écroués dans le quartier des mineurs de la prison Saint-Joseph à Lyon.

ROBERT BELLERET.

JUSTICE

La scolarisation des enfants d'immigrés

Les bonnes intentions du maire de Montfermeil

M. Pierre Bernard, maire (div. droite) de Montfermeil (Seine-Saint-Denis, n'est certainement pas raciste. Pourtant, il comparaissait, jeudi 28 janvier, devant la 17e chambre correctionnelle de Paris pour répondre du délit prévu par l'article 187-1 du code pénal qui punit d'un emprisonnement de deux mois à deux ans et d'une amende de 3 000 F à 40 000 F *« tout dépositaire de l'autorité publique ou citoyen chargé d'un ministère de service public qui à raison de l'origine d'une personne, de son sexe, de ses mœurs, de son appartenance à une nation, une race ou une religion déterminée, lui aura refusé sciemment le bénéfice d'un droit auquel elle pouvait prétendre »*.

En octobre 1985, sur ordre du maire, les services de la municipalité avaient refusé aux familles étrangères l'inscription de leurs enfants dans les écoles de la commune et ceux-ci n'ont pu être normalement scolarisés qu'à partir du 6 décembre 1985. Lors d'une conférence de presse, le maire avait expliqué qu'il avait parfaitement conscience d'être dans l'illégalité mais entendait y rester tant que ne serait pas modifiée la politique d'immigration.

A l'audience, M. Bernard a repris les mêmes arguments pour justifier son attitude en soutenant que ce refus *« momentané »* était seulement destiné à *« alerter les pouvoirs publics »*. Constituée aux quatre cinquièmes de zones pavillonnaires, la ville de Montfermeil possède toutefois un îlot de 1 549 logements : la Cité des Bosquets occupée à 80 % par des familles étrangères et, parmi les six écoles certaines classes sont fréquentées uniquement par des enfants d'immigrés. Aussi, après avoir dénoncé les conditions de vie très particulières régnant dans la cité, *« où parfois trente personnes vivent dans un F 3? »*, M. Bernard a conclu : *« Montfermeil n'est plus une terre d'accueil. Comment voulez-vous intégrer 80 % de familles immigrées dans 20 % de familles françaises ? »*

En fait, les soucis de M. Bernard auraient aussi une origine politique. Avant son élection élu en 1983, la commune était gérée par une municipalité communiste, et le maire soupçonne le directeur de l'office de HLM de surcharger sa cité en immigrés *« pour venger son parti »*. Mais, en tout cas, il affirme être plein de bonnes intentions car son raisonnement était : *« Si je fais quelque chose qui choque, les autorités comprendront. »*

Le Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP), partie civile à l'origine des poursuites, a été choqué. Son conseil, Me Michel Jouet, n'a pas admis le comportement du maire. *« Comme je ne peux pas bien les accueillir, alors je les élimine : c'est une démarche effarante ! Nous sommes dans un cas où le pouvoir est brutalement utilisé dans un but de propagande politique. »* Le substitut du procureur de la République, M. Philippe Bilger, a été plus nuancé, faisant une distinction entre *« la logique politique »* et *« la morale juridique »*. Il a toutefois considéré que M. Bernard s'était *« trompé de terrain »* en violant les lois avant de déclarer aux juges : *« Entre l'angélisme et le réalisme politique, il existe une voie pour la justice : ce sera votre jugement. »*

De son côté, le défenseur de M. Bernard, Me Henri Savidan, n'a pu que reprendre les arguments de son client avant de dénoncer *« une gigantesque hypocrisie »* qui consiste à laiser les maires face au problème de l'immigration sans leur avoir donné la possibilité de le résoudre. Et, pour l'avocat, *« le maire de Montfermeil pose, bien ou mal, une question qui ne sera pas tranchée par votre jugement »*.

Décision le 25 février.

MAURICE PEYROT.

SCIENCES

Télécom 1-B est victime d'une panne survenue il y a deux ans

Les échecs des grandes aventures technologiques tiennent souvent à peu de chose. Ce fut le cas voici presque vingt ans pour la mission Apollo-13 que les Américains avaient envoyée vers la Lune et qui faillit tourner au drame à cause de la défaillance d'un interrupteur de 3 sous. C'est aujourd'hui le cas du satellite de télécommunications français Télécom 1-B, en panne depuis le 15 janvier, victime vraisemblablement d'un composant électronique de 200 francs à 300 francs. Une somme dérisoire comparée aux 700 millions de francs qu'il a fallu investir pour mettre Télécom 1-B en orbite — 400 millions de francs pour le satellite et 300 millions de francs pour son lancement — et qui sont aujourd'hui perdus.

Il y a, en effet, tout lieu de croire que Télécom 1-B a vécu. *« Nous avons un espoir infime de le récupérer »*, a déclaré, vendredi 29 janvier, M. Claude Goumy, directeur de la branche espace chez Matra. *« Certes,* a-t-il ajouté, *il est possible que les cycles thermiques auxquels le satellite va être soumis lors de la prochaine période d'éclipse qui aura lieu de la fin février au début du mois d'avril (1) permettent à certains composants électroniques de retrouver une santé et, partant, autorisent la remise en marche de l'engin... »* Peut-être. Mais le ton de M. Goumy n'était pas vraiment celui de la conviction.

Tout tient à un fil

Bien que toujours sous surveillance, Télécom 1-B fait donc déjà partie du passé. En témoigne l'activité des équipes qui se préparent à modifier ou à renforcer, sur le satellite qui le remplacera prochainement, certains des éléments suspects — une résistance et deux fils — à l'origine de la panne. La boîte noire qui les contient, le boîtier de régulation électronique (BRE), a, en effet, été démontée, le jeudi 28 janvier, sur le satellite Télécom 1-C que les équipes de la base guyanaise de Kourou préparaient pour son futur lancement par Ariane. Dès samedi, les techniciens et les ingénieurs de Matra procéderont sans délai aux modifications nécessaires afin que le tir de ce satellite, initialement prévu pour le 4 mars, puisse avoir lieu avant la mi-mars.

Les clients du satellite, en particulier les PTT et la défense, souhaitent retrouver le plus vite possible un système de télécommunications opérationnel, soit deux satellites en orbite dont un en secours. C'est pourquoi la mise en service rapide de Télécom 1-C permettrait de libérer Télécom 1-A de sa charge de travail, le laissant en attente, en cas de besoin. Cette mesure paraît d'autant plus nécessaire que, contrairement à Télécom 1-C, Télécom 1-A est équipé des mêmes composants électroniques que le satellite en panne.

Rien pour le moment ne permet de s'inquiéter. Mais on ne perd rien à être trop prudent, d'autant que l'on connaît maintenant clairement les origines de la panne qui a affecté Télécom 1-B. En fait, et c'est peut-être le plus étonnant, tout a commencé voici presque deux ans, le 21 février 1986. Ce jour-là, un composant électronique particulier — une diode de puissance — s'est détérioré à la suite des contraintes thermiques normales auxquelles il avait été soumis. *« Le grave dans cette affaire,* note M. André Hardy, chef de projet des satellites Télécom 2 chez Matra, *c'est que la panne n'a pas été franche »*, ce qui aurait permis, automatiquement, d'isoler l'installation défaillante et de passer sur le circuit de secours.

La diode récalcitrante a, en effet, plus ou moins fonctionné laissant au système de secours le soin de compenser ses faiblesses. Mais, ce dysfonctionnement a donné lieu dans la boîte noire (BRE) où sont installés ces dispositifs électroniques à des variations de température, non détectées à l'époque, qui ont été fatales avec le temps à certains autres éléments du circuit de secours aujourd'hui hors d'usage. Les scénarios, simulés dans les laboratoires de Vélizy et vérifiés par deux techniciens de la firme américaine TRW, avec laquelle Matra entretient des relations de longue date, ont permis de montrer qu'*« une résistance électrique ou un fil avait dû lâcher »*, privant le système de positionnement du satellite de son alimentation en énergie.

Aussi, les ingénieurs de Matra surveillent-ils aujourd'hui avec une attention particulière la moindre augmentation de température du BRE de Télécom 1-A qui traduirait le mauvais fonctionnement d'une des diodes de puissance. Il suffirait alors de couper le circuit défaillant pour que tout rentre dans l'ordre et que soient évitées ces variations de température (30 °C à 40 °C) néfaste au matériel. Rien de tel n'est à craindre avec le satellite que doit lancer Ariane. La diode incriminée a depuis longtemps été remplacée par un autre modèle dès qu'il est apparu aux responsables de certains programmes militaires de Matra que cette série de composants fabriqués par Thomson avait donné lieu à *« des alertes »*. Mais hélas ! les faiblesses de la diode n'ont été découvertes qu'en novembre 1985, soit six mois après la mise en orbite de Télécom-1-B, toutefois assez tôt pour intervenir sur le satellite de télédétection des ressources terrestres Spot. Une chance !

Reste que bien qu'il soit encore trop tôt pour rechercher les responsabilités de chacun, la pilule est amère pour Matra. Car l'industriel français va perdre les quelque 40 millions de francs que lui aurait rapportés la bonne marche en orbite de Télécom 1-B. Mais, il risque aussi, avec cette affaire, d'avoir les coudées moins franches pour négocier à la mi-février la vente de satellites de télécommunications aux Australiens, puis en avril celle de la future génération de satellites de l'organisation internationale Intelsat.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU.

(1) Période pendant laquelle le satellite ne « voit » pas le Soleil, ce qui empêche le chargement de ses batteries mais permet le refroidissement de ses structures.

Après l'assassinat d'un inspecteur à Toulon

Très vives réactions des syndicats de policiers

Les services de police judiciaire de Toulon ont lancé un avis de recherche pour tenter d'arrêter le meurtrier d'un de leurs collègues, l'inspecteur Michel Morandin, trente-cinq ans, tué délibérément d'une balle dans la tête dans le hall d'un hôtel de la ville (*le Monde* du 30 janvier). L'auteur de cet assassinat, qui a également blessé grièvement un autre policier, M. Claude Aizzi, toujours placé en réanimation à l'hôpital de Toulon, n'a pas été identifié formellement. Cependant les enquêteurs ont découvert, dans une chambre d'un immeuble du vieux Toulon où logeait ce malfaiteur, une photographie de cet homme âgé de vingt à vingt-cinq ans. Celle-ci a immédiatement été diffusée sur l'ensemble du territoire.

Cette fusillade de Toulon a provoqué de très nombreuses réaction, de l'ensemble des organisations syndicales de policiers. Ainsi la fédération FO de la police dénonce-t-elle *« la banalisation d'un si grave événement, ramené à la dimension d'un simple fait divers »*, après avoir remarqué que *« ce crime ne suscite aucun commentaire chez ceux qui ont pourtant démontré la rapidité de leurs réflexes lorsque se présente un prétexte pour faire le procès de la police »*.

Le Syndicat indépendant de la police nationale (SIPN) souhaite, dans un communiqué, *« le rétablissement de la peine de mort concernant les assassins de policiers »*. Le SIPN *« encourage les pouvoirs publics à poursuivre avec fermeté la lutte engagée contre toutes les formes de violence, seule façon de préserver les libertés publiques dans notre pays »*.

Pour sa part, le syndicat des corps en civil de la police nationale (CFE-CGC) *« demande aux diverses associations (SOS-Racisme, LICRA, MRAP...), aux partis politiques, aux élus locaux et nationaux qui avaient manifesté après la mort de Malik Oussekine et lors de la commémoration de celle-ci s'ils auront la même attitude pour dénoncer le meurtre odieux d'un policier victime du devoir, qui laisse deux orphelins »*.

De leur côté, le ministre de l'intérieur, M. Charles Pasqua, et le ministre délégué chargé de la sécurité, M. Robert Pandraud, ont exprimé vendredi *« le sentiment de répulsion que leur inspirent les conditions particulièrement odieuses de l'assassinat de l'inspecteur divisionnaire Michel Morandin, achevé à bout portant d'une balle dans la tête »*. Ils ont fait connaître leur *« détermination à mettre en œuvre tous les moyens pour que soit retrouvé rapidement l'auteur de cet assassinat »*.

EN BREF

● **Un gardien de la paix blessé à Paris.** — Un gardien de la paix a été sérieusement blessé au bras, vendredi après-midi 29 janvier à Paris, au cours d'une fusillade provoquée par des malfaiteurs qui venaient de commettre une attaque à main armée dans une bijouterie, 67, rue Madame. Surpris par une patrouille de police, les trois malfaiteurs ont ouvert le feu sur les deux policiers qui tentaient de les arrêter.

L'un des policiers, dont l'identité n'a pas été communiquée, devait être atteint au bras par deux projectiles. Pendant leur fuite, les trois hommes blessaient également grièvement un chauffeur de taxi qui avait tenté d'intervenir. Un des trois malfaiteurs devait être arrêté peu après et placé en garde à vue à la brigade de répression du banditisme, tandis que ses deux complices, d'origine italienne semble-t-il, réussissaient à s'enfuir.

● **Un policier inculpé d'homicide volontaire à Ajaccio.** — Un gardien de la paix, Roger Zani, quarante-cinq ans, affecté à la préfecture d'Ajaccio, a été arrêté et écroué jeudi soir 28 janvier, après avoir été inculpé d'homicide volontaire. Selon l'enquête conduite par la gendarmerie, le gardien de la paix aurait avoué avoir tué, le 31 août 1986, un ouvrier marocain, Abdallah Bakkas, trente-trois ans, avec lequel il avait un conflit à propos d'une prostituée, Annette Gady, trente-trois ans, dont les deux hommes, semble-t-il, se partageaient les faveurs.

Avec l'aide de la jeune femme, qui a été inculpée de complicité d'homicide volontaire, Roger Zani aurait attiré son rival dans un guet-apens, en forêt de Coti-Chiavari, au sud d'Ajaccio, et l'aurait abattu avec un fusil de chasse et achevé avec son arme de service avant d'enterrer le cadavre.

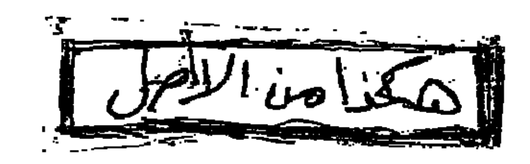
● **Naufrage d'un cargo chypriote au large des Açores : douze disparus.** — Les douze membres d'équipage d'un cargo battant pavillon chypriote, le *MV Rolandia*, ont été portés disparus le 29 janvier après que leur navire eut sombré par grosse mer à environ 650 kilomètres au large des Açores, ont annoncé les garde-côtes de Falmouth, Grande-Bretagne. Une importante opération de recherche aérienne et maritime avait été déclenchée en vain. Le *Rolandia*, jaugeant 3 000 tonneaux qui appartenait à une société ouest-allemande, transportait de l'aluminium du Texas à destination de Grangemouth, en Ecosse. — *(AFP.)*

● **Affaire des écoutes : M. Alain Clarhaut entendu par le juge d'instruction.** — M. Gilles Boulouque, juge d'instruction chargé du dossier des écoutes du Conseil supérieur de la magistrature (CSM), a entendu, jeudi 28 janvier, durant trois heures, M. Alain Clarhaut, l'un des trois « plombiers » interpellés dans l'immeuble de l'huissier du CSM, M. Yves Lutbert. Surnommé le *« Mozart des écoutes »*, M. Clarhaut est un technicien spécialisé dans la pose d'écoutes téléphoniques. Lors de son arrestation, en compagnie de deux anciens gendarmes, MM. Robert Montoya et Fabien Caldironi, il portait une mallette contenant l'équipement nécessaire à la pose d'une écoute, ainsi qu'un petit magnétophone de marque AIWA. Accompagné de Me Renée Dolla Vial, M. Clarhaut, qui est inculpé de *« tentative d'atteinte à l'intimité de la vie privée »* n'a fait aucune déclaration à sa sortie du cabinet du magistrat instructeur. Lundi 1er février, ce sera au tour de M. Montoya d'être interrogé par le juge.

● **Jean-Marc Rouillan et Georges Cipriani hospitalisés.** — Deux des dirigeants présumés d'Action directe, Jean-Marc Rouillan et Georges Cipriani, ont été hospitalisés après que, selon leur avocat, Me Bernard Ripert, leur état de santé fut devenu *« préoccupant »* en raison de la grève de la faim que les deux hommes observent depuis près de deux mois. Toujours selon Me Ripert et alors que ces informations n'étaient pas confirmées officiellement samedi matin 30 janvier, les deux autres militantes d'Action directe, Joëlle Aubron et Nathalie Ménigon, également en grève de la faim depuis deux mois, n'ont, elles, *« toujours pas été hospitalisées »*, bien que, précise leur avocat, leur état de santé soit précaire.

● **L'archevêché de Paris ouvre un centre d'accueil pour les malades du SIDA.** — Le diocèse de Paris ouvrira, en avril, un centre d'accueil et de soutien *« social, psychologique et spirituel »* aux malades du SIDA et à leurs familles. Une association, Tibériade, a été créée, dont le président est M. Hervé-Marie Catta, de la communauté charismatique de l'Emmanuel. Elle assurera le fonctionnement du centre, grâce à un budget constitué à 30 % par la Ville de Paris, 30 % par la région Ile-de-France et 40 % par l'archevêché. Trois salariés, tous de la communauté Emmanuel, et douze bénévoles seront chargés de l'accueil des malades.

● **Nouvelle inculpation pour Fouad Ali Saleh.** — Considéré comme le chef de l'un des deux réseaux terroristes impliqués dans les attentats meurtriers commis à Paris entre décembre 1985 et septembre 1986, attentats revendiqués par le CSPPA, Fouad Ali Saleh a été inculpé vendredi 29 janvier par M. Gilles Boulouque, juge d'instruction, chargé de ce dossier. Cette inculpation *« de tentative d'assassinat et de tentative de destruction ou détérioration volontaire d'un objet mobilier ou immobilier par l'effet d'une substance explosive ou incendiaire »* fait référence à un attentat manqué, le 3 février 1986, lorsqu'une bombe fut découverte à la tour Eiffel. Fouad Ali Saleh a déjà été inculpé pour six autres attentats ou tentatives d'attentats.



Sports

La préparation des XVes Jeux olympiques d'hiver

Calgary stocke sa neige

(Suite de la première page.)

Reste le plus important, le budget de fonctionnement des jeux. Les stratèges de Calgary se sont directement inspirés des leçons de marketing olympique magistralement données par Peter Ueberroth, président du comité organisateur des jeux d'été de Los Angeles, qui ont rapporté des bénéfices records de plus de 200 millions de dollars américains en 1984.

Frank King et son équipe avaient dès 1983 marqué un très bon point en obtenant – autre record – la somme de 267 millions de dollars américains (sur un contrat de 309 millions au total, le solde allant au Comité international olympique) de la chaîne américaine ABC, qui s'assurait ainsi l'exclusivité de la retransmission télévisée des Jeux vers les Etats-Unis.

Sur leur lancée, les organisateurs se sont montrés gourmands dans leurs négociations avec les multinationales et les grosses entreprises locales (les pétrolières en premier lieu). Les quelque deux cents commanditaires, fournisseurs officiels et autres détenteurs de permis, verseront 90 millions de dollars canadiens pour arborer bien haut le sigle des Jeux sur leurs produits. D'un bout à l'autre du pays, l'Association olympique canadienne n'a pas hésité à poursuivre devant les tribunaux (une cinquantaine de procès en cours) tous les commerçants qui avaient osé user sans payer du terme « olympique » dans leur raison sociale. Un zèle mercantile qui virait au harcèlement ridicule. Le ministre canadien des sports a dû y mettre un holà.

En tout état de cause, la vente des billets (un quart seulement des 1,8 million de tickets émis n'ont pas trouvé preneur jusqu'à présent) peut bien ne rapporter que la « modeste » somme de 45 millions de dollars canadiens, les organisateurs tablent sur des recettes totales de 554 millions de dollars et évaluent leurs dépenses à 522 millions. La différence : 32 millions de profits espérés, sans tenir compte des 79 millions de dollars déjà inclus dans les dépenses. Il s'agit de contributions au développement du sport qui seront ultérieurement partagées entre l'Association olympique canadienne et un organisme chargé du développement des installations de Calgary après les Jeux.

En somme, au vu de ce bilan provisoire, les Jeux de Calgary devraient rouler sur l'or. Seuls les caprices des cieux pourraient venir rappeler qu'il ne faut pas vendre la peau de l'ours canadien avant de l'avoir tué. « *Si vous n'aimez pas le temps qu'il fait, attendez cinq minutes* », ont coutume de dire en hiver les habitants de Calgary, habitués aux changements brusques de température qui peuvent faire bondir le mercure de 20 degrés en moins de quarante-huit heures, sous l'influence d'un vent chaud venu du Pacifique.

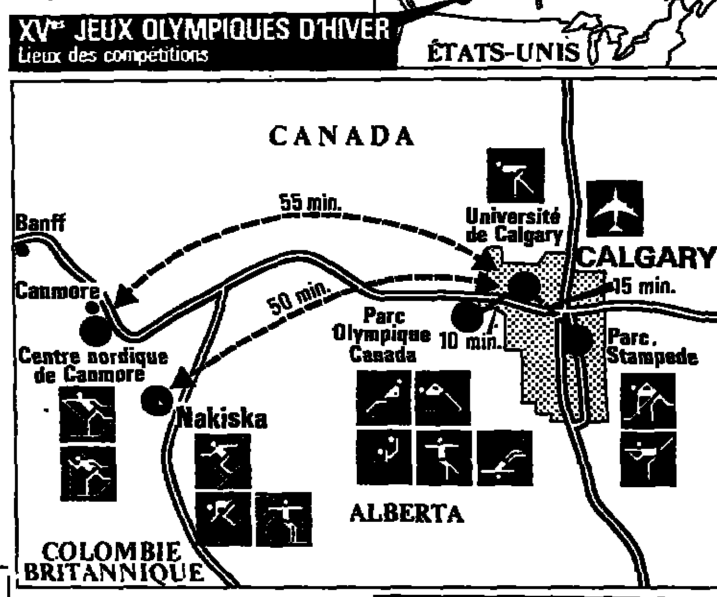
Pas de problèmes, tout est prévu, rétorquent les organisateurs. Les pistes de bobsleigh et de luge sont réfrigérées, l'anneau de vitesse et le stade Saddledome sont couverts. Pour les épreuves de saut à ski ou de ski alpin, on continue de produire et de « stocker » de la neige artificielle pendant qu'il fait froid. Seul le vent pourrait momentanément retarder ces compétitions.

Si par malheur la région de Calgary baigne, comme l'an passé, dans une douceur toute estivale à la mi-février, les organisateurs devront démontrer qu'ils sont bel et bien en mesure de créer un autre précédent : les premiers Jeux d'hiver « artificiels » de l'histoire de l'olympisme.

MARTINE JACOT.

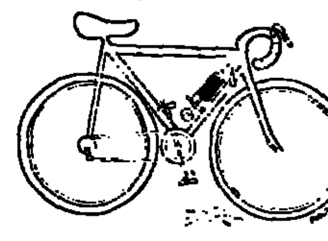


XVes JEUX OLYMPIQUES D'HIVER
Lieux des compétitions



L'Union cycliste internationale demande des sanctions contre Jeannie Longo

Les records du monde des 3 kilomètres, 5 kilomètres, 10 kilomètres, 20 kilomètres et de l'heure, établis par Jeannie Longo au mois de septembre 1987 à Colorado-Springs (Etats-Unis), ne seront pas homologués par l'Union cycliste internationale (UCI). Des traces d'un produit interdit – l'éphédrine – avaient été



décelées dans les urines de la championne française au cours d'un contrôle anti-dopage, le 12 septembre, après son record du 3 kilomètres. Devant les protestations de bonne foi de Jeannie Longo, la Fédération française de cyclisme (FFC) avait décidé, le 18 décembre, de passer l'éponge.

Le comité directeur de l'UCI a demandé, vendredi 29 janvier, à la FFC d'appliquer à la Grenobloise la sanction prévue en cas de première infraction, soit un mois de suspension ferme. Curieusement, selon M. Germain Simon, président de la FFC, la sanction pourrait être appliquée avec effet rétroactif à compter de la date du contrôle (du 13 septembre au 12 octobre 1987) de manière à ne pas empêcher Jeannie Longo de participer aux Six Jours de Paris. Cet arrangement conviendra-t-il à la championne cycliste qui, « *profondément choquée* » par la décision de l'UCI, a maintenu son intention de « *refuser toute sanction* » ?

● **ATHLÉTISME : record du monde du 50 yards.** – Le Canadien Ben Johnson a réalisé, vendredi 29 janvier à Toronto, la meilleure performance mondiale sur 50 yards en 5 s 15/100e, améliorant de cinq centièmes son précédent record établi il y a quinze jours.

● **BOXE : Jacquot champion d'Europe des super-welters.** – Le Français René Jacquot, vingt-sept ans, est devenu champion d'Europe des super-welters, vendredi 29 janvier à Rimini, en battant l'Italien Luigi Minchillo par arrêt de l'arbitre à l'appel de la quatrième reprise.

● **TENNIS : tournoi de Mulhouse.** – Yannick Noah a été éliminé dès son entrée en lice, vendredi 29 janvier, en quarts de finale du tournoi de Mulhouse par le dix-septième joueur français Philippe Pech (7-6, 6-3).

● **RECTIFICATIF.** – Dans notre information sur la décision de la Fédération internationale de tennis de ne plus désigner d'office des joueurs pour les épreuves organisées en Afrique du Sud (*le Monde* du 29 janvier), il fallait lire : « *Désormais, aucun joueur ne se verra obligé* (et non pas interdire) *d'aller disputer un tournoi dans ce pays.* »

ENVIRONNEMENT

« Amoco-Cadiz »

Les Britanniques mieux indemnisés que les Bretons

Les Bretons n'en reviennent pas : alors que le tribunal de Chicago leur a parcimonieusement accordé 93 millions de francs en dédommagement de la marée noire provoquée en 1978 par l'*Amoco-Cadiz*, voici que la cour d'appel de Rennes, le 27 janvier, vient d'attribuer 30 millions de francs aux Britanniques... pour une pollution qui ne les a pas atteints !

Au lieu d'attaquer la société Amoco chez elle, à Chicago, les Britanniques ont assigné la compagnie pétrolière devant le tribunal de commerce de Brest, en 1981, en réclamant 18 millions de francs pour compenser les moyens de prévention mis en œuvre le long de leurs côtes après le naufrage. Ils savaient que la compagnie américaine avait, dès 1978, constitué, auprès du tribunal de commerce de Brest, un fonds de limitation de responsabilité de 77 millions de francs, équivalant à la valeur du bateau et de la cargaison.

Renvoyée à la suite d'un sursis à statuer, en 1984, l'affaire a été portée, en 1985, devant la cour d'appel de Rennes, qui accordait un peu plus de 10 millions de francs aux Britanniques. Mais, comme le fonds de responsabilité avait triplé en dix ans, les plaignants ont finalement touché 30 millions, soit beaucoup plus qu'ils ne réclamaient... – *(Corresp.)*

MÉDECINE

● **Selon une étude britannique, l'aspirine n'aurait pas d'effets bénéfiques sur le cœur.** – Une nouvelle étude épidémiologique menée durant six mois en Grande-Bretagne sur les effets bénéfiques de l'aspirine dans les préventions des accidents cardio-vasculaires vient contredire les conclusions de l'étude américaine récemment publiée dans le *New England Journal of Medicine* (*le Monde* du 29 janvier). Les résultats de cette étude sont publiés dans le dernier numéro du *British Medical Journal*. Le travail britannique a concerné 5 139 médecins pendant six ans. Sur les 3 429 qui ont consommé quotidiennement de l'aspirine, 148 sont décédés d'une crise cardiaque. Dans l'autre groupe (1 710 médecins) 79 ont été victimes d'un accident cardiaque mortel, ce qui donne un taux comparable d'environ 4 % d'infarctus dans les deux cas.

● **PRÉCISION.** – Les travaux sur le transfert d'embryons de chevaux dont nous avons fait état dans ces colonnes (*le Monde* du 30 janvier) sont actuellement menés à la station INRA de Nouzilly (Indre-et-Loire) par MM. Eric Palmer (responsable des recherches cheval) et Daniel Lagneaux, tous deux chercheurs des Haras nationaux détachés à l'Institut national de la recherche agronomique).

Communication

Sur Antenne 2

Le retour de Claude Sérillon

Ceux qui regrettaient l'éclipse, il y a huit mois, du « *meilleur présentateur de journal télévisé* » (qualifié ainsi par les 7 d'or de 1986) peuvent se réjouir. Sérillon revient ! « *Attention ! ce n'est pas un retour en triomphe*, avertit l'intéressé qui reçoit ses visiteurs dans les couloirs d'Antenne 2 puisqu'il n'a plus de bureau depuis son remplacement au journal de 20 heures. *C'est plutôt un pis-aller, en espérant pouvoir revenir un jour à ma passion : l'information.* »

En attendant, Claude Sérillon accepte tout ce qu'on lui propose, et notamment le « Téléthon », au succès duquel il a contribué et qui lui a valu les félicitations du PDG de la chaîne, M. Claude Contamine. Ce qui peut expliquer l'entrebâillement de sa porte de placard.

D'abord, il remplacera son ami – débordé – Bernard Rapp, chaque jeudi à partir du 4 février, pour présenter le magazine d'actualités « Edition spéciale ». Ensuite, il animera, avec le même Bernard Rapp et Paul Amar les deux soirées de l'élection présidentielle. Sans oublier « Les Dossiers de l'écran », qu'il continuera à présenter tous les deux mois environ à la demande d'Alain Jérôme. Enfin, il a été choisi par Maurice Rheims pour animer avec lui un nouveau magazine d'art, « Haute curiosité », qui débutera sur Antenne 2 le dimanche 31 janvier à 21 h 50.

La périodicité – trimestrielle ou mensuelle – ou même la survie de cette émission dépendra de son succès auprès du public et des responsables de la chaîne. Axée sur la curiosité et sur l'actualité artistique, et proposée par un fin connaisseur, Maurice Rheims, ancien commissaire-priseur, sa fille Nathalie et Léo Scheer (de l'agence Publicis), elle tentera de mettre l'art à la portée du grand public. « *Je suis l'homme des coulisses, du demi-monde de l'art*, confie l'académicien, *et je veux éveiller la curiosité du public en montrant l'actualité artistique comme une série de faits divers extraordinaires et amusants.* »

Que fait Claude Sérillon, l'une des bêtes noires de la droite, dans ce petit monde huppé de l'art ? « *Je l'ai choisi pour son professionnalisme*, répond Maurice Rheims, *car c'est un homme de spectacle. La conjugaison de nos deux esprits si différents peut être fructueuse. Il sera mon complice sur le plateau, jouant au faux naïf, lorsque nous aborderons, par exemple, le fétichisme qui entoure la vente des vêtements ayant appartenu à Marilyn Monroe ou à Maria Callas...* »

Claude Sérillon avoue, pour sa part, être « intrigué par un monde » qu'il ne connaît pas. Curieux de tout, il vient de profiter de ses loisirs forcés pour publier un livre, *De quoi je me mêle* (1), dans lequel il mène une longue réflexion sur le monde qui l'entoure. Un leitmotiv traverse cette conversation à bâtons rompus avec le lecteur : la montée parallèle du « chacun pour soi » et du pouvoir exhibitionniste de l'argent. Quant à lui, il plaide en faveur de l'engagement et des convictions fortes.

Ce livre n'est pas un règlement de compte, bien que le milieu de la télévision n'échappe pas à sa plume acérée. « *Je n'aime pas faire la morale*, dit-il. *J'ai simplement voulu mêler ce que j'ai vécu avec mes réflexions personnelles.* »

Claude Sérillon a-t-il tenté de changer de chaîne ? « *J'ai été fortement sollicité par TF 1*, reconnaît-il, *notamment par Pascale Breugnot, qui voulait que je prenne le relais de Michel Polac, mais je n'ai pas l'âme d'un polémiste, et puis je reste sentimentalement attaché à Antenne 2 ! Je suis persuadé qu'elle peut redevenir une chaîne de grande qualité et de grande audience. On aurait pu faire l'économie des crispations politiques – on ne m'a jamais rien reproché sur le plan professionnel, – et maintenant il faudra mener une grande opération-vérité sur Antenne 2 pour retrouver notre crédibilité.* »

Le fait que Claude Sérillon présentera les soirées électorales en est un signe encourageant.

ALAIN WOODROW.

(1) *De quoi je me mêle ?*, Claude Sérillon, éditions Balland, 217 p., 89 F.

La Journée nationale de la presse écrite

Les Français lisent de moins en moins de journaux

L'objectif de la première Journée nationale de la presse écrite, organisée vendredi 29 janvier dans toute la France à l'initiative du ministère de la culture et de la communication, et avec la collaboration de la Fédération de la presse, était de convaincre les Français de lire d'avantage de journaux, en sensibilisant le grand public sur le rôle essentiel de la presse écrite dans une démocratie.

Rencontres, débats, affiches, éditoriaux, émissions de télévision, visites guidées de rédactions et d'imprimeries : la « fête » de la presse, souhaitée par M. François Léotard, s'est déroulée dans trente-deux villes.

Pour le ministre de la culture, qui participait à un débat au Musée d'Orsay, « *la presse est moins malade qu'on veut bien le dire* », même s'il a déploré « *la faiblesse de la capitalisation des groupes de communication français qui vont devoir affronter le marché unique en 1992. [...] Nos trois « H » (Havas, Hachette, Hersant) sont des pieuvres sans grands tentacules. A elles trois, leur chiffre d'affaires est inférieur à celui du groupe ouest-allemand Bertelsmann !* »

Intervenant à son tour, M. André Santini, ministre délégué à la communication, s'est interrogé sur l'avenir des aides publiques à la presse (6 milliards de francs). Il avait rendu visite à plusieurs directeurs de journaux dans la journée, dont M. Roland Leroy, directeur de *l'Humanité*. Les deux hommes ont échangé quelques propos.

Reproches et critiques d'abord de la part du député communiste de la Seine-Maritime. « *Pas une seule fois n'apparaît le mot « pluralisme », pas une seule fois* l'Humanité *n'est cité dans votre journal gratuit, tiré à douze millions d'exemplaires, alors que c'est le cas de quarante et un autres journaux* », a-t-il lancé au ministre délégué. Citant à la fois Jean Jaurès et Charles de Gaulle, le directeur de *l'Humanité*, avec sa faconde coutumière, s'est lancé dans un vibrant plaidoyer de la presse d'opinion et dans une défense et illustration de *l'Humanité* (qui sortirait du rouge en 1988 grâce à l'augmentation de ses ventes en 1987), avant de reprocher au pouvoir actuel d'avoir placé la presse « *sous le poids du pouvoir, de l'argent et de l'étranger* ».

D'autres directeurs de journaux ont réagi à l'initiative du ministère. M. Philippe Tesson, directeur du *Quotidien de Paris*, pour dénoncer « *le monopole de la fabrication, qui appartient depuis un demi-siècle au syndicat du Livre* », qui « *freine l'évolution de la presse quotidienne* », alors que M. Georges Montaron, directeur de *Témoignage chrétien*, qualifie, dans un éditorial, la Journée de la presse de « *dangereuse* » et de « *poudre aux yeux* », pour cacher les menaces qui pèsent sur les aides gouvernementales aux journaux d'opinion.

Les syndicats, enfin, ont pris position face à cette journée nationale. Dans une lettre à MM. Léotard, Santini et Monory, la fédération CGT du Livre déplore le fait que cette manifestation intervienne « *en plein lancement de la campagne pour l'élection présidentielle* ». Le secrétaire confédéral de Force ouvrière, M. Claude Jenet, accuse M. Léotard de « *justifier à sa manière les restructurations en cours dans la presse et leurs cortèges de licenciements comme à* Libération, *au* Matin *et au* Quotidien ». La fédération CFDT s'est élevée, pour sa part, contre le refus de la direction de l'AFP de diffuser en direct de son siège à Paris l'émission « Résistances » d'Antenne 2 consacrée à la liberté de la presse, le 28 janvier.

A. W. et Y.-M. L.



M. Maxwell veut lancer en France un quotidien grand public en 1989

Le groupe britannique Maxwell Communication Corporation (MCC) sera coté à la Bourse de Paris à partir du 5 février. Le groupe présidé par M. Robert Maxwell a réalisé l'an dernier un chiffre d'affaires de 950 millions de livres pour un bénéfice net de 115 millions. L'admission à la Bourse de Francfort se fera simultanément. M. Maxwell a d'autre part confirmé son désir de lancer en France, en 1989, un quotidien grand public visant les six cent mille exemplaires.

M. Robert Maxwell a un appétit d'ogre. « *Notre marché, c'est tout simplement le globe* », a-t-il modestement confié vendredi 29 janvier en présentant son empire à l'occasion de sa prochaine introduction à la Bourse de Paris. Un empire dont il entend faire l'un des dix premiers groupes mondiaux dans le secteur de la communication avec un chiffre d'affaires de 3 à 5 milliards de livres (30 à 50 milliards de francs) à l'horizon 1990. La Maxwell Communication Corporation (MCC) ne représente, il est vrai, que la branche publique (cotée à la Bourse de Londres) d'un ensemble opportunément contrôlé par la Fondation Pergamon implantée au Lichtenstein. L'autre branche – privée, celle-là, et baptisée Pergamon Holdings – contrôle 100 % du groupe de presse britannique Mirror Group Newspaper, gère l'ensemble des activités câble et satellite de M. Maxwell ainsi que les 10 % que celui-ci détient dans TF 1.

Une croissance forte, une trésorerie abondante, des investissements massifs... M. Maxwell ne manque pas d'atouts pour réussir son pari. Et ne fait guère mystère de sa stratégie : une intégration verticale allant de l'usine de pâte à papier jusqu'à la transmission d'informations par satellite, en passant par une internationalisation croissante et l'acquisition de sociétés concurrentes.

Déjà présent dans la presse française par l'intermédiaire de l'Agence centrale de presse (ACP) présidée par son fils Ian, M. Maxwell a réitéré son intérêt pour *les Echos*, si le gouvernement français contestait la récente cession de celui-ci au groupe britannique Pearson. « *Nous sommes prêts à acheter le groupe au même prix, et ce sera une solution française.* » Il a également confirmé son intention, exprimée à Cannes au printemps dernier (voir *le Monde* du 25 avril 1987), de lancer en France en 1989 un quotidien grand public qui sera imprimé simultanément à Paris et à Toulouse, et visant les six cent mille exemplaires.

Toujours en France, mais dans l'image cette fois, M. Maxwell, qui détient 25 % de l'agence Sygma, s'est dit décidé à investir dans la production audiovisuelle, comme l'avait montré sa récente prise de participation dans MCI, la nouvelle société de M. Hervé Bourges. Une réactivation du Consortium européen de la télévision commerciale avec MM. Silvio Berlusconi, Léo Kirch et Jérôme Seydoux, est également à prévoir.

Voilà pour l'Hexagone. Reste le monde. Déjà troisième imprimeur aux Etats-Unis, le groupe Maxwell espère y racheter dans quelques jours deux quotidiens, dont son éternel rival, M. Rupert Murdoch, est obligé de se séparer, s'apprête à lancer un quotidien à Montréal, lorgne vers les clubs de livres de l'Allemand Bertelsman et projette de lancer un quotidien gratuit en Grande-Bretagne. « *Nous avons la patience et le fric* », a-t-il conclu.

P.-A. G.

L'affaire de la COGEMA

L'enquête des autorités boursières révèle une seconde escroquerie

L'enquête menée sur les 259 millions de francs de pertes en Bourse dont a été victime la COGEMA (Compagnie générale des matières nucléaires) débouche aujourd'hui sur la révélation d'autres malversations : un trou supplémentaire de 80 millions de francs dans les comptes de la charge Buisson. Celle-ci met en cause dans un communiqué l'intermédiaire financier dont elle a utilisé les services, la société Arbitrage SA, dirigée par M. Jean-Marc Aletti. Tout comme la COGEMA, la charge Buisson a porté plainte auprès du parquet de Paris.

Nouveau rebondissement dans l'affaire COGEMA. L'escroquerie subie par cette filiale du Commissariat à l'énergie atomique, championne mondiale du retraitement des combustibles nucléaires (*le Monde* du 30 janvier), si elle est pour l'instant la plus importante, ne serait pas la seule affaire frauduleuse au sein de la charge d'agents de change Buisson, à laquelle la COGEMA avait confié 300 millions de francs à gérer. Alors qu'elle s'apprêtait à boucler ses investigations sur ce dossier, la CCIFP (Chambre de compensation des instruments financiers de Paris), organisme de surveillance du MATIF (Marché à terme des instruments financiers) chargé par les autorités boursières de conduire l'enquête, découvrait le 25 janvier d'autres opérations irrégulières, pratiquées cette fois sur le marché obligataire au comptant et portant sur 80 millions de francs.

Ces opérations consistaient en des *ventes fictives d'obligations*, l'acquéreur payant des titres que le vendeur ne possédait pas. Des complices dans la charge les prélevaient en fait dans les comptes d'autres clients. Dans l'affaire découverte par la CCIFP, le vendeur, agissant pour un client, serait la banque genevoise Gutzwiller, filiale de la banque Leu de Zurich. Ses dirigeants, qui ont démissionné récemment, démentaient le 29 janvier être le moins du monde impliqués dans les actuelles affaires d'escroquerie. Les obligations étaient achetées par Rothschild et Associés Banque. Le produit de la vente était crédité à deux sociétés clientes de la charge Buisson, comme celle-ci le révèle dans un communiqué du vendredi 29 janvier sans doute pour camoufler des pertes enregistrées sur d'autres opérations. Elle leur réclame d'ailleurs maintenant le remboursement de ces 80 millions de francs indûment crédités pour des transactions non effectuées. Les deux sociétés – qui seraient la COGEMA et *Rothschild et Associés* – refuseraient évidemment de s'exécuter. La charge Buisson conteste par ailleurs, pour l'instant, la plainte pour escroquerie, déposée par la COGEMA, arguant qu'« *aucun élément* [...] *ne permet de confirmer une telle hypothèse* ».

Les difficultés de Buisson

Dans tous les cas, Buisson rejette l'entière responsabilité des malversations sur un intermédiaire, la société Arbitrage SA, dirigée par M. Jean-Marc Aletti. La charge était en fait très liée avec celui-ci. Elle lui avait confié ses transactions sur le MATIF et sur le marché des options. Les professionnels les assimilaient d'ailleurs complètement et sont étonnés aujourd'hui de la virulence des accusations portées par Buisson contre Arbitrage SA. La charge a déposé plainte contre X... dès le lundi 25 janvier.

Cette riposte n'entretient guère l'illusion. Faisant déjà l'objet de rumeurs à la fin de l'année 1987, les dirigeants de Buisson n'avaient pas hésité à appeler à leur secours un commissaire aux comptes, le cabinet Petiteau Scacchi et associés, membre du groupe Price Waterhouse, pour se faire blanchir (*le Monde* du 4 décembre). Un répit de courte durée avant que le groupe Bouygues n'assigne la charge devant le tribunal de commerce de Paris, à la suite d'un litige.

Pour la communauté financière, la charge est de toute façon dans une position difficile. Elle a déjà dû cesser toute activité sur le MATIF. La CCIFP, qui achève l'enquête démarrée le 22 décembre, remettra son rapport – officiel mais confidentiel – au plus tard à la mi-février à la charge Buisson. La charge aura quinze jours pour se défendre, avant que le rapport ne soit communiqué au président de la COB (Commission des opérations de Bourse) et au syndic de la Compagnie des agents de change, qui décideront des suites à donner et des éventuelles sanctions à prendre. Elles viendraient s'ajouter à la plainte contre X... pour abus de confiance, escroquerie et faux, déposée le 28 janvier par la COGEMA.

La CCIFP est arrivée à la conclusion que les pertes enregistrées par la COGEMA, qui s'élèveraient exactement à 259 millions de francs, se sont réalisées à parts égales sur deux marchés financiers différents : le MATIF et l'OTC (*over the counter*). Le premier, créé en février 1986, permet aux opérateurs de se protéger contre des variations importantes de taux d'intérêt. Mais cette protection n'est pas infaillible puisqu'elle repose sur une anticipation des évolutions de taux. S'il mise à contre-courant, l'opérateur peut y laisser des plumes. Ce marché, qui se déroule de 10 heures à 15 heures, est toutefois extrêmement réglementé. Ce qui n'est pas le cas de l'OTC, son successeur officieux pour le restant de la journée. Sur ce marché de gré à gré, totalement incontrôlé jusqu'à présent, et théoriquement illégal, tous les coups sont permis. Les autorités de tutelle du marché souhaitent désormais que l'abcès soit crevé au plus vite, pour ne pas trop ternir l'image de marque de la place de Paris aux yeux des étrangers. D'autant que les bruits les plus fous commencent à entourer ce scandale financier. Des implications politiques aux affaires de mœurs, tout est bon pour alimenter les commentaires du microcosme boursier et bancaire. M. Jean-Marc Aletti aurait ses entrées au plus haut niveau dans la sphère politique et économique française. Rien ne manque dans cette histoire digne d'inspirer scénaristes ou écrivains. Pas même la disparition de l'homme-clé de l'intrigue M. Jean-Marc Aletti. Il aurait été pisté jusque dans les stations de sports d'hiver des Alpes, le week-end dernier, avant de se volatiliser. En Floride pour les uns, en Australie pour les autres...

CLAIRE BLANDIN
et DOMINIQUE GALLOIS.

Entre les grandes surfaces et les pharmacies

La bataille des crèmes de beauté

(Suite de la première page.)

Un marché qui représentait en 1986 un chiffre d'affaires de 29 milliards de francs, dont 11,3 %, soit 3,2 milliards, réalisé dans les vingt deux mille pharmacies françaises.

Dans un premier temps, les centrales d'achat des chaînes de magasins de grande surface – à commencer par le Galec des centres Leclerc) – vont prendre contact avec chacun des laboratoires ou des « répartiteurs » qui leur avaient opposé des refus de vente (1) pour passer commande.

Ceux-ci, qui ont jusqu'au 1er août pour mettre leurs pratiques en conformité, vont devoir très vite définir leur politique commerciale, produit par produit. Certains, comme la société Pierre Fabre (Klorane, Elancyl...) restent très attachés à la vente en pharmacie : seul un pharmacien a, selon un communiqué de ce laboratoire, « *la qualification technique et scientifique permettant d'offrir le niveau de compétence souhaité par les consommateurs de* [ses] *produits* ».

Même si certaines pharmacies emploient souvent des jeunes femmes dont la compétence plafonne à un CAP de vendeuse... Ces laboratoires-là exigeront sans aucun doute de leurs « distributeurs agréés » qu'ils aient les caractéristiques... d'une pharmacie.

D'autres envisageront vraisemblablement la création de produits méritant le nom de médicaments pour lesquels ils demanderont l'« *autorisation de mise sur le marché* », la fameuse AMM, qui les fera entrer de plain-pied et sans contestation possible dans les officines, comme les dentifrices Sanogyl ou Fluocaril. D'autres laboratoires sont beaucoup plus séduits par les sirènes de la vente de masse. Tout produit a une courbe de vieillissement bien connue des hommes de marketing : *il peut être très tentant d'amplifier* la vente d'un produit offert depuis longtemps à la clientèle, en allant le poser sur les « linéaires » des hypermarchés.

A ce jeu, les premiers séduits, pour peu qu'ils aient la capacité de production nécessaire, pourraient *bien conquérir sans coup férir*, des parts de marché appréciables, difficiles à leur arracher, ensuite. On l'a bien vu, il y a vingt ans avec les petits pots pour bébé, qui avaient donné lieu à une bagarre du même type que celle d'aujourd'hui. Déjà les laboratoires Deglande vendent les produits capillaires Foltène dans les grandes surfaces et d'autres sont prêts à les imiter... Ils sont ainsi une dizaine, selon les Leclerc, prêts à jouer à fond le jeu du libre-service et de la grande distribution.

Embauche de jeunes pharmaciens

Côté hypermarchés, on fourbit les armes et les techniques d'achat. On *sait être pointu en la matière*, conscient de l'ampleur du marché offert et d'autant plus exigeant sur les marges. Carrefour, qui avait gagné juridiquement sur la distribution des tests de grossesse (tandis que Leclerc gagnait sur les « édulcorants de synthèse »), est prêt à favoriser le laboratoire qui n'exigera pas la présence d'un pharmacien et travaille parallèlement sur les produits diététiques. « *On va assister à un changement de stratégie des laboratoires et à une segmentation des marchés* », dit René Brillet, *directeur exécutif de Carrefour-France*.

Chez Paridoc (Mammouth, Casino), on envisage tout à fait l'embauche de jeunes pharmaciens : ils ne manquent pas sur le marché du travail, qui n'ont pas les moyens d'acheter une officine et se satisfont *mal des salaires pratiqués dans les* pharmacies... Et Jean-Jacques Fougerat, responsable de l'enseigne Mammouth, qui emploie déjà un pharmacien comme responsable de la politique de santé, dans le groupe, qui s'intéresse beaucoup à l'alimentation-prévention, ambitionne d'obtenir l'autorisation d'ouverture de vraies pharmacies non plus seulement dans la galerie marchande, mais à l'intérieur même de l'hypermarché. C'est un nouveau pas à franchir vers les « *prescriptions area* », les « aires de prescription » *des grandes surfaces américaines*, où l'on délivre de vrais médicaments, sur ordonnance.

Et les pharmaciens d'officine ? Ils vont devoir s'initier encore un peu plus au métier de commerçant. Supprimer de leurs rayons les produits d'hygiène et de beauté vendus à prix cassés par l'hypermarché le plus proche, voire... les solder. Surveiller leurs stocks avec une vigilance accrue, et, si la grande surface est vraiment trop près, pratiquer des prix plus compétitifs que les prix « conseillés », désormais interdits. Et prouver enfin obstinément que leurs « conseils » valent le prix demandé. Certains pharmaciens sont prêts à se lancer dans l'aventure, malgré les pressions de leurs pairs.

Quant aux parfumeurs, privilégiés de la distribution sélective, *ils* peuvent théoriquement aborder le créneau des marques jusqu'ici vendues exclusivement en pharmacie. Mais il serait surprenant qu'ils s'y lancent, la bataille des prix n'étant pas du tout leur vocation.

L'arrêt de la cour d'appel de Paris, confirmant les décisions du Conseil national de la concurrence, ouvre la porte de la parapharmacie aux grandes surfaces. Elles vont s'y engouffrer. Gageons que là ne s'arrêtera pas leur ambition. Les médicaments grand public, ceux qui font l'objet de spots télévisés, sont, n'en doutons pas, dans leur collimateur. D'ores et déjà, les pharmaciens d'officine s'inquiètent de l'appétit des centres Leclerc pour ces médicaments vendus sans ordonnance. Ils ont raison de s'inquiéter, même si le *souci des gouvernements français et* européens entoure leur monopole d'une barrière protectrice supplémentaire.

JOSÉE DOYÈRE.

(1) *Notamment les sociétés* Lachartre, Fabre Cosmétique, Ducray, Expanscience, Goupil, Ruby d'Anglas, Vichy, Pharmhygiène, GRP, Lutsia, OCP Répartition, Monot, Biopha et Roc.

ÉTRANGER

Malgré la forte hausse du yen

Le Japon a réalisé en 1987 un excédent commercial record

TOKYO
correspondance

A défaut de lire l'avenir du dollar dans une boule de cristal, on peut essayer d'interpréter l'image renversée renvoyée par les statistiques de la balance des paiements du Japon. Une image quelque peu troublée.

L'excédent des comptes courants du Japon a battu un nouveau record historique en 1987, en s'inscrivant à 86,69 milliards de dollars contre 85,85 milliards lors de l'année calendaire précédente. Le surplus commercial est une fois de plus le responsable de cette performance trop brillante. Avec 96,46 milliards de dollars, il efface lui aussi le record de 1986 (92,83 milliards de dollars).

Pourtant, affirment les responsables nippons, il ne faut pas désespérer. Sous la pression d'une réévaluation constante du yen, l'économie japonaise a commencé à changer de physionomie : plus accueillante aux importations, elle est aussi moins *agressive sur les marchés extérieurs*.

L'excédent des comptes courants avait progressé de 73 % en 1986 par rapport à 1985. L'an dernier, le rythme d'accroissement sera revenu à 1 % tout juste. Même constatation pour le surplus commercial : de 69 % en 1986, son pourcentage de hausse tombe à 3,9 % en 1987. Ayant atteint de nouveaux sommets l'année dernière, les excédents du Japon sont désormais sur la pente descendante, affirme-t-on à Tokyo.

En yens, le fait est indéniable. Calculé dans la devise japonaise, l'excédent des comptes courants tombe de 14 200 à 12 500 milliards.

Même en dollars dévalués, avec prise en compte des effets pervers de la courbe en « J » (renchérissement des *exportations* et *baisse* des prix des importations de l'archipel), le Japon est sur la bonne voie. Le flot des exportations (224,43 milliards de dollars) s'est encore gonflé, mais de 9,2 %, contre une hausse de 18,1 % en 1986. Et le courant encore *trop modeste des importations a fait* preuve de plus de vigueur : à 127,97 milliards de dollars, elles ont augmenté de 13,5 % l'an dernier, alors qu'elles avaient reculé de 4,5 % en 1986.

Les responsables nippons, qui ne sont pas encore totalement rassurés sur la stabilisation du dollar, espèrent que les marchés des changes considéreront ces tendances lourdes et ne s'attarderont pas sur les résultats franchement mauvais de décembre.

L'excédent des comptes courants a atteint 9,44 milliards de dollars le mois dernier, contre 5,79 milliards en novembre et 9,19 milliards en décembre 1986. Pour la première fois depuis avril 1987, le solde mensuel n'affiche pas un recul d'une année sur l'autre. Même si *la* responsabilité en incombe avant tout à une forte hausse des exportations vers la CEE (qui appréciera), ce n'est pas très bon signe pour les résultats du commerce extérieur américain de décembre, attendus avec anxiété dans les salles de change.

D'autant que la balance des paiements du Japon nous fait d'autres confidences, cette fois sur le comportement des investisseurs nippons.

Sur une planète où les transac*tions financières par-dessus les fron*tières représentent plus de quarante fois les échanges commerciaux (c'était en 1986), le cours de la principale monnaie de réserve est avant tout déterminée par la *confiance des investisseurs. Surtout* lorsque la nation qui émet est devenue le débiteur international numéro un.

Certes, les Japonais ont gardé sans difficulté l'an dernier leur couronne de premiers exportateurs de capitaux. Le creusement du déficit de la balance des capitaux à long terme manifeste néanmoins un net essoufflement. De 131,46 milliards de dollars en 1986, il passe à 137,13 milliards de dollars, un nouveau record sans doute, mais il avait *plus que doublé entre 1985 et 1986*.

Et encore, si le krach d'octobre n'avait donné le signal d'un exode massif de capitaux étrangers investis à la Bourse de Tokyo, le déficit de 1987 aurait-il été sensiblement inférieur à celui de l'année précédente.

Réduction des achats en obligations étrangères

Les « gaijins » ont été vendeurs nets d'actions nipponnes pour la somme record de 7 450 milliards de yens l'an dernier, contre des ventes nettes de 3 060 milliards en 1986. Un désengagement qui n'est pas compensé par la forte progression de leurs achats nets d'obligations japonaises, qui passent de 38,5 milliards de yens à 93,1 milliards.

Du côté des investisseurs institutionnels japonais, la réduction de leurs placements en obligations étrangères (dont une large majorité de bons du Trésor américain) prend l'allure d'un vote de défiance envers la Maison Blanche, de son laxisme budgétaire et de sa nonchalance à l'égard du billet vert.

Les achats nets d'obligations étrangères (américaines à plus de 80 %) par des Japonais chutent de 93 milliards de dollars en 1986 à 72,9 milliards l'année dernière. Comme on le sait, ce retrait des investisseurs privés, échaudés à de trop nombreuses reprises par les accès de faiblesse du dollar, a dû être compensé par les banques centrales, notamment la Banque du Japon, à coup d'interventions massives sur les marchés des changes.

Aux titres du Trésor des Etats-Unis, les investisseurs nippons ont préféré les actions étrangères (leurs achats nets passent de 7 milliards de dollars en 1986 à 16,9 milliards l'an dernier) et les actifs réels, avec une hausse de 14,48 à 19,48 milliards de dollars des investissements directeurs. Dans les deux cas, l'Amérique reste le bénéficiaire principal mais non exclusif.

Parce que le ministère des finances leur en fait la demande, avec sa discrétion habituelle, et que la stabilité actuelle du dollar de même que la bonne tenue du marché obligataire américain laissent espérer la réalisation de gains rapides en capital, les grands investisseurs nippons seront présents à partir de mardi à l'adjudication trimestrielle du Trésor américain.

Mais cela ne change rien au fait que les titres de la dette publique américaine leur brûlent les doigts. Selon la Mitsubishi Bank, la vitesse de rotation (turnover, ou ratio du volume des échanges à l'actif net) des titres entre les mains des investisseurs japonais est passée de 1,3 fois en 1984 à 9,8 fois au cours des huit premiers mois de 1987. Les titres sont conservés en moyenne un maximum de six semaines. On ne peut pas dire que la confiance règne.

BERNARD HAMP.

Réduisant progressivement la part de production d'acier

Nippon Steel investit dans l'informatique

TOKYO
de notre correspondant

Dans le cadre d'un vaste plan de restructuration et de diversification, le premier producteur japonais et mondial d'acier, Nippon Steel, vient d'annoncer la création de quatre nouvelles sociétés témoignant de sa volonté de pénétrer sur le marché des ordinateurs et des télécommunications. Nippon Steel s'associe tout d'abord avec IBM Japan, la filiale du géant américain, pour former une société conjointe, NS and I System service Corp., au capital de 2 milliards de yens (88 millions de francs), dont le groupe japonais détiendra 51 %, qui développera et commercialisera le matériel et les logiciels destinés à la clientèle des utilisateurs de petits ordinateurs IBM. Le nouvelle société sera créée le 1er avril.

En même temps, Nippon Steel s'associe avec Hitachi, formant Nittetsu Hitachi Systems Engineering Inc., pour commercialiser ses systèmes de micro-informatique. Une troisième société doit être créée conjointement avec la maison de commerce C. Itoh and Co : elle sera destinée à commercialiser des ordinateurs de grande dimension. Dans ces deux sociétés, Nippon Steel sera également l'actionnaire majoritaire. Enfin, le groupe a décidé de faire de sa division des ordinateurs et des communications une filiale indépendante (Nippon Steel Information and Communications Systems Inc), au capital de 2 milliards de yens, chargée d'élaborer sa stratégie dans ces deux secteurs. Nippon Steel *estime que le chiffre d'affaires* cumulé annuel de ces quatre nouvelles sociétés devrait s'élever à 140 milliards de yens. Elles emploieront cinq mille personnes.

Ces initiatives sont significatives des efforts de Nippon Steel pour se *dégager de la crise de la sidérurgie*, aggravée pour les Japonais par la valorisation du yen, en se diversifiant. Pour IBM, dont la position dominante sur le marché japonais est ébranlée par la concurrence des fabricants locaux (Fujitsu et NEC développent beaucoup plus rapidement que le géant américain leur part de marché des petits ordinateurs), l'alliance avec Nippon Steel devrait contribuer à pallier ce point faible.

Nippon Steel a annoncé au début de 1987 un vaste plan de restructuration comportant notamment la fermeture de douze hauts fourneaux et une réduction importante du nombre de ses employés (passant de 65 à 46 000). En matière de diversification, le groupe compte, d'ici à 1995, ramener à 50 % de son chiffre d'affaires la part de la production d'acier (actuellement, celle-ci est de 80 %) et s'orienter de plus en plus vers le secteur électronique. En 1986, Nippon Steel avait déjà formé une société conjointe avec la société américaine Concurrent Computer Corp. destinée à commercialiser ses produits au Japon.

PHILIPPE PONS.

REPÈRES

Balance des paiements

Réduction de l'excédent 1987 en RFA

L'excédent commercial ouest-allemand a atteint l'an dernier 117,5 milliards de DM (112,6 en 1986), le surplus de la balance des paiements courants s'est légèrement réduit à 79,4 milliards de DM (contre 82,4 en 1986).

Construction navale

Un mieux en Europe

Selon l'OCDE qui compare les statistiques des neuf premiers mois de 1987 par rapport à la même période de 1986, la conjoncture s'améliore dans les chantiers navals européens.

Entre janvier et septembre, ils ont reçu (y compris la Suède, la Finlande et la Norvège) pour 1,78 million de tonneaux de commandes (au lieu de 881000 en 1986). La progression est particulièrement nette pour la RFA (437000 au lieu de 128000), l'Espagne (245000 au lieu de 97000), le Royaume-Uni (132000 au lieu de 54000), la Finlande (608000 au lieu de 216000). La France en revanche est en baisse (58000 au lieu de 100000).

L'OCDE utilise comme unité de mesure le « tonneau compensé » qui pondère le volume et la taille du navire par le nombre d'heures de travail qu'exige sa construction.

Commerce extérieur

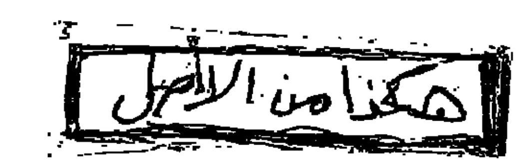
Déficit en Espagne

Le déficit de la balance commerciale de l'Espagne a atteint 1834,2 milliards de pesetas en 1987, soit environ 91 milliards de francs. Ce déficit est en hausse de 68 % par rapport à 1986.

Le taux de couverture des importations par les exportations n'a été que de 69,6 %, contre 77,7 % en 1986.

Le déficit commercial de l'Espagne avec la CEE a atteint 615,3 milliards de pesetas, soit 30,6 milliards de francs.

La chute du dollar en 1987, qui a encouragé les importations, ainsi que le dynamisme de la demande intérieure (la production nationale a augmenté de 4,5 % en 1987) expliquent l'accroissement du déficit.



Revue des valeurs

BOURSE DE PARIS

Semaine du 25 au 29 janvier

Jean qui pleure et Jean qui rit

LA baisse n'a pas fait relâche cette semaine à la Bourse de Paris. Et une nouvelle expression est née : *« Il a baissé rue Vivienne »*, entendait-on comme si l'on avait dit il a plu sur la capitale. Il a même bien baissé, presque tous les jours, mardi excepté (+ 0,53 %), avec, toujours, curieuse coïncidence, un ralentissement du mouvement à la fin de chaque séance. Lundi, le marché en prenait pour 0,55 % de perte. Effacée le lendemain. Peine perdue. Mercredi, les valeurs françaises se dépréciaient de 1,36 % et encore de 1,43 % vingt-quatre heures plus tard. A la veille du week-end, nouveau repli (– 1,3 %). Au total, les valeurs françaises ont encore fléchi de 4 % en moyenne. Depuis le grand krach du 19 octobre dernier, quinze semaines ont passé. Celle écoulée est la douzième marquée par le sceau de la baisse. Trois seulement ont vu la hausse, plutôt entr'aperçu. Entre le début de l'année et le 29 janvier, les cours se sont repliés de 11 %. Si l'on prend le 19 octobre comme point de référence, c'est à 28 % que se chiffrent les dégâts du krach. Enfin, par rapport au niveau le plus élevé de 1987, le 26 mars très exactement, qui correspond à un sommet historique, la baisse atteint 45 %. En dix mois, c'est un record. Surtout, le marché se retrouve à son plus bas niveau depuis le 20 décembre.

« On brade », lançait un banquier à la veille du week-end, sous forme de boutade. Bien sûr, janvier est le mois des soldes. Mais visiblement notre homme cherchait à donner le change. *« La situation*, osait dire un gérant de portefeuille, *devient grave. Les ventes de lassitude des petits porteurs n'arrêtent pas. Si ça continue, la panique va gagner et on sera bon pour un second krach. »* Le fait est que l'actionnaire nouveau, celui qui avait fait les beaux jours du palais Brongniart, déserte pour gagner d'autres rives. En début de semaine, les « gendarmes » avaient bien encadré le marché pour l'empêcher de s'affaler à nouveau. Bien inutilement. Les nouvelles ne sont pas bonnes.

Plus exactement, ce qu'elles pourraient contenir de réconfortant est décortiqué et systématiquement transformé. Pas seulement de ce côté de l'Atlantique. Apprend-on que les commandes de biens durables ont augmenté de 6,7 % aux Etats-Unis en décembre, que tout le monde en conclut que les importations vont augmenter outre-Atlantique, donc que le déficit de la balance commerciale américaine va recommencer à croître. Le PNB américain est-il en hausse de 4,2 % pour le quatrième trimestre ? La conclusion est que l'importance des stocks industriels en est responsable. Cela va pousser les industriels à ralentir le rythme de leur production. La probabilité d'une moindre croissance en sort renforcée, d'autant que la consommation des ménages américains recule. Autre élément d'inquiétude : le gonflement subit et rapide du déficit budgétaire pour le dernier trimestre, outre-Atlantique toujours. De quoi donner des cauchemars. Tous les boursiers en ont eu, car ils avaient encore en mémoire les *« propos inconsidérés »* tenus par deux des leurs la semaine précédente sur une radio périphérique. Ils reconnaissaient avoir menti en minimisant la gravité de la situation après le krach et pronostiquaient 15 % à 20 % de baisse supplémentaire.

« Il faut être irresponsable pour dire des choses pareilles », tonnait un agent de change. Comme les mauvaises nouvelles arrivent rarement seules, une sale affaire a rebondi. Vendredi matin, l'on apprenait que la COGEMA, filiale du Commissariat à l'énergie atomique, s'estimant victime d'une escroquerie de 250 millions de francs perdus sur le MATIF avait porté plainte contre X... ; qu'une société, Arbitrage SA, qui avait cessé ses activités et dans le capital de laquelle la charge Buisson avait eu des intérêts, était au centre de l'affaire ; enfin qu'ayant découvert des irrégularités dans les écritures, dont Arbitrage SA serait l'initiateur, la charge Buisson avait à son tour déposé plainte. Même s'agissant d'une affaire touchant le MATIF, *« c'est un désastre pour le marketing de la Bourse, qui en a déjà pris un sérieux coup »*, disait un habitué du palais Brongniart. Ajoutons que le flou artistique savamment entretenu par le chef de l'Etat sur sa candidature à la prochaine élection présidentielle n'a pas peu contribué aussi à entretenir un sentiment de défiance rue Vivienne. Pour faire bonne mesure, des ventes allemandes, mais aussi américaines, celles-là dirigées, paraît-il, sur Michelin, ont fini de donner à la Bourse une mine épouvantable.

Plus personne désormais n'en doute : la reprise, *si* reprise il y a, viendra de l'étranger. Tout le monde est d'accord sur ce point. La clientèle française est trop écœurée. *« Mais*, assure-t-on sous les lambris, *ce retour des étrangers ne se produira pas avant l'élection présidentielle. Il pourrait même bien attendre la dévaluation du franc. »* C'est gai. Pas étonnant que la décision de la Banque de France d'abaisser son taux d'intervention et la détente observée sur le marché du crédit américain aient fait l'effet d'un cautère sur une jambe de bois. Mais pas partout. A Jean qui pleure sur le parquet a correspondu l'inévitable Jean qui rit au premier étage. C'est le royaume des obligations. Avec les capitaux, qui refluent du rez-de-chaussée, les affaires tournent maintenant bien rond un étage au-dessus. Alors même qu'après le récent mouvement de reprise, les spécialistes s'attendaient à une consolidation à la veille du week-end, le marché, d'abord en baisse, a continué ensuite de se raffermir dans la perspective d'une nouvelle baisse du loyer de l'argent dans le monde. Après avoir cotoyé le pair, le contrat sur mars du MATIF est monté à 101,4 pour la première fois depuis l'été 1987.

Des événements économiques et financiers qui ont marqué la semaine, l'on retiendra en premier, bien sûr, la fin de la privatisation de Matra. Opération réussie, si l'on en croit la Rue de Rivoli. Les boursiers ne se privaient pas de dire que le titre ne valait pas 90 F. L'action Avions Marcel-Dassault a fait un court instant une montée en chandelle. L'on venait d'apprendre en effet que le Rafale avait été définitivement retenu pour équiper l'armée française, ce qui garantit du travail pour le groupe jusqu'à la fin du siècle avec une commande de 175 milliards de francs à la clé.

Enfin trois grands groupes ont annoncé d'excellents résultats pour 1987. Il s'agit d'abord du Crédit lyonnais, avec un bénéfice en hausse de 20 %. Les deux grandes compagnies pétrolières françaises ont elles aussi donné un aperçu sur leurs activités durant l'année écoulée. Total, qui avait subi un déficit de 1,2 milliard de francs en 1986, table sur 1,5 milliard de francs de profits. Le bénéfice d'ELF-Aquitaine devrait, lui, être un peu supérieur à celui de 1986 (4,2 milliards de francs), cette fois, grâce aux bénéfices (1,5 milliard de francs) de sa chimie.

Tout cela aurait dû, sinon réjouir la Bourse, du moins lui mettre du baume au cœur. Ces nouvelles sont complètement tombées à plat. Décidément quelque chose s'est brisé rue Vivienne.

ANDRÉ DESSOT.

Alimentation

	29-1-88	Diff.
Béghin-Say	297,80	– 5,20
Bongrain	1 760	– 95
BSN	3 791	– 178
Carrefour	2 121	– 129
Casino	111,50	+ 4,30
Euromarché	2 860	+ 90
Guyenne et Gasc.	390	– 5
Lesieur	1 330	+ 13
Martell	3 170	inch.
Moët-Hennessy	1 558	+ 24
Nestlé	32 480	– 280
Occidentale (Gle)	555	– 15
Olida-Caby	195,50	– 9,50
Pernod-Ricard	608	+ 8
Promodès	1 250	– 80
St-Louis-Bouchon	958	– 20
Source Perrier	481	– 22

Valeurs diverses

	29-1-88	Diff.
Accor	272	– 10,50
Agence Havas	410	+ 34,90
Arjomari	1 601	+ 31
Bic	436	– 4
Bis	700	+ 44
CGIP	635	– 13
Club Méditerranée	335	– 28
Essilor	2 000	– 47
Europe 1	350	+ 7,50
Hachette	1 490	– 85
L'Air liquide	428,50	+ 2,50
L'Oréal	2 295	– 33
Navigation Mixte	590	– 13
Nord-Est	82,50	– 6,90
Presses Cité	2 125	– 44
Saint-Gobain	382,50	– 15,50
Sanofi	444	– 21
Skis Rossignol	681	+ 51

Mines, caoutchouc, outre-mer

	29-1-88	Diff.
Géophysique	265	– 1
Imétal	128,80	+ 3,20
Michelin	136,50	– 17
Min. Penarroya	24,30	+ 2,30
RTZ	34	– 1,20
ZCI	1,36	– 0,90

Filatures, textiles, magasins

	29-1-88	Diff.
André Roudière	190	inch.
Agache (Fin.)	1 398	– 32
BHV	249,90	+ 6,90
CFAO	990	– 76
Damart-Serviposte	1 325	– 185
Darty	274	– 5,30
DMC	401,10	+ 6,10
Galeries Lafayette	575	– 45
La Redoute	1 975	– 25
Nouvelles Galeries	249,50	– 30,50
Printemps	310	– 11
SCOA	42	+ 2,50

Bâtiment, travaux publics

	29-1-88	Diff.
Auxil. d'entreprise	686	– 4
Bouygues	740	– 18
Ciments Français	704	– 5
Dumez	480,10	– 26,10
GTM	310	– 17
J. Lefebvre	636	– 15
Lafarge	968	– 57
Maisons Phénix	35,15	+ 2,75
Poliet et Chausson	331	– 49
SCREG	455	– 22
SGE-SB	20,95	– 0,55

Banques, assurances sociétés d'investissement

	29-1-88	Diff.
Bail Équipement	255	– 1
Bancaire (Cie)	304	– 10,10
Cetelem	602	– 39
Chargeurs SA	608	– 10
CFF	785	– 35
CFI	350	– 10
Eurafrance	1 095	– 33
Hénin (La)	404	– 4
Imm. Pl.-Monceau	275	– 12
Locafrance	365	+ 25
Locindus	924	– 6
Midi	930	– 40
Midland Bank	160,10	– 1,90
O F P	784	– 36
Paris. de réesc	301	+ 20
Prétabail	1 065	– 80
Schneider	249	+ 9
Suez (Cie Fin.)	211,90	– 16,10
UCB	127,50	– 0,30

Mines d'or, diamants

	29-1-88	Diff.
Anglo-American	90,10	– 1,30
Amgold	485	– 20
Buf. Gold M.	103,20	– 5,30
De Beers	49,10	– 4,90
Drief. Cons.	62,50	– 7
Gencor	80,10	– 4,80
Gold Field	79,50	
Harmony	58,50	– 5,20
Randfontein	450	– 28
Saint-Helena	56,30	– 3,70
Western Deep	201,10	– 14,90

M. Lebègue dans « Option Finance »

« 1988 l'année des fusions et acquisitions »

« L'année 1988 a toutes les chances d'être l'année des fusions et acquisitions, comme 1986 et 1987 avaient été les années d'explosion des nouveaux produits de marché. » Dans un entretien publié par le nouvel hebdomadaire financier, *Option Finance* (1), M. Daniel Lebègue, directeur général de la BNP, estime en effet que, à la suite du krach boursier, les marchés des capitaux vont connaître une période de repli. *« A court terme*, explique l'ancien directeur du Trésor, *nous assisterons sans doute à une certaine réintermédiation bancaire... déjà amorcée dès la fin de l'année 1987. »*

(1) *Option Finance* est un nouvel hebdomadaire financier lancé par deux jeunes anciens banquiers, François Fahys et Frédéric Bompaire, et par les groupes de presse Excelsior et Hachette. Publié chaque lundi, il est destiné, selon ses initiateurs, à tous les financiers.

Produits chimiques

	29-1-88	Diff.
Inst. Mérieux	2 453	+ 53
Labo. Bell.	833	– 14
Roussel UC	490	– 52
BASF	738	– 44
Bayer	790	– 39
Hoechst	780	– 35
Imp. Chemic.	106,10	– 1,70
Norsk Hydro	137	– 0,70

Matériel électrique

	29-1-88	Diff.
Alcatel	1 725	– 69
Alsthom	204	+ 4,10
CGE	181,80	– 7,20
Crouzet	132,60	+ 14,60
Générale des Eaux	896	– 43
IBM	635	+ 12
Intertechnique	580	+ 10
ITT	253	– 3
Legrand	1 915	+ 7
Lyonnaise des Eaux	952	– 24
Merlin-Gérin	1 290	+ 6
Moteurs Leroy-Somer	340	+ 5
Moulinex	38	+ 0,60
PM Labinal	618	+ 13
Radiotechnique	677	– 67
Schlumberger	178	+ 15
SEB	515	– 25
Siemens	1 065	– 70
Signaux	276	+ 16
Téléméc. Electrique	3 141	+ 126
Thomson-CSF	122,30	+ 1,30

Métallurgie construction mécanique

	29-1-88	Diff.
Alspi	142	– 28
Avions Dassault-B.	670	+ 50
De Dietrich	1 083	+ 18
FACOM	429	– 36
Fives Li	54,50	– 5,50
Marine Wendel	198	+ 2
Penhoët	192	– 3
Peugeot SA	780	– 54
Sagem	1 230	+ 30
Saulnes Chatillon	24,90	– 1,25
Strafor	311	– 4
Valéo	316	– 15
Vallourec	36,10	+ 0,25

Valeurs à revenu fixe ou indexé

	29-1-88	Diff.
4 1/2 % 1973	1 705,10	+ 39,80
10,30 % 1975	101	+ 0,35
PME 10,6 % 1976	101,45	inch.
8,80 % 1977	126,20	– 0,80
10 % 1978	101,10	+ 0,60
9,80 % 1978	101	+ 0,40
9 % 1979	99,75	+ 1,30
10,80 % 1979	103,50	+ 0,40
16,20 % 1982	113,50	inch.
16 % 1982	114,75	+ 0,65
15,75 % 1982	110,60	+ 0,57
CNE 3 %	3 999,90	+ 44,90
CNB bq. 5 000 F.	101,85	+ 0,15
CNB Paribas 5 000 F	101,95	inch.
CNB Suez 5 000 F	101,95	inch.
CNI 5 000 F	101,85	+ 0,02

Pétroles

	29-1-88	Diff.
Elf-Aquitaine	241	+ 8
Esso	295	+ 44
Exxon	230,50	+ 11
Petrofina	1 520	+ 25
B.P.France	47,90	– 0,70
Primagaz	460	– 9
Raffinage	64,90	– 1,10
Total	336	– 7,20
Royal Dutch	626	+ 18
Sogerap	216	– 2

LES PLUS FORTES VARIATIONS DE COURS HEBDOMADAIRES (RM)

Valeurs	Hausse %	Valeurs	Baisse %
Docks France	+ 27,3	Berger	– 16,5
Esso	+ 17,6	Alspi	– 15,2
Penarroya	+ 15,4	Poliet	– 12,9
Maisons Phénix	+ 14,9	Damart	– 12,3
Synthélabo	+ 10	Michelin	– 11,9
Havas	+ 9,3	Talcs Luzenac	– 11,2
Lebon	+ 9	Nouv. Galeries	– 10,9
SFIM	+ 8,5	Epeda B. F.	– 10,3
Skis Rossignol	+ 8,1	Spie Batig.	– 10,2
Facom	+ 7,9	Roussel-Uclaf	– 9,6
Crouzet	+ 7,8	Majorette	– 9,6
SCOA	+ 7,7	Rue Impériale	– 9,3
Bis	+ 6,9	Fives-Lille	– 9,2

MATIF

Notionnel 10 %. – Cotation en pourcentage du 29 janvier 1988

COURS	ÉCHÉANCES Mars 88	Juin 88	Sept. 88	Déc. 88
Premier	–	–	–	–
+ haut	101,65	100,35	99,95	99
+ bas	100,65	99,45	99,10	99
Dernier	101,65	100,30	99,95	99
Compensation	101,65	100,30	99,95	99,40

Nombre de contrats : 78 987.

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en milliers de francs)

	25 janvier	26 janvier	27 janvier	28 janvier	29 janvier
RM	906 814	938 291	805 492	1 009 160	1 542 969
Comptant					
R. et obl.	12 394 566	10 811 108	9 707 019	13 095 599	13 400 179
Actions	85 629	113 099	122 488	115 836	272 958
Total	13 387 009	11 862 498	10 634 999	14 220 595	15 216 106
INDICES QUOTIDIENS (INSEE base 100, 31 décembre 1985)					
Françaises	89,4	90,1	89,3	86,6	–
Étrangères	101,5	102,1	100,3	99,5	–
COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE (base 100, 31 décembre 1987)					
Tendance	91,9	92,9	91,2	90,5	89,8
(base 100, 31 décembre 1981)					
Indice gén.	255,3	256,2	254,2	253	251,3

VALEURS LE PLUS ACTIVEMENT TRAITÉES AU RM (*)

	Nbre de titres	Val. en cap. (F)
Peugeot	327 502	269 409 186
Saint-Gobain	617 525	247 282 837
BSN	47 215	185 223 236
Lafarge	161 313	166 117 389
Michelin	924 980	140 221 698
Pechelbronn	265 746	139 814 536
Télémécanique	40 286	122 001 119
LVMH	77 778	118 266 454
Eaux	124 820	112 636 019
Paribas	402 310	109 741 702
Poliet	272 360	101 374 684
Martell	31 424	100 640 550
Suez	433 325	97 012 429

(*) Du 21 au 28 janvier inclus.

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

	Cours 22 jan.	Cours 29 jan.
Or fin (kilo en barre)	86 400	84 100
— (kilo en lingot)	88 350	84 450
● Pièce française (20 fr.)	567	549
Pièce française (10 fr.)	380	370
Pièce suisse (20 fr.)	586	583
Pièce latine (20 fr.)	500	491
● Pièce tunisienne (20 fr.)	490	483
Souverain	631	619
● Souverain Elisabeth II	630	630
● Demi-souverain	372	372
Pièce de 20 dollars	3 090	3 086
— 10 dollars	1 502	1 502
● — 5 dollars	927	900
— 50 pesos	3 385	3 306
● — 20 marks	625	636
— 10 florins	510	507
● — 5 roubles	332	332

BONS DU TRÉSOR

Séance du 29-01-88

Echéances	Plus haut	Plus bas	Cours compensation	Variation (jour/veille) en pts
Mars 88	92,50	92,40	92,50	+ 0,08
Juin 88	92,19	92,05	92,20	+ 0,14
Sept. 88	–	–	91,98	–

CdF-chimie : plus d'obstacles à la reprise de Coates

CdF-chimie a gagné. Le dernier obstacle dressé sur sa route pour accéder au troisième rang mondial dans l'industrie des encres (*le Monde* du 7 janvier), en devenant l'actionnaire majoritaire du groupe britannique Coates, est tombé. Le financier australien John Spalvins, un des plus importants actionnaires de Coates (20 %) par sa filiale britannique Markheath, qui avait vivement critiqué l'accord passé entre CdF-chimie et la firme britannique et menacé de lui barrer la route, a jeté l'éponge. Dans un communiqué, il a fait savoir que tous ses titres venaient d'être revendus en Bourse.

L'OPA partielle lancée par le groupe chimique d'Etat français va donc permettre à ce dernier, avec les actions Coates reçues en échange des actifs apportés dans Lorilleux, de devenir actionnaire à plus de 40 % du nouveau groupe Coates-Lorilleux.

BOURSES ÉTRANGÈRES

NEW-YORK

Hausse

La semaine écoulée a finalement été bonne pour Wall Street. Malgré les incertitudes soulevées par les dernières statistiques sur la marche de l'économie (commandes de biens durables, PNB, déficit budgétaire), le marché a repris son avance et, à la veille du week-end, l'indice Dow Jones s'établissait à 1 958,22 (contre 1 903,51 le 22 janvier). La baisse des taux d'intérêt sur le marché du crédit a finalement eu raison des réticences des investisseurs qui tablent maintenant sur une nouvelle détente.

Désormais, à New-York, tout le monde estime que, en année électorale, la Réserve fédérale sera contrainte d'assouplir sa politique si, d'aventure, la croissance économique venait à se ralentir. Le raffermissement du dollar n'a pas peu contribué aussi à faire renaître un certain optimisme.

	Cours 22 janv.	Cours 29 janv.
Alcoa	42 7/8	41 1/8
Allegis (ex-UAL)	72 1/2	71 3/4
ATT	28 1/8	30
Boeing	42 7/8	45 3/4
Chase Man. Bank	25 5/8	22 7/8
Du Pont de Nemours	76 7/8	82 3/4
Eastman Kodak	49 1/8	43 1/2
Exxon	39 5/8	42
Ford	41 3/4	42 3/4
General Electric	44 1/4	45 1/8
General Motors	61 1/2	65 7/8
Goodyear	57 3/8	58 7/8
IBM	110 3/8	112 5/8
ITT	45 5/8	47 1/8
Mobil Oil	41 1/2	44
Pfizer	51 5/8	54 5/8
Schlumberger	29 3/8	32 3/4
Texaco	37 7/8	37 3/8
Union Carbide	20 1/4	20 3/4
USX	30 7/8	30 3/4
Westinghouse	48 3/8	50 1/4
Xerox Corp	55	54 1/4

LONDRES

Progrès

Le nouveau terme boursier a débuté cette semaine sur une note soutenue. D'abord très irrégulière, dans l'attente de la publication du dernier rapport conjoncturel du patronat, la tendance s'est progressivement raffermie

Ledit rapport, le premier depuis le grand krach d'octobre, s'est révélé en effet plutôt rassurant. Un soulagement pour les investisseurs, les achats ont repris, les résultats satisfaisants publiés par plusieurs grands groupes (Lonrho, Rank Organisation, Racal, Blue Arrow) contribuant à détendre l'atmosphère. A la veille du week-end, la hausse atteignait 1 %.

Indice « FT » du 29 novembre : industrielles, 1 435,7 (contre 1 421) ; mines d'or, 261,5 (contre 279,9) ; Fonds d'Etat, 89,72 (contre 88,69).

	Cours 22 janv.	Cours 29 janv.
Beecham	460	471
Bowater	372	375
Brit. Petroleum	259	264
Charter	388	385
Courtaulds	331	326
De Beers (*)	9 5/8	8 5/8
Free Gold	11 1/8	10 3/8
Glaxo	10 5/16	10 41/64
Gt. Univ. Stores	16 7/8	16 7/8
Imp. Chemical	10 53/64	10 49/64
Shell	10 1/4	10 17/32
Unilever	497	507
Vickers	163	165
War Loan	38 1/8	38 13/16

(*) En dollars.

FRANCFORT

Moins 2,7 %

Après un timide essai de reprise, le marché allemand a replongé (– 2,7 %) mais avec relativement peu d'affaires. L'annonce, par Siemens, d'une baisse de bénéfices (– 13,5 %), par Porsche aussi (– 31 %) avec une réduction de la production à la clé, n'a pas peu contribué à alourdir l'atmosphère. Comme à Paris, le marché obligataire a eu le vent en poupe.

Indice de la Commerzbank du 29 janvier : 1 207,9 (contre 1 246,4).

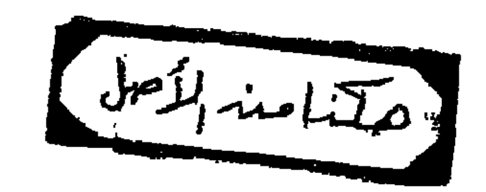
	Cours 22 janv.	Cours 29 janv.
AEG	177,10	170,60
BASF	234,90	223
Bayer	248,30	237,10
Commerzbank	202,80	193,50
Deutschebank	383,50	359
Hoechst	245	237,60
Karstadt	385	355
Mannesman	106,80	105,30
Siemens	340	325
Volkswagen	215,30	203

TOKYO

Une franche fermeté

Sur sa lancée de la semaine précédente, le Kabuto-Cho a poursuivi son avance, n'y faisant exception qu'une seule journée, mercredi. Finalement samedi à midi, à la clôture de la demi-séance, l'indice Nikkei s'établissait à 23 719,13, en hausse de 588,30 points (+ 2,54 %). Il n'est plus désormais qu'à 11 % seulement en dessous de son niveau d'avant le krach. Les investisseurs ont surtout été encouragés par la bonne tenue du dollar.

	Cours 22 janv.	Cours 29 janv.
Akai	470	476
Bridgestone	1 190	1 290
Canon	943	947
Fuji Bank	3 120	3 300
Honda Motors	1 338	1 360
Matsushita Electric	2 200	2 210
Mitsubishi Heavy	534	561
Sony Corp.	4 700	4 700
Toyota Motors	1 850	1 870



Crédits, changes, grands marchés

L'EUROMARCHÉ

La confiance tend à revenir

L'effervescence euro-obligataire de la semaine écoulée qui a vu des émissions nouvelles dans presque tous les compartiments est un *élément rassurant. La confiance n'est* certes pas entièrement revenue. Qui pourrait affirmer que le dollar n'est plus destiné à reprendre sa chute ? Mais le soulagement est vif d'assister au rétablissement d'un des grands marchés mondiaux. Les impulsions sont bien évidemment parvenues de New-York, où les obligations du Trésor américain ont vigoureusement réagi à une conjonction d'indications faisant attendre un ralentissement de l'économie américaine. Les prochains chiffres qui permettront au marché d'éclairer sa lanterne sont attendus pour le 15 février, avec la publication des statistiques commerciales des Etats-Unis pour le mois de décembre. On les redoute généralement moins que celles du mois de janvier, qui devraient paraître à la mi-mars.

Aussi dispose-t-on d'un répit bienvenu qui permet de faire abstraction de la persistance des lourdes incertitudes du système financier dans son ensemble. Le peu d'attention accordé aux difficultés de la République de Panama à faire face aux engagements liés à un placement privé en yens émis en 1979 est typique de la situation actuelle. Il y a encore un mois une nouvelle de ce genre aurait probablement jeté un froid glacial sur le marché.

Le volume des euro-emprunts à taux fixe de type classique libellés dans la devise des Etats-Unis a atteint près de 2 milliards de dollars la semaine passée. La plupart des émetteurs sont des Etats souverains ou des entités supranationaux. La Suède a réussi une percée remarquable en fixant à dix ans la durée de son emprunt initialement prévu de 300 millions et porté par la suite à 350 millions. Les autres compartiments ont été davantage sollicités par des banques, à l'exemple de la BNP, qui s'est présentée sur le marché de la livre sterling avec un emprunt de 75 millions sur cinq ans assorti d'un coupon de 9,625 %.

D'euro-emprunts nouveaux bénéficiant de la garantie de la République française, il n'y a eu que celui d'Electricité de France de 30 milliards de yens. Dirigée par Nomura International et émise à 101,375 % sur cinq ans et trois mois avec un coupon de 4,875 %, la transaction est, croit-on, partiellement « swappée », à raison de 10 milliards de yens contre des fonds en dollars à taux flottant. EDF s'est, par ailleurs, distinguée sur le marché intérieur français en y imposant la référence du Pibor pour son emprunt à taux flottant de 1,5 milliard de francs lancé sour la direction de la Société générale.

Même si le remboursement prendra du temps à s'effectuer, le coût sera faible. Un retard de trois mois ne correspond en terme de rendement qu'à *environ un point* de base dans le cas d'une émission munie d'un coupon de 6 % qui se traiterait aux alentours du pair, fait remarquer la Banque Paribas Capital Markets dans une toute récente étude.

Il reste que les projets fiscaux allemands et leur imprécision (on ignore encore par exemple quel traitement sera appliqué aux banques centrales étrangères) ont encore des implications très profondes sur le marché international des capitaux. Ils favorisent en premier lieu une éclosion d'euro-émissions en deutschemarks. Les emprunteurs allemands n'ont qu'à faire appel à un véhicule financier étranger pour appartenir à cette catégorie. C'est ce que vient de faire la Bayerische Vereinsbank, par le truchement d'une société de Curaçao. Il est intéressant de noter que son emprunt de 300 millions sur cinq ans lancé à 100,25 % et muni d'un coupon de 5 % représente la première euro-apparition en marks de la banque munichoise. En tout, l'activité euro-obligataire dans ce compartiment a porté en janvier sur 4,6 milliards de marks.

Retournement en Allemagne

Les investisseurs étrangers reviennent en force sur le marché intérieur allemand. Ils s'en étaient vivement détournés durant la première partie de l'automne dernier en raison de la perspective d'une retenue à la source de 10 % qui devrait être prélevée à partir de 1989 sur tous les coupons des emprunts de débiteurs domiciliés en Allemagne. L'ampleur des dégagements a été considérable : à la veille du Nouvel An, la Bundesbank annonçait qu'en octobre dernier les non-résidents avaient procédé à des ventes nettes de 4,4 milliards de marks. Un retournement s'est produit depuis, que font apparaître les toutes dernières statistiques : les étrangers ont acquis en novembre pour 4,8 milliards d'obligations allemandes, soit environ la moitié du volume global émis au cours de ce mois en RFA. Les chiffres officiels paraissent avec deux mois de retard. Il n'est donc pas encore possible de jauger avec précision les volumes correspondants de décembre ou de janvier. On estime cependant que la tendance observée en novembre s'est poursuivie.

S'il en est ainsi, c'est peut-être parce que les grands investisseurs internationaux estiment que lorsque seront écartées les incertitudes qui subsistent dans l'élaboration du projet relatif à l'impôt anticipé en Allemagne, les obligations gouvernementales verront leurs rendements se rapprocher de ceux des euro-obligations en marks. Depuis près de quatre mois, le revenu des placements en euro-emprunts est inférieur à celui des titres d'Etat correspondants. La marge qui sépare ces rendements s'est déjà considérablement rétrécie. Entre ceux des obligations du gouvernement fédéral et de la Banque mondiale d'une durée de dix ans, elle n'était plus jeudi que de 16 points de base contre 25 points à la mi-janvier et 33 points au plus haut l'an passé, le 19 octobre, selon les statistiques établies par la Westdeutsche Landesbank. L'existence de conventions de double imposition entre l'Allemagne d'une part, les Etats-Unis et de nombreux pays d'Europe, dont la France, d'autre part, permettra de récupérer l'impôt qui aura été prélevé à la source.

Les marchés voisins ont subi l'influence des incertitudes allemandes. Les Pays-Bas s'en ressentent tout particulièrement, car la rémunération des emprunts émis dans ce pays est exempte de toute taxe. L'afflux de fonds en provenance d'Allemagne a propulsé le florin hollandais à la tête des monnaies européennes, obligeant la banque centrale de ce pays à réduire cinq *fois ses taux officiels depuis novembre* dernier. On ne saurait exclure que ces taux soient encore abaissés prochainement pour freiner l'ardeur du florin. Dans une moindre mesure, des pays comme le Danemark, l'Autriche ou le Luxembourg, où Elf-Aquitaine s'est annoncée avec un emprunt de 300 millions de francs grands-ducaux, ont bénéficié du détournement des capitaux.

D'une façon plus générale, le ministère des finances allemand a rendu également un fier service à l'activité euro-obligataire dans son ensemble dans la mesure où elle est soutenue par la demande de la clientèle privée. Pour celle-ci, l'euromarché est un des rares refuges où, dans l'anonymat et à l'abri de toute inquisition fiscale, on peut se procurer des titres au porteur.

CHRISTOPHE VETTER.

LES DEVISES ET L'OR

Amorce de stabilisation

Précaire peut-être, le calme est revenu sur le marché des changes au cours de cette dernière semaine de janvier. Sur des marchés étroits et indécis, le dollar a peu varié par rapport aux principales devises, terminant à New-York vendredi 29 janvier à des niveaux très proches de ceux du vendredi précédent : à 1,6771 DM (contre 1,6685 DM une semaine auparavant), 127,95 yens (contre 127,25 yens), à 1,3650 francs suisses (contre 1,3510 FS) et à 5,665 francs français (contre 5,6290 FF). La livre sterling, en revanche, a souffert des mauvais résultats des comptes extérieurs britanniques. L'or est en forte baisse, tombant à son plus bas niveau depuis six mois (454 dollars l'once).

Alors qu'il avait démarré la semaine en légère hausse, le billet vert s'est effrité sur toutes les places internationales mardi, mercredi et jeudi avant de se redresser sensiblement à la veille du week-end. Une série de « non-événements », selon les termes d'un cambiste parisien, ont ponctué la semaine sans permettre aux opérateurs de se fixer sur une tendance précise. Les généralités prononcées *par M. Ronald Reagan dans son* discours sur l'état de l'Union lundi sont passées inaperçues. La conviction exprimée par M. Karl Otto Poehl selon laquelle *« il y a une chance certaine que le dollar se stabilise »* n'avait pas dans l'instant impressionné les marchés.

La publication, mercredi, de la croissance américaine au cours du quatrième trimestre 1987 (4,2 %), supérieure aux prévisions, a d'abord plongé les intervenants dans un abîme de perplexité. Finalement, l'analyse optimiste de ce chiffre semble l'avoir emporté : les exportations se substituent progressivement à la consommation (en baisse de 3,8 %) pour tirer l'activité outre-Atlantique.

L'importante reconstitution des stocks laisse présager, pour les premiers mois de 1988, un ralentissement de la croissance. Mais le sentiment dominant reste qu'une récession pourra être évitée, du moins dans l'immédiat. Prévoyant désormais une réduction des excédens commerciaux japonais et parallèlement du déficit commercial américain, les marchés ont dès vendredi fait remonter le dollar.

En Europe, la poursuite du mouvement de baisse des taux d'intérêt à court terme a peu affecté les parités au sein du système monétaire européen. La Banque de France et celle de Belgique ont annoncé, lundi 25 janvier, une baisse de leurs taux directeurs d'un quart de point, sans provoquer de remous importants. Le franc français termine la semaine pratiquement au même niveau qu'à la veille du week-end précédent, le deutschemark cotant autour de 3,37 francs français. Toujours sous le coup de la levée de la plupart des mesures de contrôle des changes, la lire italienne reste en revanche faible.

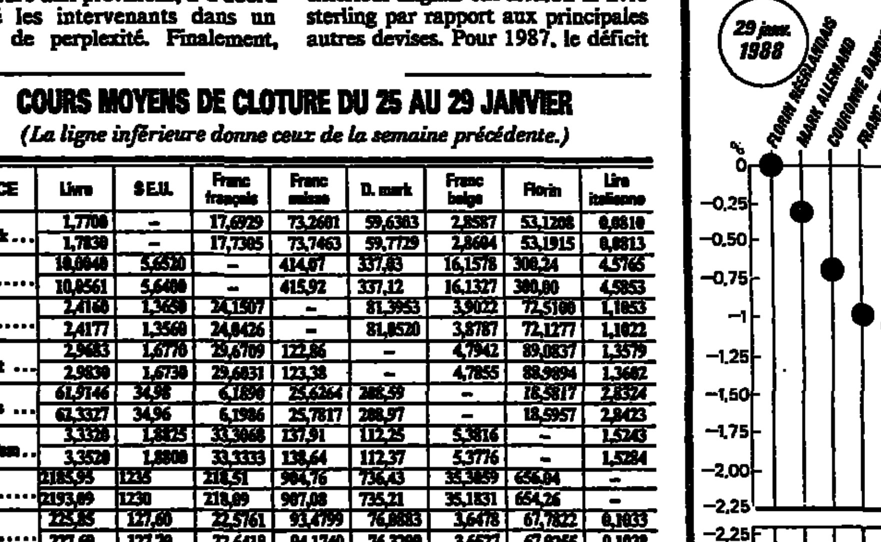
La livre affaiblie

Mais c'est surtout la devise britannique qui a le plus souffert au cours de la semaine. L'anticipation, puis la confirmation, jeudi, des mauvais résultats du commerce extérieur anglais ont affaibli la livre sterling par rapport aux principales autres devises. Pour 1987, le déficit de la balance des paiements de la Grande-Bretagne a atteint 2,69 milliards de livres (environ 27 milliards de francs français), le plus mauvais résultat depuis 1974.

Jeudi, la livre sterling passait en dessous de la barre symbolique de 10 FF, pour la première fois depuis la fin du mois d'octobre dernier. Vendredi soir, la devise britannique terminait la semaine à 10 FF, 1,77 dollar et 2,96 DM. Le gouverneur de la Banque d'Angleterre, M. Robin Leigh-Pemberton, confirmé cette semaine à son poste pour un second mandat de cinq ans, a indiqué vendredi que *« la politique monétaire* (de la banque centrale britannique) *pourrait devoir être resserrée, ce qui implique une hausse des taux d'intérêt visant à atténuer la surchauffe de l'économie ».*

Au cours de la semaine à venir, les opérateurs auront à nouveau le regard fixé vers Washington. Au cours d'une visite de quatre jours, du 2 au 5 février, M. Gerhard Stoltenberg, le ministre ouest-allemand des finances, doit y rencontrer les responsables monétaires des Etats-Unis. Le Trésor américain doit, en outre, procéder à une importante *émission de bons (pour 27 milliards* de dollars), dans le cadre de ses opérations trimestrielles de refinancement.

ERIK IZRAELEWICZ.

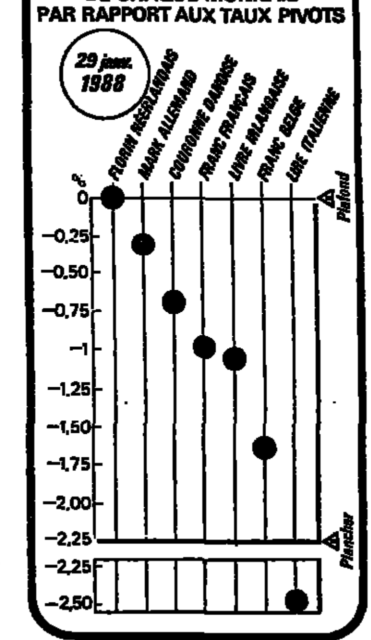


COURS MOYENS DE CLOTURE DU 25 AU 29 JANVIER

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Livre	$ E.U.	Franc français	Franc suisse	D. mark	Franc belge	Florin	Lire italienne
New-York ...	1,7700	–	17,6929	73,2601	59,6303	2,8587	53,1208	0,0810
	1,7830	–	17,7305	73,7463	59,7729	2,8604	53,1915	0,0813
Paris	10,0040	5,6520	–	414,07	337,83	16,1578	300,24	4,5765
	10,0561	5,6400	–	415,92	337,12	16,1327	300,80	4,5853
Zurich	2,4160	1,3650	24,1507	–	81,3953	3,9022	72,5100	1,1053
	2,4177	1,3560	24,0426	–	81,0520	3,8787	72,1277	1,1022
Francfort ...	2,9683	1,6770	29,6709	122,86	–	4,7942	89,0837	1,3579
	2,9830	1,6730	29,6831	123,38	–	4,7855	88,9894	1,3602
Bruxelles ...	61,9146	34,98	6,1890	25,6264	208,59	–	18,5817	2,8324
	62,3327	34,96	6,1986	25,7817	208,97	–	18,5957	2,8423
Amsterdam ..	3,3320	1,8825	33,3068	137,91	112,25	5,3816	–	1,5243
	3,3520	1,8800	33,3333	138,64	112,37	5,3776	–	1,5284
Milan	2185,95	1235	218,51	904,76	736,43	35,3059	656,04	–
	2193,09	1230	218,09	907,08	735,21	35,1831	654,26	–
Tokyo	225,85	127,60	22,5761	93,4799	76,8883	3,6478	67,7822	0,1033
	227,69	127,70	22,6418	94,1740	76,3299	3,6527	67,9255	0,1038

A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 29 janvier, 4,4295 F contre 4,4166 F le vendredi 22 janvier.



LES MATIÈRES PREMIÈRES

Le cacao, rocher de Sisyphe

Moins de deux semaines après l'accord intervenu entre producteurs et consommateurs sur la défense d'un prix-plancher moins ambitieux (1 485 droits de tirage spéciaux la tonne, au lieu de 1 600 ; un DTS valant 1,3 dollar), les cours mondiaux du cacao n'ont pas résisté à la situation de pléthore qui caractérise actuellement ce marché.

En milieu de semaine, les cotations à Londres manquaient de s'inscrire en *limit down* (c'est-à-dire la fluctuation maximale à la baisse autorisée au cours d'une seule séance), perdant d'un coup près de 40 livres pour terminer à 1 088 livres la tonne.

Le prix moyen calculé par l'ICCO (Organisation internationale du cacao) sur dix jours de Bourse, s'établissait à moins de 1 455 DTS. Ce n'est pas faute, pour le directeur du stock régulateur, d'avoir tenté d'infléchir cette tendance résolument défavorable.

PRODUITS	COURS DU 29-01
Cuivre h. g. (Londres) Trois mois	1170 (– 126) Livres/tonne
Aluminium (Londres) Trois mois	1035 (– 33) Livres/tonne
Nickel (Londres) Trois mois	4 470 (+ 200) Livres/tonne
Sucre (Paris) Mars	1 438 (+ 8) Francs/tonne
Café (Londres) Mars	1 210 (– 20) Livres/tonne
Cacao (New-York) Mars	1 760 (– 162) Dollars/tonne
Blé (Chicago) Mars	326 (+ 3) Cents/boisseau
Maïs (Chicago) Mars	194,76 (– 2,25) Cents/boisseau
Soja (Chicago) Mars	178,20 (– 3,40) Dollars/t. courte

Le chiffre entre parenthèses indique la variation d'une semaine sur l'autre.

Depuis le 16 janvier, l'homme-orchestre de l'accord international a acheté 8 000 tonnes de fèves d'origine brésilienne et ghanéenne. Mais chacun sait que nul ne peut aller contre un marché qui doit baisser. Or, pour l'instant, les vendeurs sont confrontés à un excédent de l'offre sur la demande, estimé par l'ICCO à 93 000 tonnes et non pas à 36 000 tonnes, comme elle le prévoyait fin 1987. Pour la quatrième campagne consécutive, le cacao connaît ainsi une situation largement excédentaire, qui place, selon l'expression anglo-saxonne, « un couvercle sur la hausse ».

Les raisons de cette abondance sont connues : la Côte-d'Ivoire, numéro un mondial, a produit, la saison passée, 575 000 tonnes. Les entrepôts d'Abidjan sont pleins à craquer. Le progrès de rendement de la cacaoyère laisse penser que ce pays est capable, à brève échéance, de porter sa récolte à 600 000 tonnes, voire à 700 000 tonnes. Mais cet objectif est entravé par la montée en puissance des concurrents, à commencer par le voisin ghanéen, qui a, ces dernières années, cueilli les premiers fruits d'une nouvelle génération d'arbustes.

Voyant leur production s'accroître et leurs revenus stagner en raison du cours dérisoire de leur monnaie (le cedi) les planteurs ghanéens ont, semble-t-il, repris récemment un trafic de cacao à la frontière ivoirienne, échangeant leurs fèves – réputées de grande qualité – contre des francs CFA. Une action de contrôle a été menée ces jours-ci de part et d'autre de la frontière. Les paysans ont dû ouvrir la porte de leurs maisons et montrer leurs sacs aux agents publics. La Côte-d'Ivoire, qui a suffisamment de difficultés à écouler sa propre marchandise, refuse de prendre en charge un surplus ghanéen. Mais le casse-tête principal de l'Afrique productrice de cacao vient d'ailleurs.

Sur le continent noir, on parle déjà du « sacrilège malais » : en dix ans, la Malaisie a plus que décuplé sa récolte de fèves. Avec 150 000 tonnes annoncées l'an dernier, elle est désormais un adversaire dangereux pour la Côte-d'Ivoire, d'autant plus redoutable qu'elle se bat avec des armes tenues pour déloyales.

En premier lieu, la Malaisie n'est pas signataire de l'accord international du cacao. Elle bénéficie donc, sans y contribuer, à l'effort de stabilisation des cours entrepris par le stock régulateur. Dans le cadre de ses opérations de soutien, celui-ci peut en effet acheter du cacao malais aussi bien que des « origines » africaine ou sud-américaine.

Ensuite, les autorités de Kuala-Lumpur ne se privent pas pour brader leur marchandise en pratiquant parfois des rabais de 30 % à 50 % sur les cours officiels. Pour justifier cette compression des prix, les Malais invoquent la qualité inférieure de leur cacao, comparée aux variétés traditionnelles.

Mais les industriels savent que les fèves du Sud-Est asiatique sont idéales pour fabriquer du chocolat ordinaire. Le processus industriel permet d'effacer la spécificité du goût malais et de fabriquer ainsi un produit standard à moindres frais. Aussi, Kuala-Lumpur a-t-il réussi à ravir une part de marché non négligeable aux pays producteurs endettés que sont la Côte-d'Ivoire et le Brésil. Leur stock de cacao ressemble de plus en plus à un rocher de Sisyphe.

ERIC FOTTORINO.

LE MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

Le MATIF au-dessus de 100

Ça y est ! Pour la première fois depuis le 11 août dernier, les cours du MATIF sont repassés au-dessus de 100, atteignant 101,90 en fin de semaine. Le cours de 100 correspond à un rendement de 10 % sur dix ans. Ce cours de 101,90 équivaut en conséquence à un rendement de 9,65 %. Après une pointe à *12 % le 19 octobre* 1987 et une lente décrue depuis cette date, les rendements indiqués par le MATIF sont donc descendus au-dessous de la barre de 10 %, retrouvant leur niveau de l'été dernier. En trois mois le MATIF aura monté de près de deux points et le rendement baissé d'environ 0,5 %. On pourait penser que la diminution du taux d'intervention de la Banque de France, mettant à profit la bonne tenue du franc et la poursuite de la désinflation, a pu abaisser encore un peu sa garde, et jouer son rôle. Le taux d'adjudication a été ramené le 25 janvier de 7 1/2 à 7 1/4 %.

En fait, cette diminution qui aurait dû donner au marché le signal clair et net d'une détente des taux a compté pour peu de choses, sinon pour rien. C'est le vent d'Amérique qui a tout fait. Ce vent, c'est l'accélération de la baisse des taux à long terme aux Etats-Unis où le rendement de l'emprunt du Trésor à trente ans est passé en huit jours de près de 8,70 % à 8,45 %, revenant à son plus bas niveau depuis le mois de juillet dernier. Un vrai cadeau pour le marché de Paris qui a les yeux fixés sur New-York et Chicago, là où règnent les augures et les prophètes.

Il faut dire, que de l'autre côté de l'Atlantique, les nouvelles sont tout à fait favorables à une baisse des rendements. Au quatrième trimestre 1987, le niveau des stocks dans les magasins s'est élevé de 58 milliards de dollars. Le rapport stocks sur ventes devenant le plus élevé depuis vingt ans. En même temps, une enquête a révélé que la consommation des ménages baissait et que les entreprises commençaient à diminuer leur production pour réduire leurs stocks.

« Excellent » jubilent les économistes, car ce ralentissement, tout en freinant la consommation domestique et en réduisant les importations, donc le déficit commercial, *permettra de réduire* la demande de crédits et donc de faire baisser les taux. Certains de ces économistes prévoient un rendement revenu à 8 1/4 % d'ici à la fin du mois de mars pour l'emprunt du Trésor à trente ans, et d'autres vont même jusqu'à 8 % dans les prochains mois. Rappelons que ce rendement, parti de 7,40 % en avril 1987, avait atteint 10 1/2 % le 19 octobre de la même année avant de chuter rapidement. De plus, selon M. Manuel Johnson, vice-président de la Réserve fédérale, les pronostics sur l'inflation deviennent plus « optimistes ». Tout semble donc aller mieux de l'autre côté de l'eau, tout au moins sur le front des taux d'intérêt.

De ce côté-ci, la petite brise d'espoir que nous relevions la semaine dernière s'est mise à souffler plus fort, au point que l'on redoute déjà de la voir trop s'enfler, au risque de causer des déceptions. Mais le paradoxe consistant à garder en France des taux plus élevés qu'aux Etats-Unis avec une inflation moins forte ne pouvait s'éterniser. Déjà, depuis une quinzaine de jours, les gestionnaires avisés accumulent du « papier » à long et moyen terme et à taux fixes, emprunts d'Etat et bons du Trésor à cinq ans. Ils le font souvent sans se couvrir sur le MATIF, tablant sur une baisse des rendements dans les mois qui viennent. Certains d'entre eux avaient commencé à le faire en juin dernier, mais trop tôt et à leurs dépens. Cette fois-ci, ils peuvent penser que la détente est vraiment proche.

Si vraiment les taux s'orientaient lentement mais sûrement à la baisse, beaucoup d'opérateurs se couvriraient moins systématiquement sur le MATIF en vendant des contrats, ce qui atténuerait l'effet automatiquement baissier de ces ventes sur les cours, qui favoriserait un redressement de la cote.

Pendant ce temps, notons-le, le loyer de l'argent au jour le jour ne diminue guère, se maintenant à 7 1/2 % et même plus. Il faut dire que lors de son adjudication du lundi 25 janvier, la Banque de France a réduit de 17 milliards de francs l'approvisionnement du marché en liquidités pour compenser l'afflux des capitaux engendré par ses achats de deutschemarks, l'équivalent d'une vingtaine de milliards de francs depuis une dizaine de jours. Il s'agit pour elle de ne pas trop gonfler la masse monétaire.

En ce qui concerne les émissions, la bonne tenue du MATIF a favorisé le placement d'une volée d'emprunts à taux fixes, naturellement : lorsqu'une perspective d'une baisse de rendement se dessine, les prêteurs se précipitent. EDF a donc pu lever très facilement 2 milliards de francs à 7 ans 1/2 avec un rendement réel de 9,58 %. Quant au Crédit foncier de France, il en a profité pour émettre deux emprunts de 1 milliard de francs, dont l'un à dix ans et à taux fixe de 9,65 %, en nette diminution sur les 9,90 % de l'emprunt de 7 milliards de francs lancé par l'Etat, début janvier, auprès des particuliers pour récupérer une partie des 29 milliards de francs remboursés au titre de l'emprunt 7 % 1973.

En fin de semaine, le « papier » manquait tant la demande était forte. Il y a longtemps qu'on n'avait pas vu ça.

FRANÇOIS RENARD.

BOURSES ÉTRANGÈRES

NEW-YORK

Le Monde

Pour la reprise de la Société générale de Belgique

Les groupes De Benedetti et Gevaert s'affirment prêts à discuter

BRUXELLES
de notre correspondant

Alors que les achats de titres de la Société générale de Belgique se poursuivaient à un rythme soutenu à la Bourse de Bruxelles (plus de 700 000 titres échangés en une seule journée), M. André Leysen, le patron flamand du holding Gevaert, qui a pris la tête d'une contre-offensive visant à empêcher M. Carlo De Benedetti de réussir son OPA sur le premier holding belge, a lancé, vendredi 29 janvier, à Bruxelles, un appel à la trêve à son concurrent italien. Un appel qui ressemble fort à une habile manœuvre, comme ces boxeurs qui dans un premier temps veulent « endormir » leur adversaire.

M. André Leysen a d'abord tenu à montrer sa force. « *Nous avons érigé un mur infranchissable* », a-t-il ainsi déclaré, annonçant qu'il avait réussi en une semaine, « *la plus extraordinaire de ma vie* », à réunir les 30 milliards de francs belges nécessaires à l'achat de 10 millions d'actions de la Société générale. Mais ces actions sont pour le moment gelées par le tribunal de commerce. M. André Leysen a déclaré qu'il s'en remettrait aux décisions du tribunal qui doit trancher cette semaine et, qu'en cas de défaite, il ne lancerait pas une contre-OPA sur la Société générale. « *Sportivement*, a-t-il dit, *je serais le premier à féliciter Carlo De Benedetti. Ce dernier a dit que ses fils apprendront le flamand ; dans ce cas, je dirai à mes fils et mes petits-fils d'apprendre l'italien.* »

Puis voilà l'attaque : « *Je tends la main*, conclut M. Leysen, *à Carlo De Benedetti. Acceptons tous les deux la réalité qu'il y ait deux blocs.* » Le patron flamand peut maintenant rentrer dans son coin de ring. *Il condottiero* en baissera-t-il sa garde pour autant ? Pas sûr du tout, car lui aussi connaît le noble art. Il a annoncé qu'il était prêt à rencontrer le patron de Gevaert et pourrait venir à Bruxelles ce week-end « *pour discuter* [...] *des modalités d'un accord de fond* ». Mais M. De Benedetti maintiendra « naturellement » ses actions judiciaires.

Que les deux adversaires s'entendent ou pas pour reprendre ensemble la Générale de Belgique, l'arbitre de ce combat, qui se joue « aux points » à coup de milliards de francs, reste donc le « petit juge », M. Jean-Louis Duplat, président du tribunal de commerce de Bruxelles, et qui va trancher cette semaine. Réputé pour son indépendance et la connaissance de ses dossiers, ce magistrat de cinquante et un ans sait que sa décision est de taille à modifier fondamentalement l'équilibre économique et politique de son pays.

J.-A. F.

CAMBODGE : rompant avec les Khmers rouges

Le prince Sihanouk démissionne de la présidence de la résistance

Le prince Sihanouk a annoncé, samedi 30 janvier à Pékin, qu'il se retirait « *définitivement* » de la coalition de la résistance cambodgienne, qu'il préside depuis juin 1982 et qui occupe le siège du Cambodge à l'ONU. Dans un entretien accordé à l'AFP, il a affirmé que cette coalition tripartite – les sihanoukistes, les Khmers rouges et le Front de M. Son Sann – était devenue un « *monstre abominable* » soumis aux pressions de multiples « *patrons* ». L'ancien monarque a ajouté qu'il souhaitait des négociations directes avec le Vietnam, mais rien n'indique encore qu'il ait, pour autant, renoncé à poursuivre ses pourparlers, entamés début décembre en France, avec le premier ministre de Phnom-Penh, M. Hun Sen.

En mai 1987, afin de lancer une négociation qui devait déboucher sur ses deux séries récentes d'entretiens avec M. Hun Sen, le prince Sihanouk s'était déjà « *mis en congé* » de la présidence de la « république démocratique du Cambodge » (la résistance). Cette fois, il franchit un nouveau pas dans la rupture d'une alliance très inconfortable avec ses anciens geôliers, les Khmers rouges. Mais l'ancien monarque a pris le soin de préciser que son fils, le prince Ranaridh, demeurait au sein de la coalition et restait commandant en chef de l'ANS, l'armée nationale sihanoukiste.

Cette décision, intervenue à la veille de ses entretiens avec le premier ministre chinois et que Sihanouk déclare « *irrévocable* », porte un coup sévère aux Khmers rouges, principale composante militaire de la résistance. Elle devrait être mal accueillie à Pékin – qui arme les Khmers rouges – et dans les capitales non communistes d'Asie du Sud-Est, qui soutiennent la résistance.

Mais le prince Sihanouk ne veut pas, pour autant, céder aux Vietnamiens. C'est sans doute pourquoi il n'a pas exclu, une nouvelle fois, une rupture de ses négociations avec Phnom-Penh et a réitéré sa demande de discussions directes avec Hanoï. Pour l'instant, il semble qu'il n'ait pas fermé la porte à de futures négociations et que sa décision ne signifie pas qu'il se retire du jeu.

Dans son entretien avec l'AFP, le prince s'est montré particulièrement amer à l'égard de M. Son Sann, le partenaire le plus faible de la coalition, qu'il a accusé d'être « *extrêmement hostile à sa personne* ». Il a ajouté qu'« *une incompatibilité idéologique* » existait entre les trois factions de la résistance et s'est déclaré « *libéré* » par sa décision. Ni M. Son Sann ni les Khmers rouges n'ont accepté de se joindre aux négociations Sihanouk-Hun Sen de ces dernières semaines.

Le prince a affirmé qu'il n'avait averti personne de sa démission. « *Je mets tout le monde, surtout les sponsors de la coalition, devant un fait accompli. Ils ne pourront pas faire pression sur moi. Ce qui est fait* », a-t-il dit.

Cette démission ne manquera pas, en effet, d'irriter sérieusement la Chine – qui a déjà marqué peu d'enthousiasme pour le dialogue Sihanouk-Hun Sen – et la Thaïlande, qui offre l'hospitalité à la résistance antivietnamienne. Bangkok avait déjà exprimé des réserves à l'égard du projet de « *gouvernement provisoire à deux* » avancé par le prince lors de sa deuxième série d'entretiens avec M. Hun Sen, il y a plusieurs jours à Saint-Germain-en-Laye.

Mais, d'un autre côté, cette initiative du prince renvoie la balle dans le camp de Hanoï. Il appartient aux Vietnamiens, désormais, d'exprimer clairement s'ils sont prêts à prendre contact avec le prince Sihanouk. Quelles concessions pourraient-ils, le cas échéant, lui faire pour lui permettre de poursuivre une négociation qui a soulevé quelques espoirs ?

JEAN-CLAUDE POMONTI.

Nouvelles accusations contre M. Waldheim dans « Der Spiegel »

L'hebdomadaire ouest-allemand *Der Spiegel* a rendu public vendredi 29 janvier, à Hambourg, le texte d'un document qui accuse le président autrichien, M. Kurt Waldheim d'avoir ordonné lui-même la déportation de plus de 4 000 civils alors qu'il était dans l'armée allemande en Yougoslavie pendant la deuxième guerre mondiale.

Il s'agit d'un télégramme précédé de la mention « *très urgent* » et signé du militaire croate, Fedor Dragojlov, futur chef d'état-major des unités croates alliées à l'Allemagne ; il est daté du 22 juillet 1942.

Selon le texte publié par le magazine allemand, « *le lieutenant Kurt Waldheim* (...) *ordonne que 4 224 prisonniers de Kozara, pour la plupart des femmes et des enfants et environ 15 % de vieillards soient envoyés à leur destin : 3 514 à Grubisino Polje et 730 à Zemun* ». Ces deux localités yougoslaves abritaient des camps de concentration.

Ce document aurait été remis au *Spiegel* par l'historien yougoslave Dusan Pleuca, qu'une polémique oppose actuellement à la Commission internationale d'historiens chargée de faire la lumière sur le passé de M. Waldheim à propos des méthodes de travail de cette dernière. Le porte-parole du président autrichien a affirmé vendredi soir à Vienne que le document était probablement un faux. – *(AP.)*

TAIWAN

Plus d'un million de personnes ont assisté aux obsèques de Tchiang Ching-kuo

Les funérailles de l'ancien président taïwanais Tchiang Ching-kuo ont eu lieu samedi 30 janvier. Plus d'un million de personnes étaient massées le long de la route suivie par le cortège entre Taipeh et le mausolée de Taoyuan. Un service religieux protestant a été célébré en l'honneur du défunt en présence de sa veuve, d'origine russe, de deux de ses trois fils, du nouveau président, M. Lee Teng-hui, et de personnalités étrangères.

Mme Tchiang Kaï-chek, la veuve du fondateur du régime, ne figure pas sur la liste des personnes ayant assisté à ce service religieux. Elle s'entendait mal avec Tchiang Ching-kuo, né d'un premier mariage. Elle était, en revanche, très liée aux éléments conservateurs du Kouomintang.

Selon des informations en provenance de Taipeh, Mme Tchiang aurait tenté de s'opposer à l'élection de M. Lee à la tête du Kouomintang. Lors de la réunion du comité central du parti, le 27 janvier, elle aurait fait demander que cette élection soit repoussée et aurait obtenu l'appui du premier ministre, M. Yu Kuo-hwa, un conservateur qui aspirait également à ce poste. Mais la majorité du comité central a passé outre et fait élire, à l'unanimité des présents, M. Lee à la présidence. En 1975, Mme Tchiang avait déjà manœuvré de la sorte pour empêcher que Tchiang Ching-kuo ne succède à son père. Après son échec, elle s'était retirée aux Etats-Unis, d'où elle est rentrée fin 1986.

EN BREF

● **La CGT continuera de siéger à l'UNEDIC.** – Non signataire de l'accord du 30 décembre dernier renouvelant la convention de l'UNEDIC, la CGT se demandait si elle devait continuer de siéger au sein des organismes paritaires du régime d'assurance-chômage. Devant l'impossibilité de trancher sur la position à adopter en conseil exécutif, la décision devait être prise par le Comité confédéral national, qui prolongeait ses travaux d'une demi-journée pour se faire une opinion. En fin de matinée le 30 janvier, un communiqué annonçait que les représentants de la CGT continueraient « *d'être présents* » dans l'ensemble des institutions pour donner un « *prolongement à l'intervention des salariés avec ou sans emploi et répondre le mieux possible à leurs préoccupations* ». Pour le reste, la CGT maintient ses critiques à l'égard des nouvelles dispositions arrêtées par les autres organisations syndicales et le patronat.

● **Une démarche d'intégristes tunisiens.** – Des intégristes tunisiens en exil en France appartenant au Mouvement de la tendance islamique (MTI) ont réclamé, vendredi 29 janvier, l'ouverture d'une enquête indépendante sur les circonstances du décès, dans une prison tunisienne, de Mohamed El Mansouri, membre du MTI, qui, selon eux, est mort sous la torture. El Mansouri était l'un des soixante-treize intégristes arrêtés et accusés de complot contre le gouvernement juste après l'accession au pouvoir du président Zine Ben Ali, le 7 novembre 1987. – *(Reuter.)*

● **PICARDIE : adoption du budget régional.** – Le conseil régional de Picardie a adopté, vendredi 29 janvier, par 29 voix contre 26 (PC, PS), le budget primitif de 1988, dont le montant s'élève à 1 071 millions de francs contre 956 l'an passé. Les quatre élus du Front national l'ont approuvé en estimant qu'il correspond « *à ce qu'ils ont demandé* ». – *(Corresp.)*

● **La mort d'un diplomate libyen : Tripoli accuse N'Djamena.** – Les funérailles du chargé d'affaires libyen à Lagos, Abubakar Kanna, dont le corps avait été retrouvé dimanche 24 janvier dans la capitale nigériane, ont eu lieu jeudi 28 dans la ville libyenne de Murzuq, a rapporté l'agence JANA, qui fait état pour la première fois de cet assassinat. Selon l'agence officielle libyenne, ce sont « *les bandes de N'Djamena qui pratiquent le crime et le terrorisme qui ont assassiné le commandant Kanna* ». – *(AFP.)*

● **JAPON : M. Nakasone à Paris.** – M. Yasuhiro Nakasone, ancien premier ministre japonais, séjournera à Paris à titre privé du dimanche 31 janvier au 4 février.

● **RECTIFICATIF.** – Par suite d'une inversion dans notre article consacré aux otages allemands à Beyrouth, dans *le Monde* du samedi 30 janvier, nous écrivions que M. Alfred Schmidt, seul otage libéré, était un représentant de la firme Hoechst et que le deuxième otage, M. Cordes, était ingénieur de la firme Siemens. En fait, c'est M. Schmidt qui est chez Siemens et M. Cordes représentant de Hoechst.

Le numéro du « Monde » daté 30 janvier 1988 a été tiré à 512 794 exemplaires

A B C E F G H

THAILANDE

Bangkok durcit son attitude à l'égard des réfugiés de la mer vietnamiens

BANGKOK
correspondance

La Thaïlande durcit sa position vis-à-vis des réfugiés de la mer vietnamiens. Le ministre de l'intérieur a annoncé, vendredi 29 janvier, que les « *immigrants illégaux* » vietnamiens qui tenteraient de débarquer clandestinement en Thaïlande seront désormais refoulés en haute mer. Les navires qui se saborderaient en vue des côtes thaïlandaises – stratégie fréquemment utilisée par les réfugiés pour se faire accepter – ne recevront plus aucun secours. Mercredi, déjà, une embarcation avec quarante personnes à bord a été reconduite dans les eaux internationales.

Bangkok justifie son attitude en évoquant le danger que représente pour la sécurité du pays le nouvel afflux de « *boat people* ». En 1987, plus de 9 500 personnes – contre 4 392 en 1986, – venues surtout du sud du Vietnam, ont débarqué sur la cote est de Thaïlande. Les réfugiés vietnamiens sont un peu plus nombreux chaque mois. Un nombre croissant de jeunes Vietnamiens échappent ainsi au service militaire au Cambodge.

Le vice-ministre de l'intérieur thaïlandais a expliqué sa décision en faisant état d'informations selon lesquelles plus de 30 000 candidats au départ seraient déjà arrivés au Cambodge, dans la province maritime de Kho-Kong, d'où – aidés par un vaste réseau de passeurs impliquant à la fois des officiels vietnamiens, cambodgiens et thaïlandais – ils tenteraient d'embarquer pour la Thaïlande.

L'existence de tels réseaux est depuis longtemps confirmée par les réfugiés eux-mêmes. Des mesures fermes seront également appliquées par Bangkok aux réfugiés hmongs arrivant dans le nord du pays, en provenance du Laos, par des filières fort lucratives auxquelles participent fonctionnaires laotiens et thaïlandais.

JACQUES BEKAERT.

ÉQUATEUR

Elections générales sur fond de crise économique

Les électeurs équatoriens se rendent aux urnes dimanche 31 janvier pour élire un nouveau président et une nouvelle Assemblée, mais peu nombreux sont ceux qui espèrent encore que, parmi les dix candidats à la succession du social-conservateur Febres Cordero, dont le mandat prend fin en août prochain, il s'en trouve un capable d'améliorer leur niveau de vie, touché par la baisse du pétrole. La campagne s'est cependant déroulée dans un calme qui a démenti tous les pronostics et semble montrer que le pays aspire à la stabilité au terme d'une présidence marquée par une rébellion militaire (celle du général Vargas, ex-commandant en chef de l'aviation en mars 1986), la séquestration du chef de l'Etat en janvier 1987 par d'autres militaires fidèles à ce même Vargas, et deux mois plus tard, un tremblement de terre qui a fait mille victimes et détruit l'oléoduc oriental équatorien, interrompant de façon désastreuse les exportations pétrolières. – *(AFP, Reuter.)*

INDE : à la suite de nouvelles violences

L'Etat du Tripura est déclaré « zone de conflit »

NEW DELHI
de notre correspondant

L'ensemble du Tripura, l'un des plus petits Etats indiens (environ 2,3 millions d'habitants), dans le nord-est du pays, a été déclaré « *zone de conflit* », ce qui implique que les forces armées vont être déployées dans toute la région. Le premier ministre indien, M. Rajiv Gandhi, a pris cette décision, vendredi 29 janvier, dès son retour d'une tournée de quarante-huit heures dans cet Etat, où doivent se dérouler, le 2 février, ainsi que dans l'Etat voisin du Meghalaya, des élections locales.

Dans la seule journée de vendredi, dix-sept immigrés bengalais – dont cinq enfants – ont été tués par les Volontaires nationaux du Tripura (TNV), une organisation de maquisards tribaux, qui, depuis sa création en 1978, lutte contre l'immigration bengalaise. La violence s'est nettement accrue depuis le début du mois, quarante-cinq immigrés bengalais ayant été assassinés, contre soixante-dix-sept pour l'ensemble de 1987. En tant que président du Parti du Congrès (I), M. Gandhi a participé à plusieurs meetings électoraux sur place, au cours desquels il a violemment dénoncé l'incapacité du gouvernement local, dirigé par le Parti communiste (CPI-M), à mettre fin à la violence.

En dépit de la présence massive de forces para-militaires, le chef-ministre du Tripura, M. Nripen Chakraporty, n'a pas été en mesure de freiner l'activité des TNV. Des considérations électorales ne sont cependant pas absentes de la décision de New-Delhi.

Le Parti du Congrès (I) tente de jouer sur tous les tableaux pour renverser le gouvernement communiste : fermeté pour se concilier l'électorat bengali, alliance avec le TUJS, un parti régionaliste tribal hostile au CPI-M, et promesses électorales à tout le monde. Comme ce fut le cas lors des élections au Nagaland, en novembre dernier, le gouvernement central a annoncé l'arrivée d'aides financières massives en cas de victoire du Congrès.

LAURENT ZECCHINI.

